



Elections, non ! Guerre populaire, oui ! Parti Communiste du Pérou, 1990

I. ÉLECTIONS CRUCIALES POUR LA RÉACTION

Comme l'a conclu la récente Session du Comité Central, célébrant le triomphe du Xe ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE POPULAIRE, la réaction péruvienne et son maître, principalement l'impérialisme yankee, ont besoin de relancer le capitalisme bureaucratique, de restructurer à nouveau l'État et d'anéantir la guerre populaire.

Tels sont leurs besoins et leurs rêves du fait du constat de la crise économique du capitalisme bureaucratique, la plus profonde jusqu'à maintenant, qui plonge toute la vieille société péruvienne dans la crise générale la plus grave.

En ce qui concerne son État, la caduque dictature des grands bourgeois et des propriétaires fonciers, restructurée pour la troisième fois au cours de ce siècle, en 1978, continue logiquement d'être un appareil bureaucratique militaire pourri, plus oppresseur et sanguinaire dans la mesure où il se montre plus impuissant face au développement de la lutte populaire.

Et du fait que la guerre populaire, soutenue par les masses, principalement la paysannerie pauvre et sous la direction du Parti, est parvenue au cours de ces dix années victorieuses à concrétiser la bouleversante et réelle perspective de conquérir le pouvoir dans tout le pays pour le prolétariat et le peuple.

Besoins, plans et efforts réactionnaires, et impérialistes qui inévitablement renforceront davantage la lutte des classes, développant la lutte de masses et élevant la guerre populaire à son expression supérieure.

Le tout dans un contexte où, les superpuissances (États-Unis et Union soviétique) et les puissances, toutes impérialistes ou social-impérialistes, dans la collusion et la lutte, attisent les contradictions au niveau mondial (nations opprimées - superpuissances et puissances impérialistes, superpuissances entre elles et avec les autres puissances impérialistes et entre ces dernières, et bourgeoisie – prolétariat ; des trois, la première est la principale).

C'est ainsi que se développent la collusion et la lutte pour des zones de domination et une nouvelle répartition du monde qui entraîne de nouvelles guerres localisées, régionales et mondiales en perspective, en dépit de tous les bavardages de pacifisme sournois avec lesquels on cherche une fois

de plus à endormir le monde.

Dans des circonstances dans lesquelles se développe depuis le milieu de la dernière décennie une nouvelle offensive contre-révolutionnaire révisionniste dirigée principalement par Gorbatchev et Deng ; une offensive qui s'intensifie ces derniers temps et converge avec celle déclenchée par l'impérialisme contre le marxisme, vociférant à nouveau la dite et publicité « caducité du marxisme » ; c'est ainsi que la collusion et la lutte, et dans ce cas surtout la collusion, se livrent au sein de cette sinistre attaque contre le marxisme-léninisme-maoïsme.

Dans des conditions internationales où la lutte révolutionnaire, et plus encore la guerre populaire, acquiert une importance plus grande dans les nations opprimées, car elles sont la base de la révolution prolétarienne mondiale, la tendance principale de l'histoire mondiale.

Réalité complexe matérialisée par des faits tant ressassés dans le pays, par exemple l'Europe de l'Est qui se démène entre la décomposition du révisionnisme et la bagarre impérialiste, ou le Nicaragua dont la révolution démocratique inachevée a fait naufrage dans les urnes avec de noires perspectives, ou encore le dialogue du M19 en Colombie aux conséquences riches en leçons, pour ne citer que quelques exemples.

Et pour finir la dite « légitimation » dont l'objectif politique est la guerre contre-subversive. Sous sa forme bien connue de « guerre de faible intensité », dans la mesure où elle cherche des gouvernements issus d'élections afin de « leur donner la légitimité » et « l'autorité » reconnue par le peuple ; sans compter que d'après eux, elle « sert à satisfaire les besoins du peuple ».

Les élections sont donc un instrument de la guerre contre-révolutionnaire.

Pour toutes ces raisons les élections générales de 90 sont des élections cruciales pour la réaction péruvienne et l'impérialisme, principalement yankee.

II. LA CRISE POLITIQUE S'ACCENTUE, LES CONTRADICTIONS AUGMENTENT

Dans « Contre les illusions constitutionnelles et pour l'État de Démocratie Nouvelle! », le Parti indique :

« SUR LES ÉLECTIONS.

Marx souligna: "On autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement."

Et c'est encore plus vrai s'il s'agit d'élections pour approuver les chartes constitutionnelles.

Ainsi, si les élections sont l'ordre normal de rénovation des gouvernements dans les dictatures bourgeoises des sociétés capitalistes, y compris les plus démocratiques qu'on puisse imaginer, elles sont le moyen normal de leur fonctionnement politique pour préserver et développer le capitalisme.

Dans les états fonciers-bureaucratiques comme ceux d'Amérique Latine, quand elles ont accompli leur fonction de changement de gouvernements et dans les moments où elles ont respecté au mieux les normes du système démocratique bourgeois, les élections n'ont été qu'un instrument de domination des propriétaires fonciers féodaux et des grands capitalistes, qu'il s'agisse déjà d'un renouvellement périodique, comme en Colombie ces dernières années, ou de la fin d'un gouvernement militaire comme en Argentine, également ces dernières années, pour citer un exemple parmi ceux nombreux dont regorge notre Amérique.

Dans le pays, tout ceci se vérifie aisément. Bien qu'il y ait eu d'importantes interruptions des processus périodiques électoraux par les gouvernements militaires, surtout des interruptions liées d'un côté au développement de la lutte populaire et de l'autre aux contradictions entre les propriétaires fonciers féodaux et la grande bourgeoisie et aussi entre la bourgeoisie *compradore* et la bourgeoisie bureaucratique, tout en soulignant que les gouvernements militaires eux-mêmes ont servi à mettre en place des élections, pour régulariser leur propre situation, achever leur gouvernement ou les garantir, les élections au Pérou ont servi à préserver ou développer l'État péruvien, la république formelle, la dictature des propriétaires fonciers féodaux et des grands bourgeois.

Les élections comme il ne pouvait en être autrement à l'intérieur d'un ordre social dominant, ont été un instrument aux mains de la bourgeoisie *compradore* premièrement, puis de la bourgeoisie bureaucratique.

Voilà l'essentiel des processus électoraux de l'état péruvien au cours de ce siècle et c'est ce qui a déterminé le caractère de classe des élections dans le pays.

Ces questions fondamentales nous indiquent que :

- 1) L'État péruvien est foncier-bureaucratique, une dictature des propriétaires fonciers féodaux et des grands bourgeois sous le contrôle de l'impérialisme nord-américain ; contre celui-ci, le peuple lutte pour la construction d'un État de démocratie nouvelle qui requiert la destruction du vieil ordre existant.
- 2) L'État péruvien, comme tout État, se nourrit, se défend et se développe en utilisant la violence; face à celle-ci, le peuple a besoin de la violence révolutionnaire en suivant le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne.
- 3) Les élections sont un moyen de domination des propriétaires fonciers et des grands bourgeois ; elles ne sont pas, pour le peuple, un instrument de transformation ni un moyen pour abattre le pouvoir des dominants ; de là la juste orientation de ne les utiliser qu'à des fins d'agitation et de propagande. »

Tout ceci, exprimé en 1978, reste pleinement valable ; et, soulignons que les élections de 80 et 85 l'ont prouvé de façon évidente.

C'est donc avec cette fonction des élections au Pérou, semblables à celles des autres pays, et du fait qu'elles étaient cruciales pour la réaction, que les élections générales de 1990, comme il se devait, se sont présentées et déroulées dans le but de défendre l'ordre existant caduc et l'évolution de la société péruvienne ; et dans ce cadre, les partis comme l'Apra, l'IS, l'IU, le Frederno et Cambio 90

soutiennent et défendent des objectifs et des buts fondamentaux semblables et ne diffèrent que dans la forme, les moyens et la façon de les utiliser.

300 000 membres des forces armées et des forces de police ont été mobilisés au cours de ces élections. Un nombre jamais atteint pour des élections et reconnu par les propres appareils de l'État.

De plus ils ont mis en alerte et en marche toutes leurs institutions ; ainsi par exemple ils ont développé une propagande effrénée non seulement dans le but de capitaliser des votes, mais aussi de faire pression sur le peuple afin qu'il vote et de combattre la guerre populaire, tout cela sans compter la démagogie la plus basse et la plus vile.

On note clairement la participation ouverte et grandissante de l'Église Catholique dans la politique péruvienne, comme le démontrent de façon évidente ces élections ; mais il faut à la fois voir sérieusement dans ces élections les agissements de l'évangélisme, derrière laquelle agit l'impérialisme yankee.

C'est ainsi que pendant que la force armée continue d'être le grand électeur et le garant, l'Église, le soi-disant « pouvoir spirituel », se dresse toujours plus comme un pouvoir politique.

Ces élections ont montré plus ouvertement que tout est valable et que la réaction dans ses propres luttes internes, est capable de tout utiliser dans la bagarre pour ses intérêts de groupe ou de faction, de quoi ne sera-t-elle pas capable dans sa lutte contre le peuple et la révolution ?

Dans les élections générales actuelles, elle a mis en marche deux engeances: le racisme et la lutte religieuse, le premier est un néfaste empoisonnement d'idées dépassées de fausses supériorités totalement opposées à forger une nationalité en formation comme la nôtre et la seconde la lutte religieuse, la sinistre utilisation de la religion non seulement comme instrument de la lutte de classes, ce qu'elle est réellement, mais aussi pour lancer les masses les unes contre les autres, désorienter la lutte populaire et freiner la révolution en marche, la guerre populaire.

Ces engeances n'ont pas été les seules à être mises en marche, et comme toujours, la réaction et les classes, factions et groupes, qui la composent, agitent de façon perverse le coup d'état, leur instrument passe-partout, tandis qu'ils palabrent cyniquement sur la démocratie bourgeoise.

Tout cela sans compter les machinations, pièges, artifices et fraudes bien connus dans le scrutin, sur fond de répression et de génocide, surtout à la campagne. Un profond relent de fascisme se dégage donc du processus électoral puant.

D'après les chiffres du « Décompte total des élections politiques générales du 14 avril 1985 » du Jury National des Élections et du « Consolidado Nacional Presidencial » du même organisme, diffusé le 11 mai, on obtient les résultats suivants ainsi que ceux exposés plus loin.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Inscrits	9 983 400
N'ont pas voté	2 116 600
Ont voté	7 866 800

CEUX QUI N'ONT PAS VOTÉ REPRÉSENTENT 21,2% DES INSCRITS ET 27% DE CEUX

QUI ONT VOTÉ.

TOTAL DES VOIX EN POURCENTAGE

Fredemo	27,6 %
Cambio 90	24,6 %
Apra	19,1 %
IU	6,9 %
IS	4,0 %
Autres	2,2 %
Nuls et blancs	15,3 %

Le faible pourcentage des deux premiers candidats est frappant, que ce soit Vargas Llosa ou Fujimori, ils n'ont même pas obtenu 30% des votes émis ; très loin donc des 50% plus une voix qu'exige leur constitution pour assumer la présidence.

Il est très clair aussi, même si nous en reparlerons, que l'absentéisme, le fait de ne pas aller voter, s'est accru de façon notoire, atteignant 21,2 % des inscrits et 27 % de ceux qui sont allés voter ; c'est-à-dire que le meilleur pourcentage n'a obtenu que 0,6 % de plus.

Voilà donc le triomphe autoproclamé de la dite démocratie et la supposée défaite du soi-disant terrorisme !

Les 19 % de l'Apra impliquent une rupture avec les traditionnels 30 % de voix dont elle se vantait depuis des dizaines d'années ; mais son groupe parlementaire lui permet de poursuivre son rôle néfaste joué dans l'histoire péruvienne.

D'un autre côté, les autoproclamées « Gauche Unie » et « Gauche Socialiste » ont été écrasées par ces mêmes urnes qu'elles vénèrent, ensemble elles n'atteignent même pas le pourcentage des votes nuls et blancs ; le crétinisme parlementaire effréné a donc subi son échec le plus cuisant et le plus humiliant, bien payé pour leur révisionnisme, leur opportunisme et leur trahison à la classe et au peuple.

En résumé, c'est l'éparpillement des voix et l'incertitude qui marquent les élections générales d'avril ; le second tour s'annonce comme une lutte trouble, ambiguë et plus démagogique de la part de politiciens tricheurs.

De plus, avec la répartition des sièges, le parlement évoluera davantage dans la collusion affaiblie et la lutte des groupes et factions d'exploiteurs, pourrissant encore plus le système parlementaire caduc.

Tout montre donc que les bases de l'État péruvien se sont affaiblies et qu'il devra s'appuyer davantage sur ses forces armées et répressives ; ce sera alors chaque fois plus net pour le peuple que les forces armées sont la colonne vertébrale de l'État et que cet État n'est rien d'autre que la violence organisée pour maintenir l'esclavage du peuple péruvien.

Le processus électoral met en évidence les problèmes fondamentaux de la société péruvienne

malgré l'intention de les voiler : la semi-féodalité qui subsiste, base de la crise de la production agricole, faisant surgir le problème de la terre qu'on disait réglé ; le capitalisme bureaucratique, s'appuyant sur le retard et lié à la domination impérialiste ; l'impérialisme, principalement yankee, qui, comme toujours, nous suce le sang et s'apprête à le faire davantage ; en synthèse, la crise générale de la société caduque n'a qu'une seule issue : la révolution, le triomphe de la guerre populaire en marche.

D'autre part, les sinistres résultats du gouvernement apriste chapeauté par le génocide démagogue Garcia Pérez sont très clairs.

En 1985, nous disions que le nouveau gouvernement serait plus affameur et plus génocide, aujourd'hui la faim ronge et dévore la classe et le peuple ; alors que, selon les chiffres de la dite « Commission de pacification » du Sénat, le gouvernement de Belaunde avait baigné le pays dans le sang de 5880 morts, le gouvernement actuel l'a trempé dans le sang de 8504 pour la période de 1985 à 1988 et de 3198 pour 1989 ; ce qui était prévisible a donc eu lieu et concrètement le gouvernement apriste de Garcia Pérez est le plus affameur et le plus génocide de l'histoire péruvienne.

Le peuple ne l'oubliera jamais ! Tout cela s'accroît et s'aggrave avec l'incertitude électorale et le renvoi du problème au second tour.

Les partis politiques ont été violemment ébranlés par les résultats des élections d'avril et entrent nécessairement dans une période de remises en cause et de regroupements, non seulement en fonction du second tour mais surtout pour leur développement ultérieur.

Durant la campagne électorale ils ont arboré le « sans partisme », cherchant à gagner les voix des indépendants ; ils trafiquèrent avec le discrédit de leurs propres partis politiques et le rejet des partis révisionnistes d'Europe de l'Est, visant essentiellement et en perspective le parti du prolétariat, le Parti, claironnant la thèse pourrie de la non nécessité des partis politiques.

Rappelons-nous ce que disait Lénine: « Le sans partisme est une idée bourgeoise. Le partisme est une idée socialiste » (lire communiste).

Tout cela montre simplement la crise des partis qui soutiennent le vieil ordre ; crise qui ne date pas d'aujourd'hui mais qui s'est renforcée avec le processus électoral et ses résultats ; crise des partis qui prouve évidemment la détérioration croissante du vieil État péruvien.

Le premier tour a laissé deux candidats. Un, malmené et accablé, Vargas Llosa du Fredemo ; carillonneur arrogant du succès personnel arriviste, de la liberté individuelle et de l'économie de marché, fier du prix de consolation du premier tour avec les maigres 27%.

L'autre, catapulté et grisé, Fujimori de Cambio 90 ; le porteur rusé et sournois du slogan publicitaire « Honnêteté, travail et technologie », carte de réserve de l'impérialisme et de la réaction, qui se hissa à la deuxième place avec 24%.

Tous les deux représentent la grande bourgeoisie et l'impérialisme, pour ce qui est de Fredemo le problème est clair, mais pour ce qui est de Cambio la confusion est semée du fait de l'origine de classe de ses candidats, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie moyenne, et du fait de la dissimulation des points de son programme, surtout avant le premier tour.

De plus, Fujimori lui-même et ses conseillers ont signalé qu'ils préparent contre la montre leur plan de Gouvernement : économie de marché, même pas « économie sociale de marché » ; reconnaissance de la dette extérieure et recherche de moyens pour la payer ; renforcement de la banque ; soutien aux exportations et même à la grande mine ; encouragement des investissements ; étrangers et de la soi-disant « aide » internationale ; ce sont toutes des positions de la grande bourgeoisie, spécialement d'une de ses factions, la bourgeoisie *compradore*, celle qui en bénéficie le plus.

Ses conseillers de plus sont presque tous formés par l'impérialisme et sont liés aux institutions de la grande bourgeoisie, sans compter que quelques-uns ont participé au gouvernement apriste, à la Gauche Unie ou sont issus du vélasquisme ; le lien avec H. de Soto, personnage profondément lié à l'impérialisme yankee et ayant l'aval direct de Reagan et Bush, chercheur de la dite « production informelle » que tous aujourd'hui veulent récupérer, y compris Valsas Llosa et Fujimori, est révélateur.

Le Fredemo comme Cambio 90 sont donc l'expression politique de classe de la grande bourgeoisie.

La récente Session du Comité Central a déjà signalé : « Cambio 90, ce mouvement dirigé par l'extracteur de l'Université Agraire (Fujimori), a la même position mais pas le même poids que le Fredemo... » ; l'appréciation sur le caractère de classe est juste, alors que le poids définitif dépend du second tour, vu l'importance de l'Exécutif.

Le problème est celui-ci : bien que les deux privilégient les intérêts de la bourgeoisie *compradore*, Vargas Llosa se présente en défenseur des intérêts exclusifs de cette faction, alors que Fujimori se présente comme le défenseur des intérêts de toute la grande bourgeoisie, c'est-à-dire aussi de la faction bureaucratique et il est de plus évident qu'il prétend avec démagogie défendre les intérêts de la bourgeoisie moyenne et même ceux de tout le peuple.

Voici, le fond de classe des positions des deux candidats qui, de façon très personnelle et à la manière de petits chefs, bien qu'ils s'en défendent, chapeautent le Fredemo et Cambio 90 ; et tandis que Vargas Llosa cherche laborieusement à surmonter cette limitation en invoquant le peuple et en promouvant des œuvres de son dit « programme d'aide sociale », Fujimori fourbit son plan tout en frappant aux portes pour chercher des liens et l'équipe de son gouvernement possible.

C'est dans ces circonstances que se prépare le deuxième tour au cours duquel l'Apra, la Gauche Unie et la Gauche Socialiste, et leurs groupes et factions jouent au plus offrant, se montrant de plus en plus prêts à cautionner Fujimori.

L'Apra cherchant des positions importantes dans le gouvernement prochain ; même la Gauche Unie a déjà présenté son cahier de « conditions » pour appuyer Cambio 90, de simples points de marchandage et une simple déclamation qui justifie son électoralisme ; et la Gauche Socialiste, cherchant un petit quelque chose pour ses chefs de file.

Ainsi sont déjà jetées les bases de ce que sera le futur gouvernement, quel que soit le gagnant, et les contradictions qui régissent la collusion et la lutte au sein de la réaction et de ses laquais.

III. LE BOYCOTT DÉVELOPPE LA TENDANCE DU PEUPLE CONTRE LES ÉLECTIONS ET SERT LA GUERRE POPULAIRE

Une fois de plus on clame aux quatre vents la « défaite du terrorisme » : du démagogue génocide Garcia Pérez, jusqu'aux « sendérologues » autoproclamés et bien payés ; des partis politiques de la réaction et leurs chefs de bande aux forces policières sanguinaires ; des candidats aux présidentielles troubles et désespérés aux vénaux plumitifs de tous bords.

D'une seule et même voix, comme il se devait, ils s'égosillent en cherchant à vendre au peuple leur dite et pourrie « défaite du Sentier » pour façonner une opinion publique contre-révolutionnaire au bénéfice du Vieil État et des plans contre-subversifs des forces armées, afin de défendre la réaction péruvienne, spécialement la grande bourgeoisie, le social-impérialisme et l'impérialisme, principalement yankee.

Une fois de plus leur noir rêve sanglant d'écraser pour toujours le peuple et d'anéantir la guerre populaire met en marche l'engeance de la « défaite de Sentier » qui se concrétiserait, d'après ce qu'ils affirment sans aucune preuve, dans des fantasmes d'« échec stratégique », de « premier et grand vaincu » et de « division et reddition » puisque, comme le répète leur mensonge habituel, la guerre populaire se serait enlisée en 89, les élections seraient une grande défaite du boycott et le Parti se serait divisé, les combattants de l'Armée Populaire de Guérilla se seraient rendus.

Commençons par le soi-disant « échec stratégique », « l'enlèvement de 1989 ».

Le mieux est de partir du rapport sur le « Grand Achèvement du Plan Pilote ! », présenté au Comité Central en juin de l'année passée, dont nous transcrivons une des parties:

« I. ACTIONS DE GUÉRILLA

PLANS ET CAMPAGNES DURANT NEUF ANS DE GUERRE POPULAIRE.

Le processus de forge et de développement de neuf années de guerre populaire couvre quatre jalons : Définition, Préparation, Commencement et Développement ; et la guerre populaire se développe de façon rigoureuse selon un processus de bonds qualitatifs avec jusqu'à présent quatre plans ; plans chaque fois plus étendus et plus élevés qui montrent que la guerre est devenue plus complexe.

LE PLAN DE COMMENCEMENT, réalisé au moyen de deux sous-plans, couvre moins d'un an, de mai à juillet 1980, 280 actions ont été accomplies, ce fut réellement le commencement ; de juillet à décembre 1980, Impulser la guerre de guérilla a réalisé 1 062 actions, on voit déjà un bond, un accroissement, la durée fut aussi plus importante ; au total 1 342 actions.

LE PLAN DE DÉPLOIEMENT fut déjà plus étendu, les plans ont couvert une période plus longue et ont compté davantage de campagnes ; déployer fut précédé d'un plan : « Ouvrir des zones de guérilla » qui développa des pelotons et des détachements en fonction des Bases d'appui.

Comme l'objectif était de déployer la guerre, de l'ouvrir comme un éventail dans tout le

pays, trois campagnes furent conçues: « Conquérir des armes et des moyens », « Retourner la campagne avec des actions de guérilla » et « Abattre pour avancer vers les Bases d'Appui », cette dernière fut appliquée en deux parties ;elle couvrit deux années et 5 350 actions furent réalisées.

Bien que le plan précédent nous donna le commencement de la lutte armée, celui-ci généra le Pouvoir Nouveau ; à la fin de ce plan les forces armées entrèrent pour nous combattre directement (décembre 1982).

Ce plan fut plus complexe; on commença à mener plusieurs campagnes à l'intérieur d'un même plan, chaque campagne spécifiée par la définition d'une stratégie politique et d'une stratégie militaire.

PLAN DE CONQUÉRIR DES BASES, de mai 1983 à septembre 1986 ; premièrement se déroulèrent deux campagnes de « Défendre, développer et construire », précisément en 1983-1984, le moment le plus difficile ; c'est avec ces deux campagnes que les forces armées furent arrêtées.

Ce troisième plan développa une campagne de grande importance avec un sous-plan, celui du « Grand Bond » qui nous permit de surmonter largement les problèmes et d'étendre le champ d'action de Cajamarca à Puno, en nous centrant sur la Sierra tout en couvrant la Forêt et la Côte.

A l'époque aussi, la réaction pensa qu'elle nous avait anéanti et qu'elle avait balayé la guerre populaire.

Conquérir couvrit 3 ans 4 mois et réalisa 28 621 actions ; il donna les bases d'appui et tout le système des bases d'appui, des zones de guérilla, des zones d'opérations et des points d'actions.

LE GRAND PLAN DE DÉVELOPPER DES BASES (GPDB) : avec lui nous entrons dans un, processus de grande portée parce que les bases d'appui sont la moelle de la, guerre populaire, il n'y a pas de guerre populaire sans bases d'appui ; le CC décida de l'appliquer premièrement comme Plan Pilote, de décembre 1986 à mai 1989, à peu près deux ans huit mois et trois campagnes, la troisième en deux parties ; il réalisa 63 052 actions ; il a montré ses bienfaits et dépassé ses objectifs, nous entrons maintenant dans son approbation définitive.

C'est ainsi que le total des actions en 9 ans est de 98 365 ; en comptant les actions complémentaires ce sont plus de 100 000 actions; principalement, le grand couronnement final réalisé en juillet, comme un deuxième couronnement spécial.

Les plans sont stratégiquement centralisés et tactiquement décentralisés, ce sont des Plans Stratégiques qui couvrent les actions et la construction ; ils se développent au moyen de campagnes, ensuite les plans commencent à devenir plus complexes et durent plus longtemps, puis se développent des sous-plans ou des plans circonscrits aux plans généraux et finalement, en entrant au GPDB, nous décidons de l'appliquer en premier lieu comme plan pilote.

Chacun contient sa stratégie politique et militaire. Ils sont approuvés et appliqués dans

la lutte ; les bilans montrent les réajustements à faire et surtout définissent les conditions pour le plan suivant ; les appellations des bilans, nous les traduisons en phrases claires qui permettent de les conduire facilement, par exemple Grand Couronnement du Plan Pilote !

Le CC sanctionne les Plans Stratégiques-Opérationnels, tel que le décida en 1979 la Conférence Nationale Élargie, des plans stratégiquement centralisés, qui en prenant compte aussi de la situation opérationnelle, établissent des formes de lutte : agitation et propagande, sabotage, anéantissement sélectif et combats de guérilla ; ils déterminent les parties, établissent des périodes et fixent un calendrier.

Nous devons toujours prêter une attention très profonde à la centralisation stratégique, puisque d'elle dépend que nous agissions tous à l'intérieur d'un plan et que nous puissions développer des vagues de façon systématique et simultanée en frappant des zones diverses et étendues, avec toutes les formes et les moyens possibles, pour administrer de dures et sévères défaites à l'ennemi.

Ceux qui ont étudié les principes et la théorie militaire du Président Mao relèvent toujours qu'il a établi un plan stratégiquement centralisé, la clé qui permet de développer l'action ; l'appliquer nous a permis d'assener des coups durs et simultanés à l'ennemi dans presque tout le pays, il rencontre ainsi plus de difficultés.

Nous devons persister dans des plans stratégiquement centralisés, sans oublier qu'ils sont tactiquement décentralisés.

Nous appliquons des Plans Stratégiques-Opérationnels parce qu'ils établissent le trait d'union entre la stratégie et la tactique ; le camarade Staline avait déjà établi qu'il fallait voir le lien entre le côté stratégique, l'ensemble et les actions concrètes.

Soulignons que nous sommes partis de « rien », parce que c'est ainsi que nous l'a appris le Président Mao ; ayant un Parti avec une ligne juste et correcte le problème était de commencer car le problème n'est pas celui du nombre, mais plutôt celui de la volonté ou non de commencer.

Avec la guerre populaire nous avons développé le Parti, construit l'Armée Populaire de Guérilla et concrétisé le Pouvoir Nouveau et notre travail de masses a fait de grands bonds en quantité et en qualité ; les armes, nous les avons arrachées à l'ennemi et le transfert d'armes modernes s'accroît.

La guerre populaire nous a conduit au Grand Couronnement du Plan Pilote ! que nous avons achevé avec succès et éclat, ainsi nous avons scellé avec transcendance le Plan Pilote du Grand Plan de Développer des Bases ; il est donc nécessaire d'Impulser les Bases d'Appui, si nous ne le concevions pas ainsi, l'avoir réalisé n'aurait pas de sens.

Il commença avec le plan pilote parce que ce grand plan signifiait des changements qualitatifs très importants ; il est déjà mis à l'épreuve dans la pratique, sa perspective nécessaire est de continuer avec Impulser le Développement des Bases d'Appui ! à l'intérieur d'un nouveau GRAND PLAN DE DÉVELOPPER DES BASES EN FONCTION DE LA CONQUÊTE DU POUVOIR dans tout le pays.

En neuf ans, nous avons développé, grâce à ces plans, l'Armée Populaire de Guérilla et le Pouvoir Nouveau et nous avons appliqué et persisterons dans le fait que le Parti dirige la guerre populaire et dirige de façon absolue l'armée puisque nous sommes attachés au principe : le Parti commande aux fusils et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti.

Nous devons aussi persister dans le fait que, comme nous l'a enseigné le Président Mao, la guerre suit la politique ; nous nous soumettons à Lénine : la guerre est le prolongement de la politique par des moyens belliqueux, il en fut ainsi et cela continuera de l'être, de la dérive le caractère de classe de la guerre.

Quand le marxisme est nié, nous, les communistes, nous devons réaffirmer davantage nos principes.

Quand on affronte des campagnes contre-révolutionnaires comme celles qui se livrent au niveau mondial contre le marxisme-léninisme-maoïsme, comme les campagnes dans le pays contre le Parti et la guerre populaire, c'est dans ces moments que nous devons être attachés plus fermement aux principes et voir l'objectif irrécusable vers lequel nous allons, le communisme.

Nous insistons davantage aujourd'hui alors que Gorbatchev, Deng et leurs laquais diffusent qu'on ne peut plus comprendre la guerre avec des critères du passé, qu'on ne peut plus dire que la guerre est le prolongement de la politique ; que, ce qu'affirmait Clausewitz, ratifié par Lénine et développé par le Président Mao, est un principe qui n'est pas valable aujourd'hui, d'après Gorbatchev qui vocifère aussi que la guerre conduira à la disparition de l'humanité, que la guerre n'apportera ni vainqueurs ni vaincus parce que personne ne survivra, de sinistres positions qu'il tient de Khrouchtchev.

Nous condamnons en marquant au fer rouge ces positions révisionnistes contre la guerre populaire ; nous réaffirmons avec persistance que la guerre populaire est le prolongement de la politique par la force des armes au service du prolétariat et du peuple, de leurs intérêts ; si nous n'étions pas fermes sur les principes et flexibles dans leur application, nous quitterions la voie de la guerre populaire et nous nous jetterions dans le révisionnisme.

C'est pour cela que nous devons persister dans le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée Gonzalo, dans la guerre populaire et dans le fait que le Parti Communiste la dirige jusqu'au communisme.

Et de plus nous soulignons : 1) la centralisation, 2) des plans plus complexes, 3) un nouveau Grand plan de développer des bases en fonction de la conquête du Pouvoir ! et 4) persister dans les principes de la guerre populaire.

QUANTITÉ ET QUALITÉ

Campagne et ville

Formes de combat et grèves armées

Le Plan Pilote a été réalisé avec succès avec trois campagnes ; la deuxième partie de la troisième campagne, Grand Couronnement du Plan Pilote ! dont nous sommes en train de faire le bilan, a réalisé un accroissement de 172 % par rapport à la première partie, augmentation très significative bien que la deuxième partie ait duré plus longtemps que la première.

Neuf, ans de guerre populaire représente 100 000 actions, sans compter les actions complémentaires aux différents plans.

Le total des actions du Grand Couronnement du Plan Pilote ! est de 32 646 ; et la troisième campagne, avec ses deux parties, traduit un bond immense par rapport à la deuxième campagne du Plan Pilote, car elle multiplie le total des actions par quatre alors qu'elle n'a duré que trois mois de plus ; voici un des résultats extraordinaires du Premier Congrès du Parti.

Agitation et propagande

C'est une des quatre formes de la guerre populaire et en conséquence il est erroné de la voir comme quelque chose à part ; ne pas la voir comme une forme de la guerre conduit à commettre des erreurs.

L'essentiel est de voir qu'elle se développe comme la campagne d'agitation et de propagande la plus profonde qu'aucun parti n'ait jamais menée dans le pays ; la propagande, c'est-à-dire la diffusion d'idées en vue d'un objectif, et l'agitation, c'est-à-dire l'utilisation des problèmes concrets pour lesquels luttent les masses.

Ces actions, comme les autres formes, sèment la révolution, la guerre populaire, la politique, l'idéologie ; aujourd'hui elles sèment la nécessité de la conquête du Pouvoir dans tout le pays.

C'est ainsi qu'on pénètre dans les masses les plus profondes qui pour une grande part ne savent ni lire ni écrire.

Engels enseigna à marteler les idées dans la tête des hommes avec des faits, c'est une question de principe, c'est le fait matériel qui génère la connaissance ; les quatre formes de guerre sont des faits matériels et ceux qui les exécutent, militants, combattants et masses ou ceux qui les vivent, subissent l'impact et le martèlement de la nécessité de la guerre, de l'obtention d'objectifs politiques, de la conquête du Pouvoir, de la nécessité de l'idéologie du prolétariat.

L'agitation et la propagande pénètrent donc les masses les plus profondes du pays, bouleversent la pensée, sèment et martèlent ; elles sont liées à la source réelle de la connaissance.

L'agitation et la propagande se déroulent comme une action psychologique et une guerre psychologique.

Lénine disait que la propagande n'est jamais perdue, quel que soit le temps qui s'écoule entre les semailles et la moisson et si nous réalisons l'action les armes à la main, une action armée dont l'objectif est de mobiliser les masses, c'est dans la meilleure école

que nous forgeons le peuple, dans l'idéologie du prolétariat, la politique du Parti et la nécessité de la guerre populaire pour conquérir le Pouvoir.

Voyons comme sa grande importance est liée au fait de gagner et de former l'opinion publique, au fait que la guerre populaire est en train de générer un esprit de transformation dans les masses, comme le dit Julio C. Guerrero.

Elle offre de grandes perspectives pour semer la guerre populaire et c'est essentiel pour générer l'opinion publique, imprimer la guerre populaire ; les objectifs politiques, la conquête du Pouvoir, le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée Gonzalo ; l'idéologie, la politique du Parti et les politiques à différents niveaux et nous devons tenir compte du fait que sans générer l'opinion publique on ne conquiert pas le Pouvoir.

Sabotages

Ils continuent de jouer un rôle très important, frappant durement l'économie péruvienne qui évolue dans les pires conditions, dans la crise la plus profonde de notre histoire.

Saboter l'action minière est d'une grande transcendance parce que le pourcentage le plus important d'entrées de devises provient de cette activité ; il frappe directement l'État péruvien non seulement parce qu'il lui cause des problèmes, mais il reçoit des coups dans sa propre activité économique d'État, comme à Centromin par exemple.

Cela crée des problèmes à l'État lui-même, nous embrouillons ses plans corporatistes qui s'enlisent mais encore, ses « mesures Sociales », celles auxquelles ils ont sans cesse recours, sont frappées elles aussi et l'action armée contre-révolutionnaire s'affaiblit donc.

Le sabotage du réseau électrique est très important; les dernières coupures de courant touchent neuf départements, au nord jusqu'à La Libertad, au sud jusqu'à Ica en passant par la capitale même du pays, en passant par les départements de Junin, Pasco, Huanuco, Ayacucho, Huancavelica, le cœur de son système économique, l'axe même de son système administratif qu'est la capitale.

Les coupures leur causent chaque fois plus de problèmes ; « El Comercio » a révélé qu'au cours de la dernière coupure l'électricité à Lima n'a pu être rétablie qu'au bout de dix jours.

S'ils cherchent à utiliser plus de centrales thermiques, cela entraînera une dépense plus importante parce que le coût de cette énergie est très élevé.

Il frappe en plus l'administration publique et les systèmes informatiques de la banque, l'industrie a aussi de sérieuses difficultés.

La répercussion sur les masses est grande parce que celui qui voit la coupure en connaît l'origine et les masses voient comment l'État péruvien, exprimant son caractère de classe, répond d'abord aux besoins de la grande bourgeoisie et fait passer ceux du peuple après ; c'est ainsi que les masses se forment des critères chaque fois plus clairs.

La grande bourgeoisie souffre des sabotages, c'est pourquoi la Société Minière et

Pétrolière exige le renforcement des forces armées et des forces de police dans les mines.

L'essentiel est que les effets du sabotage se ressentent dans la zone économique la plus importante, la plus avancée du pays, dans la zone économique centrale qui est en même temps une zone stratégique pour restructurer la vieille société péruvienne, son vieil État.

Anéantissement sélectif

Il augmente et frappe des autorités. Nous réaffirmons qu'ainsi il décapite le fonctionnement de l'appareil étatique ou le paralyse.

Certains, les réactionnaires et leurs comparses, les opportunistes, disent « comment peut-on assassiner vilement des maires élus par le peuple » ; il faut signaler tout d'abord qu'élection signifie instrument du système bureaucratique bourgeois réactionnaire ; chez nous ne va jamais fleurir la stupidité politique de ceux qui ne parlent de dictature que lorsqu'il n'y a pas d'élection, ce que peuvent dire l'IU et ses composants ; mais jamais un communiste ne peut penser ainsi, car l'État, d'abord et avant tout, est dictature de classe et les maires, les gouverneurs ou les autorités bureaucratiques, des CORDES ou autres, font partie de ce système étatique, de cette structure réactionnaire.

D'autre part, en frappant et en décapitant des autorités de l'état ou des autorités bureaucratiques à quelque niveau que ce soit, on paralyse la marche de l'État mais surtout, on génère un vide de Pouvoir.

Un des problèmes de l'État péruvien, déjà signalé par Mariatégui, est qu'il n'a jamais pu étendre son pouvoir aux endroits les plus reculés du pays ; il est un fait que la réaction s'est toujours fixée dans les endroits centraux, dans les villes et son pouvoir s'est étendu aux villes moyennes, intermédiaires, parvenant quelquefois aux petites ; pour ce qui est des annexes ou des agglomérations, des villages ou des hameaux plus éloignés, ils ne souffrent pas du contrôle constant ; c'est un problème lié aux bases semi-féodales qui le soutiennent.

Cela revient donc à saper l'ordre étatique et c'est bien, cela sert à laminer, parce que ce vide politique tombe dans nos mains pour être comblé, pour que nous exercions le Pouvoir et nous pouvons mettre en place une des cinq formes de Pouvoir dont nous disposons.

Il faut se rappeler de ceux qui disent que « l'exemple du Vietnam est bon » mais qui oublient qu'ils ont anéanti 13 000 autorités ; ainsi l'anéantissement fait par les Vietnamiens est bon et le nôtre est mauvais ; pourquoi ?

Quels objectifs atteignaient et atteignent les deux ? Saper l'ordre, problème clairement établi par Cassinello dans sa « Guerre de guérilla et contre-guérilla ».

Combats de guérilla

Leur quantité est grande et leur taux de croissance augmente sans cesse. Les deux formes de combat fondamentales, l'embuscade et l'assaut, se développent.

Les embuscades évoluent, elles sont chaque fois plus percutantes et on frappe les forces armées ; toucher des officiers a beaucoup d'importance et on en voit déjà les répercussions : les demandes de démission dans l'armée s'accroissent tellement qu'ils ont dû les interdire ; les désertions augmentent et les heurts entre eux commencent ; la vente d'armes augmente de plus en plus et ce commerce ira en s'accroissant.

Mais sur ce point la réaction atteint les extrêmes du sarcasme, de la stupidité et du ridicule en disant « ils nous tendent lâchement des embuscades », « ils ne montrent pas la face », dans quelle embuscade montre-t-on la face ?

Si la clé de l'embuscade c'est la surprise, embusquer est une norme pour nous comme pour toute armée ; mais nous ne devons pas tomber dans une embuscade ni une contre-embuscade.

Quand nous frappons les militaires, ils caquettent « Barbarie ! », « Assassinat brutal ! » ; alors pourquoi vocifèrent-ils « nous sommes en guerre » et quel rôle jouent leurs forces armées ?

Mercado Jarrin dit qu'elles sont la « police de la nation » ; en effet, elles sont la police de la réaction et sa colonne vertébrale, c'est pour cette raison que nous devons les anéantir totalement et complètement.

Les combats de guérilla, comme les anéantisements, abaissent le moral des forces armées qui sont des troupes recrutées se battant contre leur volonté, avec peu d'instruction et qu'on maintient sous le joug d'une discipline réactionnaire de fer.

Certains disent qu'ils auraient besoin d'une armée professionnelle plus réduite, mieux équipée, avec des armes sophistiquées et très bien payée ; mais cela ne leur serait pas utile, cela ne servirait qu'à accroître nos forces et la disproportion entre eux et nous ; comme tout le monde le sait, la norme est telle que, quand une guérilla est très développée, la réaction a besoin d'un rapport de forces d'au moins 20 pour 1, comme nous le montre l'expérience internationale ; dans notre cas, bien que nous ne soyons pas très hautement développés, ils ont besoin d'augmenter leurs forces.

En second lieu, ont-ils les moyens de le faire ?

Non, ils n'ont pas les moyens suffisants, les officiers eux-mêmes sont mal payés et la dure crise que vit le pays ne se prête pas à de grands investissements ; en conséquence, ils ont besoin de l'aide extérieure des superpuissances et/ou des puissances impérialistes et ils y ont recours et y recourront chaque fois plus.

L'URSS vient de leur vendre des hélicoptères d'Afghanistan à un prix cadeau ; et les USA leur fournissent l'« aide militaire » en les formant et en leur offrant des moyens, et leur participation dans la lutte contre le « trafic de drogue » en paroles et contre la guerre populaire dans les faits est évidente.

Il faut avoir bien en tête toute cette vision dans le cas d'une éventuelle agression yankee, surtout si on considère leur action dans le Huallaga ; il faut se souvenir de ce qu'on a vu dans la revue militaire de l'armée des États-Unis sur la stratégie nationale, soutenant que même s'il n'y a pas de guerre déclarée, il se développe des guerres

subversives, des insurrections, des actions terroristes, du trafic de drogue et que c'est dans ces zones qu'il faut participer et combattre la force armée.

Ils commencent donc à avoir de sérieux problèmes avec le développement des combats de guérilla.

En ce qui concerne la qualité, on voit un bond significatif, spécialement dans les combats de guérilla ; les assauts sont chaque fois plus importants, comme celui d'Uchiza par exemple qui a même engendré des contradictions internes entre les forces armées et le gouvernement, ainsi qu'entre les forces armées et les forces de police ; et les embuscades successives montrent qu'elles sont mieux conduites.

Grèves armées

Cette nouvelle forme de lutte qui implique tout un ensemble d'actions doit conduire les quatre formes de la guerre : agitation et propagande, sabotage, anéantissement sélectif et combats de guérilla ; et elle entraîne à la fois la mobilisation d'une immense masse qui vit la force du Pouvoir Nouveau, l'existence de l'État Nouveau, la remise en question et la négation du vieil État.

La grève armée, militairement parlant, mène les quatre formes et sa répercussion sur les masses est profonde, parvenant à isoler des zones et démontrant de plus qu'il est facile d'isoler la capitale ; nous savons déjà depuis 1979 que Lima est la capitale de l'Amérique Latine la plus vulnérable, il faut en tenir compte pour continuer de les frapper, et demain aussi quand nous aurons le Pouvoir dans tout le pays.

Face aux grèves la réaction va s'évertuer, comme elle le fait déjà, à les réprimer et les empêcher, à les briser ; elle appellera à de fausses grèves ou utilisera les armes ; comme par exemple à Chosica où ils convoquèrent une fausse grève pour faire une démonstration de force, pour faire pression, intimider et amener les masses à rejeter les grèves armées ; mais cela ne sera pas suffisant pour eux, ils devront en venir à la répression, des grèves armées, répondre militairement à la grève, ne pas se contenter seulement d'une démonstration de force mais briser les grèves armées à feu et à sang.

Les grèves armées mettent aussi dans l'embarras les révisionnistes, la bureaucratie syndicale, ceux qui chevauchent les masses ; ils vont continuer à s'opposer aux grèves, en disant que c'est « une imposition autoritaire », que « ce ne sont pas les organisations corporatives qui les convoquent ».

Notre réponse est simple : il ne s'agit pas d'une action corporative ou syndicale, mais d'une action militaire pour isoler, frapper, user et saper le vieil ordre, afin que le peuple voie chaque fois plus l'impuissance à laquelle est réduit l'État péruvien.

Par conséquent nous ne parlons pas d'une lutte revendicative ou corporative mais nous développons une action militaire pour saper l'ordre, montrer son impuissance, former l'opinion publique et avoir plus de répercussion sur les amples masses ; et cela renferme déjà, en perspective, le sectionnement du pays, de façon plus ample, en relation avec un autre problème du plan que nous allons mettre en marche, celui de passer de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement.

Le travail militaire se développe à la campagne et à la ville en suivant le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne, et notre condition spécifique est d'agiter aussi les villes ; toutefois les quatre formes de guerre se développent principalement à la campagne et de façon complémentaire dans les villes.

Et ce développement va se poursuivre, mais il faut penser aussi que la grève armée se développe surtout dans les villes, par exemple la grève du Centre a touché des villes importantes comme Huancayo, Jauja, Oroya, Huànuco, Cerro de Pasco, c'est-à-dire des capitales départementales et provinciales.

Le travail à la campagne est bon, de la plus grande importance et essentiel, mais l'avancée du travail dans les villes est une nécessité qui va s'accroître et nous devons nous préoccuper de ce type de travail.

En synthèse, pour ce qui est de la qualité et de la quantité nous pouvons dire que la guerre populaire qualitativement et quantitativement se développe vigoureuse et forte ; nous persistons dans le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne, le principal étant la campagne et les encercllements commencent déjà à se resserrer de plus en plus.

La guerre populaire a donc fait un grand bond qualitatif et quantitatif au cours du Plan Pilote et une avancée de grande portée est en gestation.

PLAN DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

L'investigation montre que tous s'accordent à dire que les axes, sous-axes, directions et lignes de mouvement sont bien établis et qu'ils sont chaque fois mieux conduits, nous n'avons donc pas besoin pour l'instant de les changer.

Et il ne serait d'ailleurs pas opportun de les varier en ce moment. La réaction entre dans une période de difficultés et de contradictions fortes ; le problème des élections municipales et générales, les deux tours et la nouvelle administration les conduit à la collusion et à la lutte mais toute collusion s'appuie sur la lutte et elle éclate à n'importe quel moment.

Ces situations de lutte, de rupture qui peuvent même mener au coup d'État, nous pousse en ce moment et pour au moins deux ans à venir à appliquer une avancée audacieuse, et pour cette raison il n'est pas opportun de varier les plans et nous devons nous efforcer de les conduire au mieux.

Sans oublier qu'à l'intérieur du plan de développement stratégique se déroule tout notre travail de Parti que le Parti le dirige totalement.

CHAMP D'ACTION

Il est de plus en plus clair que nous nous développons dans la Sierra du pays.

Au cours de son histoire le Pérou a eu un axe vertébral : la sierra centre-sud, il en fut ainsi à l'époque des Incas ; au cours de la guerre avec le Chili c'est la partie qui se défendit le plus et des forces peuvent s'y replier face à une attaque étrangère.

Nous nous développons aussi en bordure de forêt, une zone offrant de bonnes conditions au niveau des masses ; ici la majorité est liée à la culture de coca, la zone du Haut Huallaga est la plus grande zone productrice d'Amérique Latine, plus que celles de Colombie et de Bolivie, c'est de plus pour cette raison, qu'elle préoccupe beaucoup la réaction.

Mais nous nous développons aussi en bordure de forêt d'Apurimac et il faut souligner la pénétration dans la région Centre. La perspective est de couvrir toute la bordure de forêt.

Le champ d'action s'étend aussi à la Côte ; des parties hautes de la Côte, on pénètre jusqu'à la Sierra, comme le moyen Nord et le moyen Sud.

Ceci nous amène à développer les autres zones côtières, à développer le travail de la Côte nord et de la Côte sud du pays. Y compris développer davantage les villes de la Sierra.

Il est très important de se préoccuper des villes, c'est lié à l'insurrection ; et le fait de ne pas se préparer pour la prise des villes, principalement celle des grandes villes qu'il faudra réaliser dans la dernière partie de la guerre populaire, retarderait la prise du Pouvoir dans tout le pays.

Le travail à Lima doit se développer davantage étant donné qu'il s'agit de la capitale.

Notre expansion nous permet aussi de développer des incursions, qui facilitent le développement de notre champ d'action et notre repli face aux offensives ennemies.

En résumé, le champ d'action montre son expansion et l'interrelation entre les comités ainsi que la capacité d'incursion des uns vers les autres ; en conséquence, la perspective du champ d'action est de structurer toute la guerre populaire.

Avec le développement de la guerre il faudra redélimiter les comités, surtout en fonction du développement de l'Armée Populaire de Guérilla.

On voit donc que le champ d'action est en train de s'étendre et qu'est mis en place un processus de structuration dans lequel commence à se solidifier l'encerclement des villes, non seulement celui de la capitale mais de toutes les autres. »

Voici pour le rapport partiellement retranscrit.

Mais voyons le cadre suivant.

PLANS ET CAMPAGNES DE LA GUERRE POPULAIRES

Troisième jalon : commencement de la guerre populaire

I. Plan de commencement (mai – décembre 1980)	1 342 actions
Commencer la lutte armée (ILA)	
Impulser la guerre de guérilla	

Quatrième jalon : développement de la guerre de guérilla

II. Plan de développer (janvier 1981 – janvier 1983) 5 350 actions

Ouvrir des zones de guérilla

1^{re} campagne. Conquérir armes et moyens.

2^e campagne. Agiter la campagne avec des actions de guérilla.

3^e campagne. Combattre pour avancer vers les bases d'appui.

Combattre I.

Combattre II.

III. Plan de conquérir les bases (mai 1983 – septembre 1986) 28 621 actions

Défendre, développer et construire I.

Défendre, développer et construire II.

GRAND BOND

1^{re} campagne. Initier le grand bond !

2^e campagne. Développer le grand bond !

3^e campagne. Développer la guerre populaire !

4^e campagne. 1^{re} partie Couronner le grand bond ! 2^e partie Couronner le grand bond avec éclat !

IV. Grand plan de développer des bases.

Plan pilote (décembre 1986 – mai 1989) 63 052 actions

1^{re} campagne. Plan pilote de développer des bases.

2^e campagne. Culminer brillamment en plantant un jalon historique !

3^e campagne. 1^{re} partie Consolider et principalement développer la brillante culmination ! 2^e partie Grande culmination du plan pilote !

V. Grand plan de développer des bases en fonction de la conquête du pouvoir (août 1989)

1^{re} campagne. Impulser le développement des bases d'appui.

Pour ce qui est de son application jusqu'à fin 1989 : 23 090 actions.

TOTAL DES ACTIONS : 121 455

NB : jusqu'à cette date, quatre jalons ont marqué de façon spécifique le développement de la guerre populaire :

LE PREMIER :

DÉFINITION, dont le centre est le IX^e Plenum du Central, de juin 1979.

LE DEUXIÈME :

PRÉPARATION, centrée sur la Conférence Nationale Élargie, de novembre 1979.

De plus, ce cadre ne tient pas compte des actions réalisées de manière complémentaire aux différents plans.

Cela montre de façon manifeste l'immense avancée et le grand développement de la guerre populaire, au moins face à quiconque chercherait à soutenir, ce qui absurde, qu'il n'y a qu'un changement, un bond quantitatif mais pas qualitatif.

On voit clairement et de façon frappante que chaque plan suppose un bond plus élevé que le précédent.

Si nous comparons les plans III et IV, alors que le premier a couvert trois ans et quatre mois et que le deuxième n'a couvert que deux ans et six mois, le deuxième représente plus du double d'actions par rapport au premier.

Par ailleurs, si nous considérons l'application du nouveau GRAND PLAN de DÉVELOPPER DES BASES EN FONCTION DE LA CONQUÊTE DU POUVOIR commencé depuis peu, en août 1989, avec la « I^{re} Campagne d'Impulser le Développement des Bases d'Appui », durant les quatre mois de son exécution, jusqu'à la fin de l'année dernière, 23 090 actions de guérilla ont réalisées.

En conséquence, si nous considérons que quatre mois représentent la moitié du temps de la Grande Culmination du Plan Pilote, la deuxième partie de la campagne précédente, le nouveau Grand Plan est déjà parvenu à accroissement notoire de 41,5 % de ces actions de guérilla.

Augmentation dont on mesure mieux l'importance si on tient compte de l'accroissement très élevé que cette culmination du Plan Pilote a signifié.

Et si nous comparons les résultats, les 23 090 actions de guérilla représentent 19 % du total des actions décembre 1989, 23,5 % de celles réalisées en neuf ans, et 36,6% de tout le Plan pilote !

En un peu moins de quatre mois, 37 % de ce qui a été conquis auparavant en trente mois !

C'est ainsi que le nouveau Grand Plan a donc commencé, de façon résolue et victorieuse.

Finalement, si nous centrons sur l'année 1989, l'année du supposé et claironné « enlèvement », considérant la période d'octobre 1988 à décembre 1989 au cours de laquelle sont enregistrées les 32 642 actions de la Culmination en question et les 23 090 du Nouveau Grand Plan, nous avons un total de 55 736 actions de guérilla ; cela ne représente pas moins des 46% de toutes les actions accomplies ; la voilà, la grande « déroute du Sentier »!

En ce qui concerne les actions concrètes de cette période, il suffit de relever les suivantes.

Grève armée régionale d'Ayacucho qui dura une semaine en février 1989, au cours de laquelle furent détruits des regroupements paysans contrôlés par les forces armées.

Moisson à Huaycan, dans la capitale elle-même au cours de ce même mois, deux mille personnes se mobilisent avec l'appui de l'APG qui anéantit l'administrateur et le contremaître de la Propriété Foncière attaquée ; les masses s'approprient la production en se la répartissant.

Assaut de la base policière anti-subversive DOES-6 d'Uchiza, le 27 mars ; la base est occupée et son contingent se rend : 48 personnes dont 15 blessés, 3 officiers morts et 7 policiers.

Prise de Pampa Cangallo, en Avril, 600 soldats qui ne peuvent pas sortir de leur caserne, sont maintenus à distance tandis que le village est occupé et que la population est sous le contrôle de

l'APG.

Mobilisation du Comité des Familles des prisonniers de guerre et des disparus, à Lima, contre le Ministère de la Justice avec agitation et sabotage ; des plans de répression à l'encontre des familles, des avocats et du génocide des prisonniers sont contenus en avril.

Assaut des postes de police de Yauricocha, Alto Laran et San Clemente dans le Moyen Sud, également en avril.

Grève année régionale du Centre dans les départements de Junin, Cerro de Pasco et Hunuco, du 10 au 12 mai.

Grève armée de Canete, partie sud du département de Lima, les deux premiers jours de juin et le 7, assaut du poste de police d'Ambar, partie nord du département de Lima.

Embuscade contre le véhicule de transport de l'escorte présidentielle, « Hussards de Junin », en plein centre de la capitale du pays, 7 soldats morts et 29 blessés, le 3 juin.

De même au cours de ce mois, grèves armées : du 5 au 7 à Huancavelica, le 7 à Huaraz et du 15 au 20 dans le Haut Huallaga.

Embuscade contre l'armée, faisant partie de la grève, le 19 juin à Aguaytia, contre un convoi de six camions sur la route de F. Basadre, sont anéantis un major (chef en second du commandement politique et militaire d'Ucayali) un lieutenant et 14 soldats, ainsi que 10 blessés, au total 26 tombent.

Au cours du mois de juillet, grèves années : le 14 à Huamachuco, le 20 à Lima, contre la faim et la répression, organisée par le MRDP, et celle du 27 au 29 à Ayacucho.

De même le 5, sabotage de l'omnibus des soviétiques qui dégradent la richesse maritime du pays, 33 blessés, et une embuscade contre une patrouille policière de la DOES, à Azangaro, département de Puno, le 6, un commandant, un capitaine, un lieutenant et trois subalternes sont anéantis, et assaut du poste de police à Pacaran, Canete, le poste est détruit et le pont qui relie Pacaran à Yauyos et Huancayo saute.

Destruction de la Caserne de Madre Mia, 150 soldats (120 pour l'infanterie et 30 pour le génie), dans la vallée du Haut Huallaga ; l'assaut a lieu le 27 juillet, veille de la « fête nationale » ; après un dur combat l'Armée Populaire de Guérilla a détruit totalement et complètement la caserne de l'année réactionnaire, provoquant 64 pertes (39 morts et 25 blessés) et conquiert une bonne quantité de gilets pare-balles.

De même durant cette partie de l'année dernière il y eut un assaut du poste de police de Cotahuasi, dans le département d'Arequipa, et du poste de police de la centrale hydro-électrique de Huancaray, à Apurimac.

Ainsi que dans le département de Huancavelica où furent anéanties des milices de ferme de Pachaclla et où furent réalisées de nombreuses occupations de villages sur l'axe principal de la guerre populaire dans la zone, générant un vide de Pouvoir.

Et une embuscade contre l'armée à Milano, Haut Huallaga, l'assaut du poste de police de Julcan, à

Otuzco, dans le département de La Libertad et du poste de police de Cajacay dans le département d'Ancash.

Et maintenant, si nous envisageons le développement de la guerre populaire dans les régions et les zones où elle se développe, tout en mettant l'accent sur la I^{re} Campagne d'Impulser, le commencement du nouveau Grand Plan, nous avons le panorama suivant.

Ayacucho, la forge constante et héroïque. Considérons la zone de Pampa Gallo au sud du département ; en octobre une série d'actions fut réalisée contre les forces armées et la micro-région ; l'action centrale fut le harcèlement et l'intimidation causée à la caserne de Vilcashuaman, le sabotage des installations de l'Etat, la propagande, l'agitation et la mobilisation dans le village dont l'APG a pris le contrôle.

Le harcèlement et l'intimidation ont aussi frappé les hases anti-guérilla de Pampa Cangallo, Cangallo, Puente Matero, Accomarca, Ocros, Cayara, Hualla, Canaria, Huancapi et Chipao.

Face à la grande répercussion sur les masses, surtout celles qui sous la pression intègrent les milices de ferme, qui cessent de faire des rondes et d'assurer la vigilance, l'armée réagit de façon désespérée en imposant le couvre-feu, en réprimant, en emprisonnant et en rasant les crânes.

Nous avons répondu aux élections municipales de novembre avec la grève armée du 5 au 15, qui a montré qu'elle est une grande arme pour entraver, boycotter et empêcher les élections partout où c'est possible.

Il n'y avait pas de candidats à Concepción, Carhuanca et Huambalpa, Andamarca et Cabana ; à Huancapi, Hualla, Colca et Cayara c'étaient des inconnus ; à Vilcashuamén, ils renoncèrent tous, excepté un membre d'IU ; à tel point que, pour donner une preuve évidente de ce qu'est la démocratie bourgeoise, à Carhuanca et Huambalpa, le jour même des élections, les sinchis attrapèrent deux paysans sur la place publique, les informèrent « Vous êtes les candidats » et sous les coups, les firent accepter.

Voilà leur démocratie et leurs élections, le peuple en est témoin ; mais ils n'atteignirent pas leur objectif, l'immense majorité ne vota pas.

En liaison avec le processus il y a l'éclatante embuscade du 13 contre le convoi de l'armée, à Andamarca, où on anéantit dix soldats et un fonctionnaire du jury électoral.

Et, quoique partiellement, la Petite Marche qui, mobilisant des centaines de personnes, armées de divers moyens et portant des drapeaux rouges avec la faucille et le marteau, des banderoles et des affiches de la guerre populaire, parcourut beaucoup de villages et de hameaux comme une petite machine à semer le Pouvoir Nouveau, tout en développant des actions et en touchant profondément les masses.

D'autre part de durs coups sont assenés, anéantissant les récalcitrantes têtes noires, caudillos des milices de ferme contrôlées par les forces armées, comme à Huamanquiquia et Sacsamarca, province de Huancasancos.

Tandis que la guerre s'étend vers les parties hautes de la Côte avec des prises de villages comme celle d'Ocaria et la destruction du poste de police, proche de la route pour Nazca.

Voyons la partie nord du département d'Ayacucho, les provinces de Huamanga, Huanta et La Mar.

Les élections municipales revêtent, évidemment, une importance majeure. Dans la ville de Huanta, la capitale provinciale, il n'y eut pas de candidat, puisque tous renoncèrent ; à Ayacucho, capitale du département, les candidats renoncèrent mais le retrait du candidat apriste (un ex-belatindiste, inconnu à Ayacucho, qui ne fut même pas présent le jour des élections), ne fut pas accepté par l'apra.

Tandis que le retrait du candidat de l'IU, transgressant les normes électorales, a été accepté malgré l'opposition de son compère de liste, ne le reconnaissant pas comme candidat, qui voulait lui aussi se retirer.

En appliquant le boycott comme dans d'autres endroits, le Parti mena à bien la grève année du 11 au 13 novembre dans toute la zone ; dès le 10, le transport fut paralysé par des barrages et des tranchées sur les routes ; les masses, au moyen d'émetteurs radios, demandent même la suspension du processus électoral.

Les forces armées, le commandement politico-militaire, répondirent en appliquant le couvre-feu, de 6 à 6, de six heures du soir à six heures du matin ; ceci, le lendemain de l'attaque du 9, de l'occupation simultanée d'Ayacucho et de Huanta par l'APG, décrétant la « suspension des activités publiques jusqu'au 13 », avec d'importantes rafles et des menaces d'emprisonnement et de présentation au juge pour appliquer leurs sanctions draconiennes envers ceux qui ne voteraient pas selon les dispositions diffusées par la radio.

Ayacucho se réveilla le 12 sous les explosions et un immense déploiement de forces militaires et policières.

Le génocide démagogue, Garcia Pérez, arriva le jour même pour mettre en scène le « triomphe de la démocratie à Ayacucho » ; il donna des ordres et des contrordres, ce qui lui passait par la tête, comme il le fait quotidiennement.

Il réalisa un meeting d'apristes, de indices de ferme et de soldats en civil au cours duquel le bouillant bouffon narcissique décréta sa « victoire » personnelle et la « défaite de Sentier », le « triomphe du processus électoral exemplaire » et l'« échec du boycott ».

Mais il n'y eut pas d'élections à Huanta, pas non plus de maire à Ayacucho, parce que le « gauche-uniste » choisi par quelques uns se volatilisa face à plus des deux tiers de votes blancs et nuls de l'infime minorité qui vota. Voilà aussi le triomphe que célébra l'IU affolée s'époumonant avec le « nous avons gagné à Ayacucho ».

En fin de compte, le JNE lui-même dut déclarer les élections nulles. Tout cela hormis le fait que, comme en 1985, dans certains endroits, les masses furent obligées d'aller voter à coups de pieds, comme à San José, ou bien encore, les cartes électorales furent simplement tamponnées et les soldats trafiquèrent les votes, comme à Pischa et Acocro, tandis qu'à Llochegua et Churcampa le vote eut lieu dans les casernes.

A Julcamarca, l'AGP occupa le village et retenant la base anti-guérilla incendia le conseil municipal et empêcha les élections ; de la même façon à Acocro leur suspension fut imposée, à Pacaycasa également, là les soldats abandonnèrent la protection des bureaux de vote, y laissant seulement leur lieutenant.

En résumé le boycott fut un brillant triomphe politique, l'absentéisme fut largement massif et même la minorité qui se déplaça, vota majoritairement blanc ou nul.

Outre l'importance du boycott, faisant partie de la guerre populaire, on voit un point fondamental de son développement dans le travail qui avance à grands pas au sein des villes comme à Ayacucho et à Huanta : leur occupation simultanée, le 9 novembre, en appliquant la contention pour empêcher la sortie massive des forces armées et de police de leurs casernes et en obligeant les mercenaires étrangers à se terrer comme des rats dans leurs tanières de l'aéroport.

Voilà une preuve tangible de cette avancée.

De même l'incursion à la Coopération Populaire d'Ayacucho contre le candidat apriste, avec l'anéantissement de sa protection policière, en octobre, et l'attaque de la direction départementale de la police technique, avec l'anéantissement d'un lieutenant et d'un sergent et deux blessés, ce même mois.

Ou encore les voitures piégées, une à la direction de l'éducation et l'autre à trente mètres de la place d'armes, respectivement en octobre et en décembre.

Néanmoins dans le développement de la guerre populaire l'essentiel et le plus important continuent d'avoir lieu à la campagne : on le voit clairement avec la destruction des milices de ferme dans cinq villages, venant à bout de 50 de leurs défenseurs récalcitrants ; la démolition des regroupements de Vicus et Huayllay et l'anéantissement de leurs têtes noires, regroupements organisés et soutenus par les forces armées contre la volonté des masses, de la paysannerie pauvre surtout ; l'embuscade contre les milices de ferme à Pichihuilca et à un véhicule de l'armée, à Palmapampa, à trois cents mètres de leurs bases anti-guérilla, respectivement en novembre et en décembre et les coups répétés à l'infanterie de marine.

Apatimac est aussi une zone de dures et d'intenses confrontations.

Comme le prouvent les sabotages et les mises à sac des installations, locaux ou . propriétés municipales, de micro-régions, de la coopération populaire, d'Entel Peru, du Ministère de l'Agriculture, du registre électoral, de la Sierra Centre-Sud, du registre militaire, de la Banque de la Nation et des antennes de télévision ; ou les anéantissemments sélectifs de mouchards, d'infiltrés, de voleurs de bétail, de promoteurs de milices de ferme et d'espions; ou les assauts, les embuscades et les multiples affrontements enregistrés.

Le tout associé à des centaines d'agitations et de mobilisations et à des dizaines d'occupations de villages.

Ici l'État agit avec une répression acharnée et les forces armées et de police, avec une virulence sanguinaire croissante ; pour preuve, les raids génocides qu'exerce l'année, dans cette zone comme dans d'autres.

L'un d'eux, réalisé récemment, en avril, partant de la province Antabamba d'Apurimac, parvint jusqu'à Cuzco, volant, brûlant et assassinant dans les communautés paysannes qu'il traversait, comme on le dénonça au Parlement, bien sûr, comme toujours, sans résultat.

Mais face aux massacres, les actions de guérilla qui impulsent la guerre populaire sur ces terres, se

dressent avec vigueur; ainsi l'assaut du poste de police de Vilcabamba, province de Grau, le 14 mai 1989, où sont tombés un policier, un lieutenant et où il y eut plusieurs blessés, et le courant fut coupé dans sept districts.

Voilà la vérité, et ce que dit la presse réactionnaire à propos de « 15 terroristes abattus aux alentours de Cotabambas » n'est que supercherie.

Ou l'embuscade contre l'armée à Caraybamba le 5 octobre ; trois soldats et un lieutenant furent anéantis et sept soldats furent blessés.

Près de cette zone ont lieu les actions le la province de Caraveli du département d'Arequipa ; comme l'occupation de Caraveli, le premier décembre 1989, où furent sabotés et détruits les deux postes de police, le registre militaire, la Banque de la Nation, la centrale électrique, l'antenne de télévision et le local du Ministère de l'Agriculture.

Les vieilles autorités s'enfuirent, se réfugiant dans le port d'Atico.

Également l'occupation de Pausa, capitale de la province Pàucar de Sara-Sara, dans le département d'Ayacucho, le 2 décembre ; on mobilisa les masses, hissant des drapeaux et peignant des mots d'ordre révolutionnaires, y compris le sabotage l'incendie de la mairie, du poste de police, du registre électoral et des locaux du Ministère de l'Agriculture, d'Entel et de Sierra Centre-Sud.

Ce coup éclatant a servi aussi à détruire le matériel électoral et ainsi on empêcha les élections dans toute la province. Et bien sûr la juste politique d'évasion mise en place à la prison de Caraveli, en décembre.

Huancavelica a aussi à son actif des embuscades démolisseuses ; le 23 octobre, frappant l'armée à Lachoj ; une mine fit sauter deux des trois camions que comptait un convoi et après l'explosion, l'attaque fut éclatante; ensuite eut lieu un violent combat avec les huit soldats qui, sous les ordres d'un lieutenant, lestèrent à distance dans le troisième camion, et trois d'entre eux furent ainsi anéantis ; ce convoi était très fortement armé, car il conduisait des chefs à leurs hases anti-guérilla.

Les journaux informent de ces faits, minimisant comme toujours : « quatre officiers et neuf soldats furent anéantis » alors qu'en réalité 36 furent anéantis. De plus s'ajoutent à cette action les affrontements de Santa Inés et Chupamarca et le harcèlement de Castrovirreyna élevant le total à onze morts.

Ainsi ont été anéantis 47 soldats de l'armée réactionnaire péruvienne, dont dix officiers, sans compter les blessés qui, évidemment, élèvent les pertes.

Sa réponse furieuse, impuissante, faute de ne pouvoir frapper ses assaillants, s'est portée sur la masse désarmée ; à Santa Ana, le 25 octobre, ils torturèrent des paysans, les interrogeant au sujet des guérilleros et ils en assassinèrent cinq ; au même endroit.

Le 28, ils brûlèrent la hutte d'un paysan qu'ils assassinèrent pour être l'oncle d'un combattant, et à Lachoj 70 soldats s'installèrent le 28, sur la route, et arrêtant tous ceux qui passent, ils volèrent, torturèrent et violèrent les femmes, et le 31 ils en assassinèrent quatre autres à Pucara.

Le processus électoral, là aussi, a été une lutte de classes armée acharnée ; la réaction a mis en place ses élections principalement avec l'appui de ses forces armées, dans ce but elle a fait venir

davantage de soldats de Huancayo et de l'infanterie de marine de Callao ; de Huancavelica à Ticrapo ils se sont déplacés chez les paysans pour faire campagne pour les élections, appelant à voter, menaçant de fusiller ceux qui ne le feraient pas.

Une partie de leur contrôle consistait à établir des sauf-conduits pour voyager; cinq jours avant les élections, ils stoppèrent le train qui partait de Huancavelica, arrêtaient 400 passagers qu'ils volèrent, torturèrent et promenèrent à travers la ville tandis qu'ils vociféraient qu'il arriverait la même chose à tous ceux qui n'auraient pas de sauf-conduit.

Dans la ville même les soldats firent leur guerre contre les graffitis du Parti et les drapeaux rouges qu'ils traînèrent dans les rues en les fusillant, récoltant, contrairement à ce qu'ils cherchaient, la moquerie du peuple.

Mais, de plus, les perquisitions quotidiennes s'accrurent, les assassinats et disparitions augmentant (parmi eux 13 élèves de l'Institut Pédagogique, objet de perquisitions répétées) ; à cela s'ajouta la pression sur les masses, comme les professeurs qui avant de toucher leur salaire devaient se rendre aux causeries du chef politico-militaire, et des tracts lancés d'hélicoptères : « Ami paysan refuse le terroriste car il est ton ennemi » (toute ressemblance n'est pas que pure coïncidence !).

Mais face à cette sinistre campagne la guerre populaire fit front avec audace et résolution, et pour preuve de l'avancée dans la capitale même du département, le 8 octobre, on sabota la caserne de l'armée, du commissariat et la cafétéria de la police, il y eut une coupure de courant et plus important encore, au cinéma commença l'agitation, les masses sortirent dans la rue et il se forma un chœur grandissant qui devint sur la place d'armes une masse rugissante faisant courir des Vivats au Président Gonzalo, au Parti, à la guerre populaire et des Ne pas voter!, au milieu de l'obscurité, des dynamitages et des tirs.

Ni les soldats ni les policiers ne sortirent et c'était l'APG qui contrôlait la ville.

Le 12, jour des élections, se déroula entre la grève et les coupures de courant quotidiennes du 11 au 13 novembre ; le jour se leva sur des drapeaux rouges avec la faucille et le marteau et de violentes détonations ; ce fut une ville morte jusqu'à onze heures du matin, heure à laquelle les soldats perquisitionnèrent des domiciles recherchant des présidents et des membres des bureaux de vote, tirant de force les gens pour qu'ils aillent voter.

Mais cela ne permit d'atteindre, parmi les électeurs de la ville même, qu'à peine 40% des votants, et ceux des quartiers populaires et voisins n'allèrent pas voter, ils respectèrent la grève et de plus les pistes d'accès à la ville furent bloquées.

S'il en fut ainsi dans la capitale, dans les villes plus petites et à la campagne le problème fut pire pour la réaction, car, outre le fait de ne pas avoir de candidat dans de nombreux endroits, ne pas voter était le sentiment et le désir des masses puisque, comme ils l'apprennent de leur expérience, on n'obtient rien par le vote.

Voilà encore un bon exemple de l'utilisation révolutionnaire des élections.

La Région Centre est le cœur du processus économique de la société péruvienne dont le sommet est Lima et c'est le nœud du plan géopolitique de l'État ; en tenant compte de cette réalité on comprend mieux l'action et le développement de la guerre populaire dans cette région.

Ici la lutte croît intensément et montre des caractéristiques plus éclatantes que dans d'autres endroits ; c'est ainsi que les sabotages sont extrêmement frappants, comme les mises à sac des Sais Tupac Amaru, notamment des chevaux utilisés par l'armée, et celles de Ram6n Castilla, de l'établissement piscicole Les Andes, et des bureaux et campements du projet Pichis-Palcazti, et le sabotage de l'entreprise agricole de Romero, petit larbin du capitalisme bureaucratique et de la grande bourgeoisie, à Chanchamayo, ravageant 10 000 sacs de café.

Grands sabotages des entreprises d'État, à Enafer, explosion des locomotives ou déraillements comme ceux de Yauli et Chucchis ; à Centromin, sabotages à Casapalca et Morococha, paralysant dans cet endroit le bassin de décantation, ou à Oroya la raffinerie et la fonte, ainsi que les déraillements des trains chargés de minerais ; à Electroperil, mise à terre de pylônes, dont 59 au cours de la grève armée de novembre, générant ainsi de grandes et amples coupures.

De plus, des ponts dynamités, quatre à Mucllo, Comas et sur la route Concepcion-Satipo.

On ne frappe pas seulement les mines d'État, d'autres centres comme Allpamina ont également été touchés, propriété de R. Gubbins, membre bien connu de la grande bourgeoisie.

En outre, les rafles de bétail et les invasions de terre sont d'une extrême importance, soient 8 200 ovins et 10 300 hectares, tout pour les masses, pour la paysannerie, principalement la paysannerie pauvre.

La base économique de la société péruvienne est donc sérieusement frappée et les bases du Vieil État profondément sapées dans la région, comme dans d'autres.

De même la pénétration de la guerre populaire est d'une grande importance en bordure de forêt centrale et se développe dans les provinces de Tarma, Chanchamayo et Satipo ; elle renforce en même temps la lutte de classes à Huancayo, la capitale départementale où les mobilisations de cinq mille élèves de secondaire en juillet et de quinze mille étudiants en octobre en sont des démonstrations indéniables.

A cela s'ajoutent les anéantisements sélectifs d'autorités et de candidats qui bouleversent toute la région (en août, à Tarma, il ne restait que le sous-préfet comme autorité civile, tandis qu'à Huancayo on anéantissait le sous-préfet et l'adjoint au maire élu, et à Concepcion le maire de la province).

Soulignons encore la façon d'élever la lutte en développant les embuscades au train de Centromin et d'Enafer. Pour impulser et contrôler les élections municipales, ils firent venir des troupes des trois armées de Lima, Trujillo, Iquitos et Tacna.

Ils déclenchèrent le génocide électoral, le chantage et la guerre psychologique, déplaçant des milliers de soldats et de policiers de leurs forces répressives.

Le Parti, là encore, appliqua la grève armée du 11 au 13 dans toute la région ; ce fut un triomphe retentissant, car les masses la respectèrent, particulièrement à Junin et Pasco.

La réaction tenta par la force de casser la grève et d'imposer le vote, c'est pourquoi dès la veille des élections, surtout dans les quartiers marginaux des villes les plus grandes, elle commença à exciter les masses comme du bétail, mais ils échouèrent dans leur tentative d'obtenir une plus large participation, l'absentéisme fut massif, et même si les révisionnistes, les opportunistes et les

réactionnaires étaient de mèche, ils ne purent organiser les élections que dans les capitales départementales et provinciales.

La Région de Huallaga et surtout le Haut Huallaga est une région stratégique, chaque jour de plus grande importance ; non seulement pour ses énormes richesses potentielles en particulier, dont la BM, la BID et des entreprises impérialistes en collusion avec la grande bourgeoisie et l'État péruvien projettent la déprédation depuis des années, mais, surtout, pour la force avec laquelle la guerre populaire s'y développe.

Son poids et son avancée se voient nettement à travers les durs coups assenés aux forces armées réactionnaires, comme la destruction de la caserne de l'armée de Madre Mia ; à ceci, continuent de s'ajouter de multiples embuscades, parmi lesquelles il faut souligner, au cours du second semestre de 1989, celle contre l'armée, à nouveau, qui anéantit un lieutenant et sept soldats, auxquels s'ajoutent quatre blessés et la reddition de trois autres, sur le trajet Uchiza-Progreso.

Et celle contre la police à Villa Palma, avec six policiers anéantis et deux blessés ; les deux en septembre. Et en octobre une embuscade cingle un convoi de l'armée, d'un effectif de 35 hommes, parmi lesquels un officier et quatre soldats trouvèrent la mort tandis que douze furent blessés.

Des actions de guérilla qui, étant donné les conditions de leur déroulement, accroissent considérablement l'anéantissement d'autorités, de mouchards, d'infiltrés, d'espions et d'ennemis de tout poil.

Autour des élections, dans tout le pays, ces actions contre des autorités municipales et surtout contre des candidats redoublèrent parallèlement à une intense campagne au sein des masses appelant à ne pas voter.

En dépit de la sanglante répression génocidaire pro-élections, tout ceci ne put empêcher un immense absentéisme.

D'un autre côté, la répercussion chaque jour plus grande de la guerre populaire dans des zones limitrophes du nord de San Martin, Huanuco et Ucayali tout entier est d'une importance réelle pour la révolution et un risque pour la contre-révolution ; il est certain que cette perspective, comme celle de tout le pays, accentue les cauchemars de la réaction, bouleversant davantage son rêve troublé de bête traqué.

Mais la lutte ici frappe aussi avec justice le génocide démagogue, Garcia Pérez lui-même, mettant à sac les élevages « Acuario » et « Mi suerio » de sa propriété, situés au 35^e km de la route Federico Basadre et au 7^e km de la route vers Nueva Requena ; attaqués le 24 mai et le 5 juin 1989, le bétail est réparti au sein des masses, (plus de sept cents personnes participèrent), 188 bœufs et 50 veaux, 6 chevaux, 18 cochons de lait, etc., et de la tôle ondulée, des dizaines de barils de pétrole et d'huile, dix tracteurs, trois groupes électrogènes (des grands), etc, furent détruits.

Bien entendu, ce n'est rien face au mal immense causé par ce personnage pervers, mais c'est toujours cela de pris malgré tout : un jour, le peuple rendra justice.

La situation dans la Région du Huallaga pose le problème fondamental de l'intervention de l'impérialisme yankee, avec en perspective que la contradiction nation-impérialisme deviendra principale, imprimant un changement important au développement de la guerre populaire au Pérou.

Dans la revue de l'armée des États-Unis on peut lire :

« Finalement, et de façon plus grave, les États-Unis affrontent un aspect de la subversion en Amérique latine qui présente la menace majeure mais une menace qui pourrait peut-être encore nous fournir l'arme avec laquelle nous pourrions recouvrer la supériorité morale que, semble-t-il, nous avons perdue.

Il y a une alliance entre quelques narco-trafiquants et quelques insurgés. De nombreux pays en Amérique Latine affrontent la corruption de leurs gouvernants et des officiers militaires.

Ces pays s'efforcent de traiter le problème avec l'appui incertain des États-Unis et des degrés de réussite divers. Les dollars gagnés par les narco-trafiquants sont versés dans les caisses de certains guérilleros ou, éventuellement, sous forme d'armes et de ravitaillement, aux mains de la guérilla.

Une consolidation de la perception du public et du Congrès de cette connexion mènera à l'appui nécessaire pour contrecarrer les terroristes guérilleros narco-trafiquants de cet hémisphère.

Il serait extrêmement facile de générer un tel appui une fois cette connexion prouvée et une guerre totale déclarée par l'Autorité du Commandement National.

Le Congrès aurait du mal à empêcher que nous soutenions nos alliés par l'entraînement, le conseil et l'assistance de sécurité nécessaires pour accomplir la mission. Les groupes religieux et académiques qui ont appuyé inlassablement la subversion en Amérique Latine se verraient dans une position morale indéfendable.

Surtout nous aurions une position morale irréprochable à partir de laquelle nous lancerions un travail offensif coordonné pour lequel nous disposerions de moyens du Département de la Défense et d'autres sources.

La récente opération en Bolivie est un premier pas. Au lieu de répondre par la défensive à chaque subversion selon le cas, nous pourrions décider des actions de concert avec nos alliés.

Au lieu de nous plonger dans les manigances législatives et les contraintes financières qui caractérisent notre position d'assistance de sécurité, nous pourrions répondre avec une plus grande souplesse à la menace.

Au lieu de débattre les menaces au cas par cas, nous pouvons commencer à percevoir l'hémisphère comme une entité et finalement parvenir à développer la vision qui nous fait énormément défaut. » (Military Review, Edition Hispano-américaine, mai 1987, pages 49 à 51).

Elle montre donc le soi-disant « narco-terrorisme » comme une « arme pour recouvrer la supériorité morale » de l'impérialisme yankee, ce qui le dote d'une « position morale pour une offensive coordonnée » et lui procure « une vision hémisphérique », ce qui lui manque.

Ces critères, bien sûr plus développés, guident la politique yankee, et nous voyons très clairement

combien sont sinistres, les plans couverts par la diffamation de « narco-terrorisme » à l'égard de la guerre populaire et leurs bénéficiaires ; ainsi que les objectifs visés par le Vieil État, la réaction, le révisionnisme, les opportunistes et leurs laquais de tout acabit quand ils développent depuis des années leur campagne archi-réactionnaire en taxant et en accusant de « narco-terrorisme » la guerre populaire.

Purement et simplement, ils visent à promouvoir et à appuyer l'intervention et l'agression de l'impérialisme yankee pour servir et défendre ses intérêts, ainsi que ceux de la réaction péruvienne.

C'est pour cela que nous devons démasquer davantage la noire essence contre-révolutionnaire qui présente comme « terrorisme » ou « narco-terrorisme » la guerre populaire, dénoncer l'intervention yankee croissante et ses plans d'agression, impulser la campagne anti-impérialiste *Yankees go home!*, mettre tous nos efforts pour rechercher davantage l'unité du peuple péruvien, son immense majorité sur la base de l'alliance ouvrière-paysanne, nous préparer idéologiquement, politiquement, organiquement et militairement pour continuer de développer la guerre populaire quelles que soient les circonstances, arborant davantage le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée Gonzalo ; continuer de combattre chaque jour, avec ténacité et résolution, pour conquérir le Pouvoir dans tout le pays en vue de la révolution prolétarienne mondiale, à laquelle nous sommes plus liés que jamais du fait de la cause immarcescible du communisme ; et frapper sans détour et avec force l'ennemi quel qu'il soit, davantage l'impérialisme yankee lui-même, comme ce fut déjà le cas pour Santa Lucia, sa base d'agression anti-nationale, le 7 avril, la veille des élections générales de 1990.

Au Sud du pays, la guerre populaire se développe principalement dans le département de Puno.

Parmi ses actions marquantes on note l'assaut et la prise d'Ananea, province de Sandia ; les deux postes de police furent frappés simultanément et le gouverneur, le maire, le juge et neuf policiers ont été anéantis, sans compter un blessé et deux qui se sont rendus.

A Yunguyo, à la frontière bolivienne, un sabotage détruisit la sous-préfecture, tout près d'où étaient réunis Garcia Pérez et le président bolivien ; cette action provoqua, une fois de plus, des mouvements de patrouille des forces armées du pays voisin, comme celle d'Ananea ; elle fut réalisée en octobre.

En novembre tandis qu'on occupait Azangaro, il y eut un jugement populaire et on fit la propagande contre les élections, les candidats, comme celui de Huancané, renoncèrent.

En décembre, on occupa Orurillo, province de Melgar où furent appliqués le jugement populaire et l'anéantissement sélectif.

Mais les actions ne se développent pas seulement dans le département de Puno, elles se développent aussi dans les départements de Cuzco, d'Arequipa, Moquegua et Tacna, même si là on développe davantage l'agitation, la propagande armée et le sabotage.

En même temps, au Nord du pays on occupa Huamachuco, capitale de la province de Sanchez Carrion, au mois d'octobre, et le maire fut anéanti.

En novembre anéantissement du maire de Sanagoran ; de la même façon à Trujillo, capitale du département de La Libertad, cinq sabotages ébranlèrent la ville proche du lieu où se réunissaient les ministres des relations extérieures du Groupe des huit et l'antenne de télévision par satellite fut sabotée, action exécutée de la même façon contre la 7^e chaîne à Santiago de Chuco et contre deux

émetteurs radios du révisionnisme à Cajabamba, département de Cajamarca.

En décembre, attaque à Cachicadan et assaut du poste de police de Mollebarriba.

L'action se développe aussi sur la Côte-Nord, non seulement Trujillo, mais aussi Chimbote, Chiclayo, Piura et Tumbes qui sont, en tant que villes (les trois dernières étant capitales départementales) le théâtre de la guerre populaire ; non seulement s'y développent la propagande et le sabotage aussi les anéantisements sélectifs, par exemple ceux d'un capitaine de l'armée de terre et de deux policiers, respectivement à Tumbes et Chiclayo.

Au Sud comme au Nord le problème de la terre est fondamental et pour le résoudre on applique la politique du Parti qui impulse les armes à la main les invasions et la répartition des terres ainsi que leur défense ; le problème est de défendre et de conquérir la terre avec la guerre populaire, et de la même façon conquérir et défendre les conditions nécessaires au développement de la production au profit du peuple.

Au Sud comme au Nord on a développé la campagne pour le boycott des élections municipales ; comme dans le reste du pays on a promu des grèves armées dans le but d'élever la conscience politique des masses ; elles furent organisées seulement là où il était possible de les garantir, province d'Azangaro, dans le département de Puno et à Santiago de Chuco, à Otuzco et Santiago Carrion dans le département de La Libertad ; grèves années qui paralysèrent ces zones et aboutirent à un grand absentéisme électoral et à une répercussion plus forte.

Au Proche-Nord, la partie nord du département de Lima et Ancash, attentat contre le président du jury des élections de Huacho et anéantissement de deux policiers à Barranca, ces deux actions en Septembre.

Sabotage d'une banque à Stipe, explosions à la mairie et au poste de police de Carquln ; destruction dans la micro-région à Bolognesi ; à Cajatambo attaque de la base anti-subversive de la police, jugement populaire du maire et sabotage à la direction de l'éducation de la zone ; à Callején de Huaylas durant trois jours consécutifs explosions de pylônes engendrant une coupure, de courant dans. cinquante villages, des drapeaux rouges avec. la faucille et le marteau sont hissés et des consignes contre les élections sont peintes.

Prise de Trillos, dans la province de Bolognesi et jugement populaire ; toutes ces actions de guérilla en octobre.

Le gouvernement décrète l'état d'urgence à Barranca, Huaura, Cajatambo et Oyon, provinces du département de Lima et envoie un bataillon de l'année à Huaraz.

La veille des élections municipales, l'APG arrête un omnibus à 25 km de Huaraz, la capitale du département d'Ancash, et après avoir fait descendre les passagers, le dynamite (les entreprises suspendent le service) ; sabotage au domicile du préfet et coupure générale à Aija, Recuay, Yungay, Carhuaz et Huaraz.

De même, au Proche-Sud, y compris le sud du département de Lima et d'Ica, la guérilla frappe violemment dans la province montagnaise de Yauyos, limitrophe du département de Junin et de Huancavelica, prenant de nombreux villages et blessant douze policiers au cours de l'affrontement de Lincha en septembre.

Et durant le même mois destruction à l'explosifs de pylônes à Canete, tandis que les journaux eux-mêmes s'exclament : « Ils s'emparent de la campagne d'Ica ».

Et en octobre prise de Palpa, la capitale provinciale ; le commissariat et le poste de renseignements sont détruits, un capitaine et six policiers anéantis ; durant le même mois, grève année de 48 heures dans la province de Nazca, succès total car la ville reste déserte.

En octobre aussi, prise du district de Zuniga dans la province de Cariete, l'anéantissement est appliqué ; pour couronner les actions de ce mois, on fait sauter le pont Coyllor.

En novembre on met l'accent sur la campagne de boycott, on pratique la propagande et l'agitation avec le mot d'ordre de ne pas voter; c'est dans ce cadre qu'ont lieu des actions contre les locaux publics à Nazca et dans les districts San Clemente et Tupac Amaru de la province de Pisco dont la capitale a connu une coupure de courant.

Les actions visent les domiciles des candidats et un meeting apriste est interrompu à Ica, un autre est suspendu à Pisco.

Au Proche-Nord une intense campagne pour le boycott et contre les élections municipales est développée, la grève armée est organisée au Callejon de Huaylas avec de multiples actions de guérilla; c'est un succès écrasant dans le Callejon tout entier, produisant un grand accroissement de l'absentéisme électoral.

Le Proche-Nord comme le Proche-Sud sont, stratégiquement, d'une extrême importance pour encercler Lima, et cela n'échappe à personne.

Lima, la capitale, avec un tiers de la population nationale, capitale macrocéphale d'une nation opprimée et arriérée, grande concentration du pouvoir économique, politique et militaire, gigantesque miroir de la crise générale de la société péruvienne ; immense tambour de répercussion nationale et internationale.

Mais à la fois et essentiellement, centre primordial du prolétariat péruvien et foyer de famine et de combat d'incessantes légions des masses populaires, chair de la chair de notre peuple héroïque qui lutte inlassablement, jour après jour, travaillant et combattant à l'usine et dans les quartiers populaires et les bidonvilles.

C'est en partant de ces caractéristiques marquantes qu'on peut juger de l'importance fondamentale et essentielle de livrer aussi la guerre populaire dans la capitale, à plus forte raison si le chemin de la campagne à la ville, d'encercler les villes à partir de la campagne, doit s'achever, au moyen de l'ardente lutte de la guerre prolongée, avec l'insurrection des villes, principalement de la capitale.

Et plus encore si nous tenons compte des particularités de la guerre populaire au Pérou où, bien que nous suivions le chemin de la campagne à la ville, nous développons la lutte dans les deux, la campagne étant, comme elle continue de l'être encore, principale et la ville complémentaire comme c'était déjà établi dans « Schéma de la lutte armée » de 1978, sanctionné par le VIII^e Plenum du Comité Central.

Voilà ce qu'il en est, nous partons du fait qu'une partie de la propagande du Parti va à la capitale pour servir à sa transformation idéologique et politique la plus profonde.

Ici le prolétariat et le peuple la reçoivent dans leur esprit et convertissent dans la force de leurs bras, le message que leur apportent : l'Interview au Président Gonzalo, la carte postale « Neuf ans de guerre populaire » ou la publication graphique « Jour de l'héroïsme.

Troisième anniversaire » et l'affiche du Président Mao « Rien n'est impossible pourvu qu'on ose escalader les cimes », ou l'anthologie de Lénine sur « L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat », ou les brochures « La révolution prolétarienne et le révisionnisme de Khrouchtchev » et « Sur la dictature du prolétariat », ou « En commémoration du 40^e anniversaire de la Révolution Chinoise » et « Le Parti, la guerre populaire et le boycott ».

Parmi les actions de guérilla qui ont ébranlé Lima au cours de la première Campagne d'Impulser, durant le dernier tiers de l'année 1989, on note dans le domaine de la propagande et de l'agitation armées, les campagnes successives développées avec les masses les plus profondes, avec le prolétariat, la classe dirigeante de la révolution, et avec les masses pauvres des quartiers populaires et des bidonvilles, base du travail du Parti dans la capitale.

S'ajoutent à cela les vastes campagnes de distribution de tracts pour appuyer la lutte de classes, toujours en direction du plus profond qui émerge et transforme la vieille société.

Cette forme de lutte est arborée du plus simple graffiti, sur les tableaux noirs omniprésents du peuple aux peintures murales déifiantes de San Marcos qui proclament la révolte de la jeunesse ; du papillon vibrant dans les mains, à l'affiche qui grave la guerre populaire sur les murs ; du drapeau rouge frappé par la faucille et le marteau qui annonce le jour nouveau, aux illuminations qui, des collines embrasent la nuit avec la révolution ; de la furie concentrée dans le cri de protestation au grondement déclenché dans le harcèlement.

De l'esprit de classe de fer qui anime les marches au débordement impétueux des mobilisations armées qui éclatent dans des barricades et des pneus comme des torches, dans des cocktails molotov et des explosifs en signe de solidarité ; en synthèse, de l'idée qui arme l'esprit aux bras resplendissants des actions de guérilla.

Les sabotages aussi s'expriment, comme celui de Renasa, action en soutien à la lutte du prolétariat minier, en septembre ; voitures piégées aux ambassades d'URSS et de Chine et au Consulat des États-Unis, actions contre les deux superpuissances impérialistes, faisant partie de la réponse à la nouvelle offensive contre-révolutionnaire que chapeautent dans son ensemble principalement Gorbatchev et Deng ; actions réalisées en octobre.

L'incendie de l'omnibus, comme les dix brûlés, également en octobre, ainsi que d'autres avant et après, est une autre forme de sabotage qui a une forte répercussion et frappe essentiellement les entreprises de l'État, puisque l'État utilise chaque fois plus à des fins politiques ses entreprises dans le but de briser les luttes populaires.

La coupure d'électricité est un autre type de sabotage d'une importance et d'une répercussion chaque fois plus grande; en septembre, octobre, novembre et décembre des coupures de courant de grande envergure ont été réalisées, elles ne couvrent pas seulement Marcona, du départ d'Ica, jusqu'à Chiclayo, du départ de Lambayeque, en passant par le département de Lima et surtout la capitale, mais frappent aussi toute la Côte et la Sierra du centre ; de plus leur durée s'étend avec toutes ses conséquences au delà de dix jours

Et la solution adoptée pour résoudre les problèmes qui en découlent, permet de voir clairement

quels intérêts protège l'État et qui en est le bénéficiaire, on voit de qui il s'occupe en premier et le mieux. L'anéantissement sélectif frappa avec éclat des mouchards, des ennemis récalcitrants de la classe et du peuple et des individus ayant des dettes de sang.

Il suffit d'en mentionner deux : premièrement, celui du commandant de la police nationale et sous-chef de l'Interpol, qui à Ayacucho se baigna dans le sang du peuple assassinant les fils des masses. Deuxièmement, bien que récent, celui de l'ex-président de la Sécurité Sociale (IPSS), F.S. Salaverry. poignard dans le dos de tous les assurés du Pérou, trafiquant de la santé publique et assassin quotidien des retraités du pays.

Cet anéantissement a frappé principalement la bureaucratie (un des appuis fondamentaux de l'État, mais le principal sont les forces armées) ; les lamentations hypocrites de certains ne s'élèvent toutefois pas contre le juste anéantissement, elles ne sont que la conscience coupable des grands bureaucrates oppresseurs sur la tête desquels pend l'implacable justice populaire, qui tôt ou tard arrivera.

Les combats de guérilla se concrétisèrent avec l'attaque du poste de police de Mercado San Ildefonso ; un lieutenant et quatre caporaux furent anéantis, un officier et cinq subalternes finirent blessés, selon les dires des journaux eux-mêmes; ce fut le 2 octobre.

Et lors de l'embuscade tendue à l'armée péruvienne, un omnibus qui transportait 35 à 40 individus du service de renseignements de l'armée de terre, fut pris en embuscade, au carrefour de l'avenue Zarumilla et de la rue Pedregal, dans le district de San Martin de Porras ; quatre furent anéantis, quinze terminèrent blessés, certains gravement, d'après, l'information des propres journaux de la réaction; action réalisée le 15 décembre 1989.

La grève armée du 3 novembre mérite qu'on la relève.

Cette grève dans la capitale avait une grande importance puisqu'elle était directement dirigée contre les élections municipales, elle attira donc la furie exacerbée de la réaction, du révisionnisme et de tous leurs laquais en général.

Et ils remuèrent ciel et terre à son encontre; mais voyant qu'elle était incontournable, ils recoururent à leur grand argument de toujours, la violence effrénée, la voilà donc la cause perverse qui déchaîna la répression brutale et démesurée de la Place de la Victoria.

Au cours de celle-ci, la police nationale déclencha, une fois de plus sa furie sanguinaire, s'attaquant au déplacement des familles et amis qui; par centaines et sous la conduite du Comité des Familles des Prisonniers de Guerre et des Disparus, portant des couronnes, des gerbes de fleurs et des drapeaux, se dirigeaient vers le cimetière pour rendre hommage aux Héros du Peuple tombés lors de la Rébellion des Lumineuses Tranchées de Combat ainsi qu'aux autres combattants et fils du peuple qui donnèrent leur vie pour la révolution et leur sang pour la guerre populaire; mais face à l'ignominie réactionnaire brillèrent le courage défiant du peuple, la défense aguerrie des combattants et l'appui des masses.

La condamnation portée sur ceux qui furent attaqués de façon infâme non seulement par les ennemis récalcitrants, mais aussi par ceux qui, soi-disant révolutionnaires, condamnèrent les réprimés et appuyèrent en fait le gouvernement et la réaction, suscite donc un profond rejet.

De plus, comme la répression était impuissante à empêcher l'aboutissement jusqu'à la grève,

menaçant directement l'électoratisme, l'autoproclamée Gauche Unie se mit en avant. Henri Pease, candidat à la mairie de Limapn our la IU [Gauche Unie], sortit comme porte-drapeau anti-grève en défense de la dite « démocratie » à l'encontre du supposé « terrorisme » et il partit pour une croisade anti-communiste de vieux relent fasciste, avec la soi-disant « marché », appelant à l'union de tous les « démocrates » dans un meeting le 3, jour même de la grève.

Le rendez-vous eut lieu sous la protection des fusils génocides des forces armées et policières et sous le manteau « spirituel » de l'Église Catholique ; les candidats, les petits chefs des partis, parmi eux les pontifes révisionnistes et les caudillos de la bureaucratie syndicale, y assistèrent, et le premier de tous, Vargas Llosa, aujourd'hui le gagnant rachitique du premier tour, avec qui H. Pease s'unit, exprimant dans une accolade leur collusion et leur lutte noires.

Et en fin de compte ce qu'ont obtenu l'IU et son candidat, avec ce nouveau service méritoire, c'est la défaite de Pease et de l'IU lors des élections municipales de 89 et le grand désastre d'avril, juste et bien mérité retour des choses.

Mais la marche anti-communiste n'arrêta pas non plus la grève; et la grève armée du 3 novembre fut un triomphe écrasant et indéniable du prolétariat et du peuple, un pas de plus vers l'incorporation plus grande des masses dans la guerre populaire.

« Peu importe le discours des traîtres! ». Il n'est pas possible de parler davantage de la guerre populaire, de la lutte inlassable que cela signifie, sans se rappeler ceux qui, hommes et femmes, militants, combattants et fils des masses, combattent 24 heures sur 24, dans les cachots de la réaction; ceux qui les transformèrent en Lumineuses Tranchées de Combat dans tout le pays.

Ceux qui au prix de leur sang nous donnèrent le « Jour de l'Héroïsme » lors du jalon de la rébellion historique, le 19 juin 86, et ceux qui, sans jamais se mettre à genoux, arborant au plus haut le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée Gonzalo, continuent et continueront de lutter pour le triomphe de la guerre populaire, quelle que soit la tranchée où ils se trouvent.

Voilà le parcours de dix ans de guerre populaire et, en synthèse, le grand développement conquis au cours de cette dixième année ; son expansion irrépressible et croissante, concrétisée par la multiplication des Comités Populaires Ouverts, mise en place précisément en 1989, une victoire historique et un pas de grande portée vers la conquête du Pouvoir dans tout le pays. Alors, quel est donc ce soi-disant « enlisement de 1989 » ?

Purement et simplement un autre vomissement noir de la réaction et des laquais à sa solde. A propos de cet imaginaire « enlisement » ils fondent leur fameuse publicité : « échec stratégique de Sentier » qu'ils cherchent d'ailleurs à étayer de leurs supercheries d'« abandon du chemin » et de « non atteinte des buts ».

Sur quoi s'appuient-ils pour papoter sur « l'abandon du chemin » ?

Sur rien d'autre hormis le fait de l'avancée de la guerre populaire dans les villes, mais excepté que c'est un vieux concept de la presse réactionnaire déjà très utilisé autour des élections de 1985, ce qui n'est pas une simple coïncidence, la pratique, critère de vérité, prouve, comme il en découle du décompte des actions réalisées, que le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne est appliqué avec fermeté et de façon résolue.

Plus encore ce chemin, d'après nos conditions spécifiques, nous l'appliquons en suivant la nonne

de développer la guerre populaire simultanément à la campagne et à la ville, la campagne étant le principal et la ville le complément.

En outre l'avancée dans les villes est aussi la preuve du développement du chemin de la campagne vers la ville et plus encore, elle montre que ce développement même vise en perspective le transfert du centre de la guerre populaire vers les villes pour la conquête du Pouvoir dans tout le pays ; tout cela est strictement conforme au processus du chemin d'encercler les villes à partir de la campagne.

Et, la guerre populaire au Pérou est, en conséquence, l'application de la théorie de la guerre populaire du Président Mao Zedong, partie intégrante du marxisme-léninisme-maoïsme, aux conditions spécifiques de la révolution péruvienne.

D'un autre côté, sur quoi s'appuient-ils pour crier sur tous les toits que nous « n'avons pas atteint nos buts » ?

Là, ils trafiquent sournoisement avec le secret révolutionnaire car on peut évidemment diffuser des lignes de politique générale et même concrète de divers domaines mais on ne peut pas aborder des spécifications qui serviraient à l'ennemi ; et rivalisant pour servir au mieux leurs maîtres, la réaction et l'impérialisme, principalement yankee, ils vocifèrent « ils n'ont pas atteint leurs buts », « l'Armée Populaire de Guérilla n'existe pas », « il n'y a pas de Pouvoir Nouveau », « ils ne parvinrent pas à atteindre l'équilibre stratégique ».

En ce qui concerne l'Armée Populaire de Guérilla, si elle n'existe pas, quelle organisation armée a exécuté plus de 120 000 actions de guérilla ?

Quelle organisation a développé la guerre populaire dans presque tout le pays ? Contre qui se battent depuis dix ans les forces armées et les forces de police réactionnaires ?

Notre pratique militaire est faite de solides et frappantes réalités et ce n'est qu'une force armée révolutionnaire comme l'Armée Populaire de Guérilla qui peut la réaliser et la maintenir.

Le problème est qu'il s'agit d'une armée de type nouveau qui se construit, combat et se développe selon d'autres principes; le Président Mao enseigna : « **Vous combattez à votre manière et nous à la nôtre ; nous combattons quand nous pouvons vaincre et nous nous retirons quand nous ne pouvons pas** ».

Grand principe ainsi commenté en 1965 : « **En d'autres termes, vous vous appuyez sur l'armement moderne et nous sur les masses populaires avec une haute conscience révolutionnaire ; vous mettez pleinement en jeu votre supériorité et nous la nôtre; vous avez vos méthodes de combat et nous avons les nôtres** ».

En ce qui concerne le Pouvoir Nouveau, depuis 1982 nous sommes en train de détruire, de démolir le Vieux Pouvoir à la campagne; générant, en conséquence un vide de Pouvoir, chaque jour plus important et dans des zones plus vastes, comme c'est archiconnu et reconnu ; ce vide de Pouvoir reste-t-il dans les limbes de la politique, comme un inter-règne de la lutte de classes ?

Y-a-t-il quelqu'un pour croire que le Vieux Pouvoir est détruit et que règne alors le néant?

La destruction du Vieux Pouvoir n'implique-t-elle pas en contrepartie, la construction du Pouvoir Nouveau ? N'est-il pas compréhensible que destruction du Vieux Pouvoir et construction du

Pouvoir Nouveau sont deux termes de la même contradiction ?

Bien sûr, avec la destruction du Vieux Pouvoir se crée le Nouveau, celui de la dictature conjointe, basé sur l' alliance ouvrière-paysanne dirigée par le Parti et soutenue par l' Année Populaire de Guérilla.

Le problème est que, comme le dit l' abc du marxisme-léninisme-maoïsme, le Pouvoir Nouveau suit dans son développement la fluidité de la guerre populaire et, évidemment, la spécification de notre réalité concrète ; mais c' est précisément avec la multiplication des Comités Populaires Ouverts, en 1989, que l' État Nouveau acquiert la stabilité relative.

En ce qui concerne l' équilibre stratégique, les problèmes doivent être traités sérieusement, particulièrement les problèmes militaires, on ne peut pas donner une explication tirée par les cheveux ni tricher en sortant un as de sa manche.

Pour le reste, le point est clair et concret: la défense, l' équilibre et l' offensive stratégiques, comme nous le savons bien, sont les trois parties de la guerre prolongée, la première partie étant la plus longue et, comme le démontre l' expérience internationale, le développement de la seconde et de la troisième est plus profondément lié aux situations complexes de l' ensemble de la lutte des classes dans le pays et de la situation mondiale, car il nous pousse à balayer la domination de la réaction et de l' impérialisme dans tout le pays et à instaurer une République Populaire sur tout le territoire national avec la répercussion qui en résultera sur le monde, en commençant par les pays les plus proches.

Voilà succinctement le problème et l' orientation que la guerre populaire au Pérou suit fermement en continuant son ascension avec une ténacité sans faille; une date précise a-t-elle été retenue pour passer à l' équilibre stratégique ?

Un plan militaire ou une campagne se sont-ils fixés un tel objectif ? Est-ce un « engagement » non tenu? Une tâche liée aux élections de la réaction?

Un « but » de « Couronner le Grand Bond avec Éclat » ou d' une autre campagne, comme ils le disent? De pures élucubrations qui visent à couvrir d' infamie la guerre populaire, à la discréditer face aux masses et à semer la confusion.

Car cette invention se propage justement, comme le dit la récente session du Comité Central, quand la réaction péruvienne et l' impérialisme ont « besoin de développer la guerre contre-subversive, renforçant l' action militaire, mobilisant les masses et augmentant l' intervention principalement yankee » et quand, sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue, l' impérialisme yankee lui-même trame son agression directe amplifiée contre la guerre populaire.

Des situations qui, liées à l' avancée transcendante de la guerre populaire en 89, concrétisée par le passage de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement, montrent de toute évidence que l' équilibre stratégique est dans l' arène et la révolution avance vers des moments décisifs ; tout cela aussi, bien sûr, dans le cadre de nos propres conditions concrètes.

En conclusion, le tant vanté « échec stratégique de Sentier » basé évidemment sur le soi-disant « enlisement » et étayé par les supercheries d' « abandon du chemin » et de « non obtention des buts », c' est donc simplement une nouvelle et sinistre campagne réactionnaire dirigée par l' impérialisme yankee lui-même.

Cela fait partie de la guerre psychologique et du plan qui consiste à renforcer la guerre contre-subversive en marche.

Mais, hormis tout ceci, elle cherche dans l'immédiat à jeter la confusion dans le peuple péruvien et saper la liaison entre les masses et la guerre populaire.

Il faut souligner deux questions pour démasquer davantage et marquer au fer rouge ceux qui servent misérablement et surnoisement la réaction et l'impérialisme comme de vils mercenaires.

Premièrement, le fait d'éluder les conditions concrètes de la révolution péruvienne ; un problème qu'évidemment ils ne voient ni ne verront et dont, nous autres, nous tenons toujours énormément compte, dément, soit dit en passant, la noire réputation de dogmatisme.

Et deuxièmement, que derrière son bavardage pourri est sous-jacent le vieux critère révisionniste sur la situation révolutionnaire qui les pousse, aujourd'hui, à s'imaginer, même s'ils ne le disent pas explicitement, l'existence de la crise révolutionnaire et que, par conséquent, selon eux, ne pas prendre le Pouvoir, impliquerait concrètement l'échec de la révolution en général et de la guerre populaire.

Lénine, rappelons-nous, posa trois conditions pour définir l'existence de la crise révolutionnaire : primo, que le Pouvoir échappera des mains de la réaction, secundo, que le révisionnisme et l'opportunisme n'exerceront pas d'influence sur les masses et tertio, que les masses serreront les rangs autour du Parti.

Sans oublier ce qui est spécifique de la crise révolutionnaire, liée pour notre cas, au développement de la guerre populaire : il suffit de dire premièrement : que les forces armées continuent d'être capables de soutenir une partie du Vieil État, deuxièmement : que le révisionnisme et l'opportunisme continuent toutefois de chevaucher les masses au moyen de la bureaucratie syndicale et des corporations, et troisièmement : que la guerre populaire doit encore générer le grand bond dans l'incorporation des masses, ce qui se joue dans la partie finale.

Ce qui existe, c'est donc une situation révolutionnaire en développement croissant du fait de l'accentuation de la lutte de classes et principalement de la guerre populaire, qui non seulement persiste depuis dix ans, mais qui, démolissant chaque fois plus le Vieil État et construisant un Pouvoir Nouveau, cherche à balayer pleinement et complètement la société péruvienne d'oppression et d'exploitation, caduque et pourrie.

En conséquence, la perspective de la situation révolutionnaire actuelle en développement croissant, c'est la crise révolutionnaire ou l'essor de la révolution, selon les paroles du Président Mao Zedong.

Étroitement liée à l'« échec stratégique » sans fondement, il y a la bourde de « division et reddition ».

La farce de la « reddition » n'est pas quelque chose de nouveau, déjà au début de son gouvernement le génocide démagogue Garcia Pérez et les forces armées l'avaient manigancée.

Dans « Développer la guerre populaire pour servir la révolution mondiale » nous lisons :

« Ensuite a eu lieu le génocide de Lurigancho d'octobre 1985, à la suite duquel le

gouvernement réactionnaire de l'Apra a monté la grande comédie de la 'capitulation massive des sendéristes' à Liochegua et à Corazén-Pampa, province de La Mar, département d'Ayacucho.

Comme l'ont dit les médias, l'interview du 'chef suprême' (Garcia Pérez) avec les 'dirigeants repentis' accueillis au palais gouvernemental, fut une mise en scène.

La scène a été filmée de loin de telle sorte que personne n'a rien entendu ni n'a vu le visage des personnes pour des 'raisons compréhensibles de sécurité'.

De plus la manipulation a été rapidement découverte lors de la publication des déclarations de l'officier de marine qui avait participé dans l'opération ayant servi de point de départ : **'le même officier, interrogé par le correspondant, expliqua que la centaine de personnes, hommes, femmes et enfants, ne s'est pas approchée des bases de Corazon-Pata et de Liochegua, mais qu'ils ont été regroupés par l'infanterie de marine dans les hauteurs des montagnes, et qu'ils ont été conduits vers les deux localités.**

Lorsqu'on a demandé au lieutenant 'Anibarsi' les paysans portaient des armes au moment de leur arrestation celui-ci a répondu par la négative...', *La Republica* du 25 octobre 1985 (souligné par nous). Ainsi s'est passée la fameuse tromperie de la soi-disant 'capitulation'. »

Aujourd'hui, ils mettent à nouveau en avant le même mensonge en lambeaux cherchant à saper la guerre populaire et à couvrir le regroupement auquel ils soumettent de force la paysannerie, pour former des milices de ferme copiant des modèles dépassés déjà détruits auparavant par la lutte convergente des masses opprimées elles-mêmes et des actions de guérilla.

Il est évident qu'avec la réédition des milices de ferme, impulsées par les forces armées, avec une intensité plus forte au cours des derniers mois, ils cherchent à rééditer le bain de sang génocide des années 1983 et 1984, dans le cadre de leurs nouveaux plans et nécessités contre-subversives.

En ce qui concerne le vieux rêve réactionnaire de la « division de Sentier », ce conte purulent qui ressort à nouveau s'« appuie », comme la tant vantée « reddition », sur « l'enlèvement » et l'« échec stratégique » et sur des tracts produits et diffusés par les forces armées (élément de leur guerre psychologique), déjà réfutés.

Ainsi que sur des supposés « fatigue de trop de lutte », « repentirs d'excès et de morts », « vie dure et conditions difficile », etc..., faussetés qui montrent au grand jour les institutions, les organisations et les plumitifs à la source de telles engeances, ils soutiennent et défendent tous le Vieil État et la société péruvienne caduque, ennemis acharnés de la guerre populaire qui disculpent l'État Péruvien et ses forces armées et répressives du génocide quotidien qu'ils perpètrent contre le peuple...

Niant le principe fondamental de la guerre, du prix à payer qu'exige d'anéantir l'ennemi, de l'aspect de construction que renferme la guerre, pessimistes noyés par le pessimisme historique de la réaction et de l'impérialisme qu'ils servent, incapables de comprendre, que la guerre populaire est animée et impulsée par l'optimisme de classe que lui confère le marxisme-léninisme-maoïsme, pensée Gonzalo et que chaque combattant de l'Armée Populaire de Guérilla est guidé par le principe de « Servir le peuple de tout cœur »...

Supercherries qui, bien sûr, se situent aussi à l'intérieur des plans contre-subversifs et visent la guerre populaire et le Parti cherchant à arrêter la brillante perspective révolutionnaire.

De plus, c'est surtout ceux qui ont des problèmes internes issus de leurs propres erreurs et de leur opportunisme, particulièrement liés à leur électoralisme persistant, qui vocifèrent plein de joie l'existence supposée de deux positions au sein du Parti : « une, militariste, et une autre, politique ».

Hormis cette différenciation erronée, dans la supposition qu'ils élucubrent, ils devraient en fait parler d'une ligne opportuniste de droite dont la composante, en ce qui concerne la ligne militaire, serait une position militariste, une ligne bourgeoise opposée à celle du Parti, sur laquelle ils basent leur élucubration si insolite, ainsi que sur les « défaite et enlèvement de 1989 » et l'« échec stratégique » mis en miettes.

Ils ne montrent que leur désespoir et leur impuissance face à l'avancée de la guerre populaire qui menace leur chevauchement néfaste des masses et fait trembler leurs chapelles de dévots du crétinisme parlementaire.

Finalement tous ces beaux discours sont des paroles en l'air face à l'unité resplendissante du Parti, solidement assise sur la base d'unité du Parti sanctionnée lors du Premier Congrès et garantie irremplaçable du développement incessant de la guerre populaire.

Voilà ce qu'il en est, en synthèse, voilà les raisons fondamentales de la farce perverse de « division et reddition » : les élections générales qui acquièrent un caractère crucial pour la réaction et ses laquais, surtout avec l'affaiblissement plus important du système démocratique et bourgeois issu des urnes d'avril et les perspectives noires pour celui qui sortira élu au deuxième tour ; la furieuse vague gréviste, expression frappante de l'intensification violente de la lutte de classes qui assume jour après jour davantage le mot d'ordre Combattre et Résister !

Et le développement de la puissante guerre populaire qui s'étend avec la perspective brillante de Conquérir le Pouvoir dans tout le pays !

Voilà les trois raisons fondamentales qui ont poussé les forces armées et policières, sans doute avec le consentement et l'appui de leur « chef suprême », le génocide démagogue, à monter la farce grossière et ridicule de « division et reddition » que personne ayant deux grains de bon sens ne peut prendre au sérieux, campagne semée à tous vents, faisant aussi partie de leur guerre psychologique.

Et chacun, organisations, partis, personnages, candidats et laquais, selon sa collusion et sa lutte au sein de la réaction, mais aussi ses ambitions et sa paye, a trafiqué avec cette farce si grotesque.

Mais celui qui s'est le plus acharné à tricher pour trafiquer avec l'engeance dont il est co-auteur, ce fut Garcia Pérez.

Le génocide démagogue, la néfaste tête du gouvernement qui a le plus affamé et assassiné de l'histoire péruvienne, celui qui, particulièrement ces derniers mois, s'égosille à crier sur tous les toits la « défaite de Sentier », a dit en avril dernier, avec son style d'ignorer les vérités élémentaires, de mépriser la réalité et d'exercer le charlatanisme : « Le terrorisme a proposé une révolution sociale, une insurrection généralisée dans tout le pays. Et il a échoué, je le dis catégoriquement ».

Que cherche Garcia Pérez ? À se montrer victorieux et à présenter son gouvernement comme vainqueur dans le but de revenir en sauveur en 1995, tout en manipulant le désastre du prochain

gouvernement.

Voilà son rêve que servent, aussi, même quelques auto-consacrés révolutionnaires. Voilà donc la farce évaporée de la soi-disant « division et reddition de Sentier » qui, comme les précédentes, s'envole en fumée face au tourbillon de la guerre populaire.

Et comme il ne peut en être autrement, les élections générales, comme les élections municipales de 89, servent à dresser un épouvantail de votes et de crétinisme parlementaire, le criard « premier et grand vaincu », l'échec imaginaire du boycott.

Déjà lors des élections de 1985 ils braillèrent de la même façon ; à cette époque-là Belaunde, aujourd'hui illustre membre du Fredemo, déclarait : « le grand vaincu c'est le terrorisme » ; tandis que Barrantes, « le candidat naturel de l'IU », qui aujourd'hui n'atteint même pas 5% des Voix exprimées, récitait : « Sentier lumineux échouera... le résultat électoral du 14 avril, avec la présence massive du peuple, constitua le refus majeur du terrorisme ».

Qui a échoué ? Que devient le champion malmené des votes et des urnes ? Tandis qu'aujourd'hui comme hier le directeur actuel d'« Expreso » pontifiait : « il y a eu deux grands vaincus au cours de l'élection générale de dimanche : le sendérisme... ».

La farce n'est donc pas nouvelle, les paroles et la musique sont les mêmes, quoique plus affolés mais tout aussi invraisemblables.

Aujourd'hui Garcia Pérez, le candidat non inscrit qui prépare toutefois son rêve présidentiel de 95, celui qui lors des municipales appelait à voter blanc ou nul puisque, comme il disait, la question était de voter pour « défendre la démocratie contre le terrorisme », ce 8 avril il décréta triomphant et arrogant : « Aujourd'hui ils verront que le peuple dans son immense majorité, 99%, (sic, selon le journal apriste *Hoy*) participe à la démocratie à travers les élections et enterrera le terrorisme avec l'acte électoral », tandis que les candidats gagnants Vargas Llosa et Fujimori, avec emphase et une interprétation au profit de leurs appétits, s'unissent solidairement saluant le « triomphe de la démocratie et l'échec du terrorisme », carillonnant et honorant le même sermon réactionnaire ; alors que H. Pease, le nouveau champion de la dite Gauche Unie, du haut de ses 7% de votes exprimés, proclamait : « Sentier, premier et grand vaincu », tout cela au milieu du chœur soumis des moyens de communication et des plumitifs.

Une conclusion simple découle de cela : le même livret et les mêmes personnages, pour défendre l'ordre existant et le Vieil État ; seuls les acteurs changent, la publicité augmente et la démagogie croît. La même comédie grotesque tous les cinq ans.

Les élections dans leur déroulement publicitaire ont une règle : premièrement, élever jusqu'aux cieux l'importance des élections et combattre « le sinistre plan terroriste d'empêcher les élections dans tout le pays, qui menace de couper les doigts et d'assassiner ceux qui votent ».

Deuxièmement, célébrer tambour battant la « participation massive aux urnes » (au Pérou voter est une obligation, et comme le disent les connaisseurs, s'il n'en était pas ainsi, même pas la moitié participerait), ainsi que le « triomphe de la démocratie », « l'échec du boycott » et la « défaite du Sentier », tandis qu'on manipule et falsifie les résultats, particulièrement ceux des zones en état d'urgence et on cache principalement les chiffres de l'absentéisme.

Et troisièmement, le plus tard possible, donner des informations filtrées jusqu'à la publication des

résultats maquillés par le Jury National des Élections.

Il faut tenir compte de ce processus pour ne pas se laisser désorienter par la fanfaronnade électorale et trouver la vérité au milieu de tout ce tapage réactionnaire intéressé.

Alors, que disent les propres résultats électoraux officiels ?

Hormis le fait que près de 20 % des personnes aptes à voter ne s'inscrivent pas sur les listes électorales, 21,2% d'inscrits n'ont pas participé au vote, pourcentage qui s'élève à 27 % si nous ne considérons que les votants, y compris ceux qui votèrent blanc ou nul, n'étant donc, comme nous le voyons déjà, qu'à 0,6% de Vargas Llosa, qui obtint le plus de voix, et dépassant de 2,4% Fujimori arrivé en deuxième position.

En conséquence, si nous comparons les deux dernières élections générales du quinquennat, alors que l'absentéisme en 1985 n'atteignait que 8 % des inscrits, en avril 1990 l'absentéisme grimpa jusqu'à 21,2%.

L'absentéisme fut donc multiplié par 2,5 ; en d'autres termes, l'absentéisme de 1985 à 1990 est monté de 12,4 %, répétons-le de 8,8 % à 21,2 %.

Alors, est-ce que quelqu'un qui a un reste de bon sens peut parler d'échec du boycott ? ou quelqu'un avec un brin d'objectivité peut-il dire « Sentier, premier et grand vaincu » ?

La question est extrêmement claire et frappante, la tactique du boycott appliquée par le Parti, élément de la guerre populaire, est chaque fois plus victorieuse et éclatante, matérialisant dans la lutte de classes du pays une tendance croissante contre les élections, sapant ainsi un des fondements de l'ordre démocratique-bourgeois, de l'État péruvien, dictature chapeautée par la grande bourgeoisie.

Tendance anti-électorale, lorsqu'au cours des municipales de 1989, alors qu'on vociférait un soi-disant échec du boycott, l'absentéisme, d'après les estimations, atteignait 17 %, montrant évidemment une ascension transcendante.

Le boycott, par conséquent, est une réalité irréfutable et son succès indiscutable montre de façon évidente comment la politique qui consiste à paralyser les élections, les saper et les empêcher où c'est possible, est hautement fructifère et, ce qui est principal, c'est qu'elle génère une tendance anti-électorale, contribuant à former la conscience politique du peuple.

La tactique du boycott et la tendance anti-électorale appliquée et forgée par la guerre populaire, développées comme parties intégrantes de cette dernière, sont la démonstration exemplaire de la façon dont il faut utiliser les élections pour développer la guerre populaire.

Pour ce qui est des votes nuls et blancs, ils atteignent 15,35 % du total des votes; c'est-à-dire, en avril 1990, 1,45 % de plus qu'en 1985. Cependant, malgré l'augmentation, leur accroissement est beaucoup plus faible comparé à l'absentéisme, laissant sous-entendre, avec fondement, la fraude dans ce type de votes et ceux l'ayant pratiqué.

Le tableau comparatif suivant est très expressif et l'accroissement de l'absentéisme, principalement là où la guerre populaire se développe le plus vigoureusement, mérite une attention toute spéciale.

COMPARAISON ENTRE LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1985 ET CELLES DE 1990

Nuls et blancs **Absentéisme**
(relatif aux électeurs) / (relatif aux inscrits)

	1985	1990	1985	1990
AYACIJCHO	35,8 %	41,3 %	17,1 %	48 %
APURIMAC	35,5 %	38,3 %	17,9 %	28 %
HUANCAVELICA (3)		36,2 %		40,4 %
PASCO	16,45 %	25,7 %	13,05 %	37,1 %
JUNIN	16,89 %	19,9 %	9,8 %	49,5 %
HUANUCO	26,62 %	29,9 %	14,5 %	50,1 %
SAN MARTIN	11,49 %	26,77 %	14,5 %	31,4 %
PUNO	24,5 %	28,45 %	9 %	23 %
CUSCO	23,6 %	22,53 %	12,9 %	24,4 %
CAJAMARCA	22,2 %	27,03 %	15,8 %	27 %
ANCASH	22,95 %	23,97 %	8,6 %	27,1 %
UCAYALI	13 %	17,8 %	14,05 %	30 %
LA LIBERTAD	11,9 %	15,02 %	6,45 %	18 %
LIMA	6,87 %	8,61 %	7,8 %	13 %

(3) Les documents du JNE n'enregistrent pas les votes nuls et les votes blancs, ils n'additionnent pas non plus les chiffres des présidentielles ni ceux des sénateurs ; en additionnant les chiffres des présidentielles on atteint 70 781 pour un total de 140 865 votants.

Voilà le boycott et son succès incontestable, un boycott qui développe la tendance du peuple à s'opposer aux élections et sert la guerre populaire; et voilà le résultat des élections d'avril 1990, des élections qui, à l'opposé du souhait de la réaction et de l'impérialisme, a affaibli le système, sapant sa soi-disant légitimité (problème de grande importance pour sa guerre contre-subversive), une question entraînant évidemment de graves répercussions pour l'ordre régnant.

Pour conclure, à propos des élections et du boycott, il suffit de se rappeler les paragraphes suivants du document déjà cité « Développer... » :

« L'essentiel de ces tableaux est que la somme des non-inscrits, des non-votants et des votes nuls et blancs atteint des millions.

ce chiffre se décompose comme suit: non-inscrits représentant ceux qui évoluent en marge du système politique en vigueur ou qui sont ouvertement contre lui ; les non-votants sont soit contre les élections soit non intéressés.

Les votes nuls ou blancs correspondent à ceux qui accomplissent l'obligation imposée mais qui n'attendent rien des élections ou ne sont d'accord avec aucun des partis

participants.

En termes généraux, cette énorme masse citadine exprime le refus, l'éloignement ou l'indifférence vis-à-vis du système en vigueur, de ses élections pour choisir des oppresseurs et de ses partis, instruments au service du maintien de l'ordre, de sa préservation et de son évolution.

En résumé, la négation et la remise en question objectives et évidentes de la société péruvienne et de ses institutions, du système social historiquement caduc qui doit être nécessairement balayé, comme c'est déjà le cas par les armes puisqu'il n'y a pas d'autre moyen de le faire pour parvenir à une société réellement au service du peuple. »

Et :

« Le Parti Communiste du Pérou, dans ces dernières élections comme dans les précédentes, n'a fait qu'appeler au boycott, à paralyser et empêcher les élections seulement où cela serait possible, mais non à empêcher tout le processus comme l'a prétendu la réaction pour conquérir un faux triomphe, à défaut de vrais.

Mais la tendance historique principale c'est la fusion de la guerre populaire que dirige le Parti, avec ce grand torrent formé par les millions de non-inscrits, de non-votants et ceux qui ont voté blanc ou nul.

C'est ce torrent que le Parti aide à se structurer comme une partie du flot des masses armées qui balayera nécessairement le vieil ordre d'exploitation et d'oppression. »

Voilà pour ce qui est du développement de la guerre populaire et du boycott qui en fait partie ; mais le principal, la question essentielle qui concentre notre attention, conséquence nécessaire du chemin suivi, c'est la conquête du Pouvoir dans tout le pays, perspective brillante de la guerre populaire.

À plus forte raison si nous considérons les années turbulentes et décisives de la société péruvienne qui se renforceront davantage encore, et plus spécialement la lutte de classes extrêmement complexe du monde actuel.

Rappelons-nous donc plus que jamais les paroles de Mariatégui :

« Je suis révolutionnaire. Mais je crois que les hommes qui ont des idées claires et dont les positions sont bien définies, peuvent s'entendre et s'apprécier facilement même s'ils se combattent, surtout s'ils se combattent.

Le secteur politique avec lequel je ne m'entendrai jamais, est l'autre secteur : celui du réformisme médiocre, celui du socialisme domestiqué, celui de la démocratie hypocrite. En outre, si la révolution exige violence, autorité, discipline, je suis pour la violence, pour l'autorité, pour la discipline. Je les accepte, en bloc, avec toutes leurs horreurs, sans réserve poltronne. »

Et surtout ce que Marx, le grand fondateur du marxisme, a établi :

« Ce n'est que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonisme de classes, que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques.

Jusque-là, à la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours: 'Le combat ou la mort; la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée'. »

IV. ÉLECTIONS, NON ! GUERRE POPULAIRE, OUI !

Il est décisif d'arborer plus encore le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme, pour conquérir le Pouvoir dans tout le pays, construire la République Populaire du Pérou et servir la révolution prolétarienne mondiale ; se saisir plus fermement de l'idéologie du prolétariat invaincue et immarcescible, avec les trois parties qui la conforment, la philosophie marxiste, l'économie politique prolétarienne et le socialisme scientifique, non seulement pour comprendre le monde mais principalement pour le transformer.

Baser toujours la politique sur la vérité toute puissante du marxisme-léninisme-maoïsme ; plus que jamais aujourd'hui alors que le marxisme affronte la sinistre attaque convergente de la nouvelle offensive contre-révolutionnaire révisionniste chapeautée par Gorbatchev et Deng et celle de l'impérialisme.

Davantage aujourd'hui alors que la contre-révolution mondiale perverse et sanglante rêve de balayer le prolétariat et son rôle historique irremplaçable, visant le cœur de la classe, son idéologie, le marxisme-léninisme-maoïsme, classe à propos de laquelle le Président Mao dit :

« Le prolétariat est la plus grande classe de l'histoire de l'humanité. C'est la classe révolutionnaire la plus puissante en ce qui concerne l'idéologie, la politique et sa force; elle peut et doit unir autour d'elle l'écrasante majorité pour isoler au maximum la poignée d'ennemis et l'attaquer. »

C'est pour cela que nous devons partir de ce que le Premier Congrès du Parti a établi dans la première partie du Programme, en relevant les principes de base :

« PROGRAMME

Le Parti Communiste du Pérou a pour fondement et guide le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme, et spécifiquement la pensée Gonzalo, en tant qu'application créatrice de la vérité universelle aux conditions concrètes de la révolution péruvienne, pensée qui est l'œuvre du Président Gonzalo, chef de notre Parti.

Le Parti Communiste du Pérou, avant-garde organisée du prolétariat péruvien, qui fait partie intégrante du prolétariat international, assume particulièrement les principes de base suivants :

- * La contradiction, loi fondamentale unique de l'incessante transformation de la matière éternelle ;
- * Les masses font l'histoire, et « On a raison et se révolter » ;
- * La lutte de classes, la dictature du prolétariat et l'internationalisme prolétarien ;
- * La nécessité du Parti Communiste marxiste-léniniste-maoïste qui applique avec

fermeté l'indépendance, l'auto-décision et s'appuie sur ses forces ;

* Combattre simultanément et implacablement, l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction ;

* Conquérir et défendre le Pouvoir avec la guerre populaire ;

* La militarisation du Parti et la construction concentrique des trois armes de la révolution ;

* La lutte entre deux lignes comme force motrice du développement du Parti ;

* Constante transformation idéologique, et mettre toujours la politique au commandement ;

* Servir le peuple et la révolution prolétarienne mondiale ;

et,

* Désintéressement absolu, et juste et correct style de travail. »

Pour ce qui est de l'idéologie du prolétariat, du marxisme-léninisme-maoïsme, nous avons besoin de centrer l'attention, aujourd'hui, sur les questions suivantes, mais surtout sur les textes mêmes des classiques.

Commençons par la définition du communisme donnée par Marx, en 1850, dans « Les luttes de classes en France » :

« le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme...

Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales. »

(Ce qui est souligné est en italique dans le texte original ; il en sera de même pour les citations qui suivent).

SUR LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE

La violence révolutionnaire et le crétinisme parlementaire forment une contradiction antagonique et évidemment une question fondamentale du marxisme.

Déjà Marx avait parlé de la violence comme accoucheuse de l'histoire et dans le Manifeste, avec Engels, il affirmait :

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils

proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé.

Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS! »

Ainsi que l'écrivit Lénine :

« Aucune grande révolution ne s'est encore passée dans l'histoire sans une guerre civile, aucun marxiste sérieux n'a conçu le passage du capitalisme au socialisme sans une guerre civile » ; répétant qu'« entre le capitalisme et le socialisme s'étend une longue période d'« enfantement douloureux », que la violence est toujours l'accoucheuse de la vieille société » et que l'État bourgeois « ne peut céder la place à l'État prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'extinction, mais seulement, en règle générale, par une révolution violente ».

De la même façon il insista sur le fait que « la nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée et précisément celle-là de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels ».

De la même manière le Président Zedong partant de « Chaque communiste doit s'assimiler cette vérité que 'le pouvoir est au bout du fusil », établit :

« ...dans une société de classes, les révolutions et les guerres révolutionnaires sont inévitables ; sans elles, il est impossible d'obtenir un développement par bonds de la société, de renverser la classe réactionnaire dominante et de permettre au peuple de prendre le pouvoir. »

« La tâche centrale et la forme suprême de la révolution, c'est la conquête du pouvoir par la lutte armée, c'est résoudre le problème par la guerre. Ce principe révolutionnaire du marxisme-léninisme est valable partout, en Chine comme dans les autres pays. »

et :

« L'expérience de la lutte de classes à l'époque de l'impérialisme nous montre que la classe ouvrière et les masses travailleuses ne peuvent vaincre les classes armées de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers que par la force des fusils. En ce sens, on peut dire qu'il n'est possible de transformer le monde qu'avec le fusil. »

En ce qui concerne le crétinisme parlementaire condamné par Marx, Lénine fut extrêmement ferme :

« Les bernsteiniens ont admis et admettent le marxisme à l'exception de son aspect directement révolutionnaire. Ils considèrent la lutte parlementaire non comme un moyen de lutte convenant parfaitement à certaines époques historiques, mais comme la principale et pour ainsi dire la seule forme de combat et qui rend la 'violence', la 'saisie', la 'dictature' inutiles. »

Et :

« Seuls des misérables ou des benêts peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées sous le joug de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie, c'est substituer à la lutte de classes et à la révolution les votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir. »

Et :

« Voilà bien l'opportunisme le plus pur et le plus plat, c'est renoncer en fait à la révolution tout en la reconnaissant en paroles. » (Dans ce paragraphe les citations de Lénine correspondent au fascicule « La révolution prolétarienne et le révisionnisme de Khrouchtchev » du PCC).

Liée à cette contradiction tenir compte de la position de Marx sur les élections, déjà citée, sur l'autorisation périodique donnée aux opprimés pour élire leurs oppresseurs, et principalement celle du Président Mao :

« Certains disent que les élections ont un caractère très bon et très démocratique.

A mon avis, le mot élections est tout simplement une parole désagréable et je ne crois pas qu'il existe d'élections pures.

Le district de Pékin m'a élu personnellement pour être représentant à l'Assemblée Nationale Populaire, mais réellement combien de personnes à Pékin me comprenaient ?

Je reconnais que le poste de Premier Ministre de Chou En-lai fut une nomination du Comité Central. »

Étroitement liée à la question de la violence révolutionnaire et du crétinisme parlementaire, on trouve la position irréfutable, écrasante et démolisseuse de Lénine sur le révisionnisme dans le front syndical, signalée dans « La faillite de la II^e Internationale » :

« Les organisations légales de masse de la classe ouvrière sont peut-être la caractéristique la plus importante des partis socialistes de l'époque de la II^e Internationale... Il est clair que le passage aux actions révolutionnaires signifiait la dissolution des organisations légales par la police, et le vieux parti, de Legien à Kautsky inclus, a sacrifié les buts révolutionnaires du prolétariat au maintien des organisations légales actuelles. On aura beau le nier, le fait est là.

On a vendu le droit du prolétariat à la révolution en échange du plat de lentilles des organisations autorisées par l'actuelle loi policière (...).

Tableau édifiant. Ces gens sont corrompus et abêtis par la légalité bourgeoise au point qu'ils ne peuvent même pas comprendre l'idée de la nécessité d'autres organisations, illégales, pour assurer la direction de la lutte révolutionnaire.

Ces gens en sont arrivés à s'imaginer que les syndicats légaux, existant sur autorisation

de la police, sont une limite à ne pas dépasser ; que l'on peut concevoir, en général, le maintien de tels syndicats à une époque de crise en tant que syndicats dirigeants.

Voilà la dialectique vivante de l'opportunisme: le simple développement des syndicats légaux, la simple habitude qu'avaient des philistins quelque peu obtus, mais consciencieux, de se borner à la tenue de livres de compte, ont abouti à ce fait qu'au moment de la crise, ces petits bourgeois consciencieux se sont trouvés être des traîtres, des félons, des étrangleurs de l'énergie révolutionnaire des masses.

Et ce n'est point l'effet du hasard. Passer à l'organisation révolutionnaire est une nécessité; la nouvelle situation historique l'exige, l'époque des actions révolutionnaires du prolétariat en fait une obligation ; mais ce passage ne peut s'effectuer que par-dessus la tête des vieux chefs, étrangleurs de l'énergie révolutionnaire, par-dessus la tête du vieux parti, en le détruisant.

Et les petits bourgeois contre-révolutionnaires crient naturelle-ment à l'« anarchisme », de même que l'opportuniste Ed. David criait à l'« anarchisme » en fulminant contre Karl Liebknecht. Il faut croire que seuls sont restés d'honnêtes socialistes en Allemagne les chefs que les opportunistes vitupèrent pour leur anarchisme... »

SUR LA LUTTE DE CLASSES

La lutte de classes et la façon de nous guider en elle est une autre question fondamentale du marxisme-léninisme-maoïsme, surtout aujourd'hui.

Voyons ce que Marx a établi sur l'émancipation du prolétariat dans « Statuts Généraux de l'Association Internationale des Travailleurs » :

« Considérant :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur au détenteur des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes, de la misère sociale, de l'avilissement intellectuel et de la dépendance politique ;

Que, par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ; (...)

Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.

Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la Révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes. La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit aussi servir de

levier aux mains de cette classe, dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters.

Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat. »

Ou sur la lutte syndicale dans « Salaire, prix et profit » :

« ...le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitalisme contre l'ouvrier et que, par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse.

Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à sa résistance contre les atteintes du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter une amélioration temporaire à sa situation ?

Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour les-quels il n'y aurait plus de salut.

Je pense avoir montré que ses luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en discuter le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise.

Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure.

En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne.

Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal.

Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché.

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles, et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : 'Un salaire équitable pour une journée de travail équitable', ils doivent

inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire: 'Abolition du salariat!' (...).

Les trade-unions agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital.

Elles manquent en partie leur but dès qu'elles font un emploi peu judicieux de leur puissance.

Elles manquent entièrement leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat. »

Et sur la révolution ce qu'Engels a établi :

« En politique il n'existe pas plus de deux forces décisives: la force organisée de l'État, l'armée et la force non-organisée, la force élémentaire des masses populaires. »

Ainsi que :

« Après le premier grand succès, c'était la règle que la minorité victorieuse se scindât en deux: une des moitiés était satisfaite du résultat obtenu, l'autre voulait encore aller plus loin, posait de nouvelles revendications qui étaient au moins partiellement dans l'intérêt réel ou prétendu de la grande foule du peuple.

Ces revendications plus radicales s'imposaient bien dans certains cas, mais fréquemment pour un instant seulement; le parti plus modéré reprenait la suprématie, les dernières acquisitions étaient perdues à nouveau en totalité ou partiellement ; les vaincus criaient alors à la trahison ou rejetaient la défaite sur le hasard.

Mais en réalité la chose était le plus souvent ainsi: les conquêtes de la première victoire n'étaient assurées que par la deuxième victoire du parti plus radical; une fois cela acquis, c'est-à-dire ce qui était momentanément nécessaire, les éléments radicaux disparaissaient à nouveau du théâtre d'opérations et leurs succès aussi.

Toutes les révolutions des temps modernes, à commencer par la grande révolution anglaise du XVII^e siècle, présentèrent ces caractéristiques qui paraissaient inséparables de toute lutte révolutionnaire.

Elles parurent également applicables aux luttes du prolétariat pour son émancipation ; d'autant plus applicables que, précisément, en 1848, on pouvait compter les gens capables de comprendre, ne fût-ce que passablement, dans quelle direction il fallait chercher cette émancipation. » (Introduction au texte « Les luttes de classes en France »).

Et par Marx lui-même dans les paragraphes suivants :

« A l'exception de quelques chapitres, chaque section importante des annales de la révolution de 1848 à 1849 porte le titre de : Défaite de la révolution !

Mais dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution qui succomba.

Ce furent les traditionnels appendices pré-révolutionnaires, résultats des rapports sociaux qui ne s'étaient pas encore aiguisés jusqu'à devenir des contradictions de classes violentes : personnes, illusions, idées, projets dont le parti révolutionnaire n'était pas dégagé avant la révolution de Février et dont il ne pouvait être affranchi par la victoire de Février, mais seulement par une suite de défaites.

En un mot : ce n'est point par ses conquêtes tragi-comiques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie, au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire. » (« Les luttes de classes en France » ; 1848-1850).

« Les révolutions bourgeoises, comme celles du XVIII^e siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques se surpassent, les hommes et les choses semblent être pris dans des feux de diamants, l'enthousiasme extatique est l'état permanent de la société, mais elles sont de courte durée. Rapidement, elles atteignent leur point culminant, et un long malaise s'empare de la société avant qu'elle ait appris à s'approprier de façon calme et posée les résultats de sa période orageuse.

Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIX^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient: Hic Rhodus, hic salta!". [voici Rhodes, saute donc ! Ce qui veut dire au figuré: c'est le moment de montrer ce dont tu es capable] (« Le 18 brumaire de Louis Bonaparte »)

« Dans toute révolution, il se glisse, à côté de ses représentants véritables, des hommes d'une toute autre trempe; quelques-uns sont des survivants des révolutions passées dont ils gardent le culte ; ne comprenant pas le mouvement présent, ils possèdent encore une grande influence sur le peuple par leur honnêteté et leur courage reconnus, ou par la simple force de la tradition, d'autres sont de simples braillards, qui, à force de répéter depuis des années le même chapelet de déclamations stéréotypées contre le gouvernement du jour, se sont fait passer pour des révolutionnaires de la plus belle eau.

Même après le 18 mars, on vit surgir quelques hommes de ce genre, et, dans quelques cas, ils parvinrent à jouer des rôles de premier plan. Dans la mesure de leur pouvoir, ils gênèrent l'action réelle de la classe ouvrière, tout comme ils ont gêné le plein développement de toute révolution antérieure.

Ils sont un mal inévitable; avec le temps on s'en débarrasse ; mais, précisément, le temps n'en fut pas laissé à la Commune. » (« La guerre civile en France »).

Et sur la même question fondamentale, la lutte de classes, voyons ce qu'a établi Lénine; ainsi sur

L'insurrection armée et la lutte syndicale et le fait de pas les opposer :

« Il est faux du point de vue théorique de confronter deux tâches, comme si elles étaient d'égale valeur, placées sur le même plan : 'la préparation de l'insurrection armée' et 'la direction de La lutte syndicale'. Une des tâches, voyez-vous, est au premier plan, l'autre au second. Affirmer cela revient à comparer et juxtaposer des choses d'ordre différent. L'insurrection armée est un mode de lutte politique à un moment donné.

La lutte syndicale est une des manifestations permanentes, toujours nécessaires en régime capitaliste, obligatoires à tout moment, de l'ensemble du mouvement ouvrier. Engels, dans un passage que j'ai cité dans Que faire?, distingue trois formes essentielles de lutte prolétarienne: économique, politique, théorique (scientifique, idéologique, philosophique).

Comment peut-on mettre côte à côte une de ces formes de lutte essentielles (lutte syndicale) et une autre forme essentielle de lutte à un moment donné? mettre toute la lutte syndicale, en tant que 'tâche' au même niveau que le moyen actuel de lutte politique, et qui est loin d'être l'unique? C'est vraiment contraire au bon sens...

On ne peut placer à côté de la 'direction de la lutte syndicale' que la direction de toute la lutte politique en général, la lutte idéologique en général dans sa totalité, mais nullement telles ou telles tâches particulières, données, actuelles de lutte politique ou idéologique. »

« Sur le plan tactique, la résolution sous cette forme pose les tâches de l'insurrection armée de façon très maladroite. L'insurrection armée est le mode suprême de lutte politique.

Pour sa réussite du point de vue du prolétariat, c'est-à-dire pour la réussite d'une insurrection prolétarienne et dirigée par la social-démocratie, et non pas d'une autre, il faut que tous les aspects du mouvement ouvrier se développent largement.

Aussi, l'idée d'opposer la tâche de l'insurrection et celle de la direction de la lutte syndicale est-elle archi-erronée.

La tâche de l'insurrection est de la sorte rabaissée, amoindrie. Au lieu d'une somme et d'un couronnement de tout le mouvement ouvrier dans son ensemble, la tâche de l'insurrection se trouve en quelque sorte montée en épingle. »

« Le centre de gravité n'est pas dans le fait que les syndicats sont 'étroits' mais dans le fait qu'il faut relier ce seul aspect (étroit parce que seul) aux autres.

Par conséquent, ou faire sauter cela, ou parler à nouveau de la nécessité de créer et de renforcer la liaison d'un aspect avec tous les autres, imprégner les syndicats d'un contenu Social-démocrate (lire communiste), d'une propagande social-démocrate, les faire participer à l'ensemble du travail social-démocrate, etc. (...)

Les syndicats pourraient élargir la base dans laquelle nous puiserons la force pour l'insurrection, je dirai donc encore une fois qu'il est faux d'opposer l'un à l'autre.

(...)

Il ne faut pas s'en tenir à l'écart et, par-dessus tout, ne pas offrir le prétexte de croire qu'il faut s'en tenir à l'écart, mais s'efforcer de participer, d'influencer, etc. Car il existe une couche particulière d'ouvriers âgés, chargés de famille, qui en ce moment apporteront terriblement peu à la lutte politique, mais énormément à la lutte syndicale.

Il faut utiliser cette couche, en se bornant à diriger ses pas dans ce domaine. Il importe pour la social-démocratie russe de trouver dès le début la note juste pour les syndicats, d'ériger du premier coup en tradition l'initiative social-démocrate sur ce point, la participation social-démocrate, la direction social-démocrate.

Naturellement on peut, dans la pratique, manquer de forces, mais c'est là une toute autre question, et il faut d'ailleurs dire: si on sait utiliser les diverses forces disponibles, on en trouvera toujours pour les syndicats.

On en a bien trouvé pour rédiger la résolution sur les syndicats, c'est-à-dire pour diriger idéologiquement, et c'est là l'essentiel ! » (« A.S.I. Goussev »).

Ou parlant des « nouvelles méthodes pour enseigner la doctrine », « les vérités du marxisme » :

« Une époque révolutionnaire est pour la social-démocratie (comme dans tous les cas lire communisme) ce que le temps de guerre est pour une armée.

Il faut multiplier les cadres de notre armée, mettre ses contingents sur le pied de guerre, mobiliser la territoriale et la réserve, appeler sous les drapeaux les permissionnaires, créer de nouveaux corps et des services auxiliaires.

Ne pas oublier qu'on est inévitablement amené, en temps de guerre, à compléter les effectifs avec des recrues moins instruites, souvent à remplacer les officiers par de simples soldats, à hâter et simplifier la promotion d'officiers sortis du rang.

Parlons sans métaphores : les effectifs de toutes les organisations du parti et sympathisant avec le parti doivent être fortement accrus, afin que nous puissions suivre autant que possible le torrent centuplé de l'énergie révolutionnaire du peuple.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille négliger la formation méthodique des effectifs et l'enseignement systématique des vérités du marxisme. Non, mais il faut se rappeler que les hostilités elles-mêmes ont maintenant beaucoup plus d'importance pour la formation et l'enseignement; elles éduquent précisément dans notre sens et entièrement dans notre sens ceux qui ne sont pas formés.

Il convient de rappeler que notre fidélité 'doctrinaire' au marxisme s'est maintenant accrue du fait que le cours de la révolution donne partout **des leçons des choses aux masses** et que toutes ces leçons confirment justement notre doctrine.

Ce n'est donc pas de l'abandon de la doctrine que nous parlons, ni d'un relâchement de notre méfiance et de notre vigilance à l'égard du confusionnisme des intellectuels et du trompe l'œil révolutionnaire, bien au contraire.

Nous parlons de nouvelles méthodes d'enseigner la doctrine que le social-démocrate serait inexcusable d'oublier.

Nous parlons de l'importance de mettre à profit les leçons pratiques des grands événements révolutionnaires, afin d'enseigner, non plus à des petits cercles, mais à la masse, nos vieilles leçons 'dogmatiques' sur la nécessité, par exemple, de fusionner en fait, le terrorisme et l'insurrection des masses, et de savoir discerner derrière le libéralisme de la société cultivée russe les intérêts de classe de notre bourgeoisie.

Ce n'est donc pas d'un relâchement de nos principes social-démocrates, de notre intransigeance orthodoxe qu'il s'agit, mais du raffermissement des uns et de l'autre, par de nouveaux moyens, par de nouvelles méthodes d'éducation.

En temps de guerre, les recrues s'instruisent directement au cours des opérations militaires. Ne craignez pas, camarades, d'aborder de nouvelles méthodes d'enseignement !

Ne craignez pas de rassembler sans cesse de nouvelles cohortes, envoyez-les au feu ! Faites de nouvelles recrues dans la jeunesse ouvrière, élargissez les cadres habituels des organisations du parti, à partir des comités jusqu'aux groupes de fabrique, aux corporations, aux cercles d'étudiants !

Rappelez-vous que tout retard dans ce domaine fera le jeu des ennemis de la social-démocratie, car les eaux nouvelles cherchent une issue immédiate, et si elles ne trouvent pas le chenal de la social-démocratie, elles se précipiteront ailleurs.

Rappelez-vous que chaque progrès pratique du mouvement révolutionnaire enseignera inmanquablement et inéluctablement aux jeunes recrues la science même de la social-démocratie, car cette science est fondée sur l'évolution objective des forces et des tendances des diverses classes sociales, et la révolution n'est que la démolition d'anciennes structures et l'action indépendante des classes sociales désireuses de bâtir la nouvelle à leur gré.

Gardez-vous seulement de rabaisser notre science révolutionnaire au niveau d'un dogme livresque, n'en faites pas un poncif avec de méprisables phrases sur l'organisation-procès, la tactique-procès, phrases qui justifient le gâchis, l'indécision, le manque d'initiative.

Donnez plus de champ aux initiatives les plus variées des divers groupes et cercles, sans oublier que la justesse de leur action est garantie, en dehors de nos conseils, abstraction faite de nos conseils, par les impératifs inflexibles du cours même de la révolution.

C'est un vieil adage qu'en politique on va souvent à l'école de l'ennemi. En révolution, l'ennemi nous impose toujours, avec une promptitude et une vigueur particulières, des décisions judicieuses. » (« Nouveaux objectifs, forces nouvelles »)

Ou signalant la nécessité d'« actions préparatoires ardues » :

« ...aujourd'hui, on te met dans les mains un bulletin de vote, prends-le, sache t'organiser pour en frapper tes ennemis, et non pour envoyer au Parlement, à& bonnes

petites places, des hommes qui s'accrochent à leur fauteuil par peur de la prison.

Demain, on te retire ton bulletin de vote, on te met entre les mains un fusil et un magnifique canon à tir rapide, équipé selon le dernier mot de la technique, prends ces engins de mort et de destruction, n'écoute pas les pleurnicheurs sentimentaux qui redoutent la guerre. Il reste de par le monde trop de choses qui **doivent** être anéanties par le fer et par le feu pour l'affranchissement de la classe ouvrière.

Et si la colère et le désespoir grandissent dans les masses, s'il se crée une situation révolutionnaire, prépare-toi à fonder de nouvelles organisations et à **mettre en action** ces si utiles engins de mort et de destruction **contre ton** gouvernement et **ta** bourgeoisie. Certes, cela n'est pas facile. Cela nécessitera des actions préparatoires ardues.

Cela nécessitera de lourds sacrifices. C'est une **nouvelle** forme d'organisation et de lutte qu'**il faut** aussi **apprendre** et la science ne s'acquiert pas sans erreurs et sans défaites. Cet aspect de la lutte de classes est à la participation aux élections, ce que l'assaut est aux manœuvres, aux marches ou au séjour dans les tranchées.

Dans l'histoire, cet aspect de la lutte s'inscrit **très rarement** à l'ordre du jour; par contre, son importance et ses conséquences portent sur des dizaines d'années. Les **jours** où l'on peut et où l'on doit inscrire à son programme de **telles** méthodes de lutte équivalent à des **vingtaines d'années** d'autres époques historiques. » (« La faillite de la IIe Internationale »)

Ainsi que cette conclusion scientifique que la classe, le prolétariat et le peuple doivent avoir bien présente à l'esprit :

« Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes.

Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée.

De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse, constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat.

C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de 'revendiquer' le 'désarmement' !

Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute

idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être: l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie.

C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'évolution objective du militarisme capitaliste et qui est prescrite par cette évolution. » (« Le programme militaire de la révolution prolétarienne »)

Ou ses grandes thèses, pleinement valables, sur l'impérialisme, le processus de la bourgeoisie, la situation internationale contemporaine et l'ère de guerres :

« Il nous faut commencer par donner la définition la plus précise et la plus complète possible de l'impérialisme. L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme.

Cette particularité est de trois ordres: l'impérialisme est 1) le capitalisme monopoliste; 2) le capitalisme parasitaire et pourrissant; 3) le capitalisme agonisant. »
(« L'impérialisme et la scission du socialisme »)

« L'impérialisme est la continuation de l'évolution du capitalisme, son stade suprême, qui constitue à certains égards la transition vers le socialisme.

Pour cette raison, j'estime qu'en ajoutant l'analyse de l'impérialisme à celle des particularités essentielles du capitalisme en général, on n'a pas procédé 'mécaniquement'.

A la vérité, l'impérialisme ne rebâtit pas et ne veut pas rebâtir le capitalisme de la base au sommet.

L'impérialisme complique et accentue les contradictions du capitalisme, 'enchevêtre' les monopoles et la libre concurrence, mais ne peut pas éliminer l'échange, le marché, la concurrence, les crises, etc.

L'impérialisme est le capitalisme sur son déclin, mais ce déclin n'est pas achevé. L'impérialisme agonise, mais il n'est pas mort. Il est essentiellement caractérisé, non par de purs monopoles, mais par la coexistence des monopoles avec l'échange, le marché, la concurrence, les crises. Ceci est la caractéristique essentielle de l'impérialisme en général. » (« Texte pour la révision du programme du Parti »).

« La classification courante des époques historiques... est la suivante: (1) 1789-1871; (2) 1871-1914; (3) 1914-?... La première époque, qui va de la grande révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne.

Nous avons affaire ici, à la bourgeoisie montante, à l'époque des mouvements démocratiques bourgeois en général et des mouvements nationaux bourgeois en particulier, à l'époque où les institutions périmées de la société féodale et absolutiste disparaissent rapidement.

La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner ; c'est l'époque de la transition qui mène de la bourgeoisie

progressiste au capital financier réactionnaire et ultra-réactionnaire.

C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne, prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même 'situation' que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes, ou découlant de l'impérialisme.

Dans la troisième époque également, les conflits internationaux sont restés semblables, par leur forme, à ceux de la première, mais leur contenu social et leur signification de classe s'est totalement modifié. La situation historique objective est devenue tout autre.

La lutte menée contre la féodalité par le capital ascendant pour sa libération dans le cadre national a cédé le pas à la lutte du capital financier ultra-réactionnaire, décrépît, se survivant à lui-même, allant vers son déclin, contre les forces nouvelles.

Le cadre national bourgeois des États, qui avait fourni dans la première époque un point d'appui au développement des forces productives de l'humanité en train de se libérer du système féodal, est maintenant devenu, dans la troisième époque, un obstacle à l'essor ultérieur de ces mêmes forces.

Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une Classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante. » (« Sous un pavillon étranger »).

« A la base de la situation internationale, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, se trouvent les rapports économiques de l'impérialisme. Dans le courant du XXe siècle, cette phase nouvelle, suprême et ultime du capitalisme a pris son aspect définitif. » (« IIe Congrès de l'Internationale Communiste »)

« En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de nos thèses ?

La distinction entre les nations opprimées et les nations qui oppriment. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la IIe Internationale et à la démocratie bourgeoise.

A l'époque de l'impérialisme, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale Communiste de constater les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de partir non de notions abstraites, mais des réalités concrètes.

Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous le voyons, se divise actuellement, en un grand nombre de nations opprimées et un nombre infime de nations qui oppriment, qui disposent de richesses colossales et d'une force militaire puissante. » (Idem)

« Nous voyons tout de suite combien la guerre civile a créé de difficultés en Russie et comment elle se mêle à toute une série de guerres. Les marxistes n'ont jamais oublié que la violence accompagnera inévitablement l'effondrement total du capitalisme tout entier et la naissance d'une société socialiste.

Et cette violence couvrira une période historique universelle, toute une ère de guerres les plus variées: des guerres impérialistes, des guerres civiles à l'intérieur des pays, des guerres entremêlant les deux premières, des guerres nationales, en, d'autres termes, l'émancipation des nationalités écrasées par les impérialistes et par diverses combinaisons des puissances impérialistes qui concluront inévitablement entre elles des alliances diverses au cours de l'époque du gros capitalisme d'État et des trusts et syndicats militaires.

C'est une époque d'effondrements énormes, de vastes décisions militaires de caractère violent, de crises. Elle a déjà commencé, nous le voyons clairement, nous n'en sommes qu'au début. » (« Rapport sur la révision du programme et le changement de nom du Parti »)

Et finalement, celles-ci sur des points tel que : l'indifférence politique:

« L'indifférence politique n'est rien d'autre que la satiété politique. Celui qui est rassasié est 'indifférent' et 'insensible' face au problème du pain quotidien ; mais l'affamé sera toujours un homme 'de parti' sur cette question. »

Contradictions de l'ennemi et mots d'ordre intègres :

« La classe ouvrière doit profiter de toutes les vacillations possibles du gouvernement, ainsi que des divergences entre la bourgeoisie et le camp réactionnaire pour augmenter la pression aussi bien sur le terrain de la lutte économique que sur celui de la lutte politique. Mais la classe ouvrière, précisément pour récolter les fruits de la situation, doit maintenir des mots d'ordre révolutionnaires intègres. »

Seule la lutte éduque :

« La véritable éducation des masses ne peut jamais être séparée de la lutte politique indépendante, et surtout, de la lutte révolutionnaire des masses elles-mêmes.

Seule l'action éduque la classe exploitée, seule elle lui donne la mesure de ses forces, élargit son horizon, accroît ses capacités, éclaire son intelligence et trempe sa volonté. »

Lutte économique et couches plus arriérées :

« Il s'ensuit on ne peut plus clairement que seule la lutte économique, seule la lutte pour une amélioration immédiate et directe de leur sort peut secouer les couches les plus arriérées de la masse exploitée, les éduquer véritablement et, à une époque révolutionnaire, en faire en quelques mois une armée de combattants politiques. »

N'avoir confiance que dans la force de la classe :

« Le principe fondamental, le premier précepte de tout mouvement syndical, consiste en ceci: ne pas avoir confiance dans l'« État », n'avoir confiance que dans la force de sa classe. L'État est l'organisation de la classe dominante... Ne vous fiez pas aux promesses, n'ayez confiance que dans la force de l'union et de la conscience de votre classe! »

Personne n'aidera les pauvres s'ils ne s'aident pas eux-mêmes :

« Personne n'aidera les pauvres s'ils continuent d'être isolés. Aucun 'État' n'aidera l'ouvrier salarié de la campagne, le manœuvre, le journalier, le paysan pauvre, le semi-prolétaire, pas lui-même. Le premier pas pour eux c'est l'organisation de classe indépendante du prolétariat agricole ».

Et la vie enseigne :

« La vie enseigne. La lutte réelle c'est celle qui résout au mieux les problèmes tant discutés jusqu'alors. »

Et pour conclure cette question fondamentale, la lutte de classes, dans les textes mêmes des classiques du marxisme, voyons ce que le Président Mao Zedong a établi sur l'impérialisme, thème-clé qu'il a développé.

Commençons par la nature de tigre en papier de l'impérialisme et de la réaction :

« Tous les réactionnaires sont des tigres en papier. En apparence, ils sont terribles, mais en réalité, ils ne sont pas si puissants. À envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant, et non les réactionnaires. »

Et :

« Les États-Unis sont un tigre en papier; ne vous laissez pas impressionner, on peut le transpercer du premier coup. L'Union soviétique révisionniste en est un également. »

Et sur le double caractère de l'impérialisme et de la réaction :

« De même qu'il n'y a aucune chose au monde dont la nature ne soit double (c'est la loi de l'unité des contraires), de même l'impérialisme et tous les réactionnaires ont une double nature ; ils sont de vrais tigres et en même temps des tigres en papier.

Dans le passé, la classe des propriétaires d'esclaves, la classe féodale des propriétaires fonciers et la bourgeoisie furent, avant leur conquête du pouvoir et quelque temps après, pleines de vitalité, révolutionnaires et progressistes ; c'étaient de vrais tigres.

Mais, dans la période postérieure, comme leurs antagonistes -la classe des esclaves, la classe paysanne et le prolétariat- grandissaient et engageaient la lutte contre elles, une lutte de plus en plus violente, ces classes régnautes se sont transformées peu à peu en leur contraire, sont devenues réactionnaires, rétrogrades, des tigres en papier.

Et, en fin de compte, elles ont été renversées par le peuple ou le seront un jour. Même dans la lutte à outrance que leur livrait le peuple, ces classes réactionnaires, rétrogrades, décadentes avaient encore cette double nature.

En un sens, elles étaient de vrais tigres ; elles dévoraient les gens, les dévoraient par millions et par dizaines de millions.

La lutte populaire traversait une période de difficultés et d'épreuves, et son chemin

faisait bien des tours et détours. Le peuple chinois a dû consacrer plus de cent ans à la lutte pour liquider la domination en Chine de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, et donner des dizaines de millions de vies humaines, avant de parvenir à la victoire de 1949.

Voyez, n'étaient-ce pas des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres ? Mais en fin de compte ils sont devenus des tigres en papier, des tigres morts, des tigres en fromage de soya.

Ce sont là des faits historiques. Est-ce qu'on ne les a pas vu, est-ce qu'on n'en a pas entendu parler ? En vérité, il y en a eu des milliers et des dizaines de milliers !

Des milliers et des dizaines de milliers ! Ainsi, considérés dans leur essence, du point de vue de l'avenir et sous l'angle stratégique, l'impérialisme et tous les réactionnaires doivent être tenus pour ce qu'ils sont : des tigres en papier.

C'est là-dessus que se fonde notre pensée stratégique. D'autre part, ils sont aussi des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres; ils mangent les hommes. C'est là-dessus que se fonde notre pensée tactique. » (Intervention à la Réunion du Bureau Politique à Woutchang).

En ce qui concerne la loi de l'impérialisme et, en contrepartie, celle du peuple :

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine : telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple; et jamais ils n'iront contre cette logique. C'est là une loi marxiste.

Quand nous disons : « l'impérialisme est féroce », nous entendons que sa nature ne changera pas, et que les impérialistes ne voudront jamais poser leur couteau de boucher, ni ne deviendront jamais des bouddhas, et cela jusqu'à leur ruine.

Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire -telle est la logique du peuple, et lui non plus, il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste.

La révolution du peuple russe a suivi cette loi, il en est de même de la révolution du peuple chinois. » (Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte)

Et les peuples du monde n'ont pas besoin de l'impérialisme :

« Toutes les nations opprimées veulent l'indépendance. Tout est sujet au changement. Les grandes forces décadentes feront place aux petites forces naissantes.

Les petites forces deviendront grandes, parce que la majorité des gens aspirent au changement. La grande force que représente l'impérialisme américain deviendra petite, parce que le peuple américain, lui aussi, est mécontent du gouvernement de son pays (...).

Tchiang Kaï-chek a régné sur la Chine pendant vingt-deux ans, il a été reconnu par les

gouvernements de divers pays du monde et ses forces étaient très puissantes.

Quant à nous, nous étions faibles, notre Parti dont les effectifs s'étaient élevés à 50 000, ne comptait plus que quelques milliers de membres par suite de la répression contre-révolutionnaire. Nos ennemis provoquaient partout des troubles.

Mais, c'est encore la même loi qui a prévalu : le fort échoue parce qu'il se coupe du peuple ; le faible finit par triompher parce qu'il est lié au peuple et travaille pour lui. C'est justement ce qui s'est passé.

A l'époque de la Guerre de Résistance contre le Japon, comme celui-ci était très puissant, les troupes du Kuomintang ont été repoussées dans des régions reculées et les forces armées dirigées par le Parti communiste ne pouvaient que mener la guerre de partisans à la campagne, sur les arrières de l'ennemi.

Le Japon a occupé de grandes villes de Chine: Pékin, Tientsin, Shanghai, Nankin, Wouhan et Canton. Néanmoins, les militaristes japonais, (le même qu'Hitler en Allemagne, n'ont pas échappé à cette même loi. Ils ont été jetés bas au bout de quelques années.

Nous avons connu beaucoup de difficultés : chassés du Sud au Nord, nos effectifs sont tombés de plusieurs centaines de milliers d'hommes à quelques dizaines de milliers. À l'issue de la longue marche de 25 000 lis, nous n'étions plus que 25 000 hommes (...).

A présent l'impérialisme américain est très puissant, mais cette puissance n'est pas réelle. Il est très faible sur le plan politique, parce qu'il est coupé des larges masses populaires et que tout le monde le déteste, y compris le peuple américain. Il est très puissant en apparence mais n'a rien de redoutable en réalité, c'est un tigre en papier.

Vu de l'extérieur, c'est un tigre, mais il est fait en papier et ne peut résister ni au vent ni à la pluie.

A mon avis, les États-Unis ne sont rien de plus qu'un tigre en papier.

L'Histoire toute entière, l'histoire plusieurs fois millénaire de la société de classes de l'humanité, a confirmé cette vérité: le puissant cède la place au faible. Cela s'applique aussi au continent américain.

La paix ne pourra s'établir qu'avec l'élimination de l'impérialisme; et le jour viendra où ce tigre en papier sera détruit. Cependant, il ne disparaîtra pas de lui-même, il faut que le vent et la pluie s'abattent sur lui.

Quand nous disons que l'impérialisme américain est un tigre en papier, nous en parlons sur le plan stratégique. Nous devons le mépriser du point de vue de l'ensemble, mais en tenir pleinement compte dans chaque situation concrète. Il a des griffes et des dents. Pour le désarmer, il faut les détruire une à une.

Par exemple, s'il a dix dents, on commence par lui en briser une, et il lui en reste neuf ; puis, on lui en casse une autre, et il n'en a plus que huit.

Lorsque ses dents auront été toutes enlevées, il lui restera encore des griffes. Pourvu que nous procédions avec sérieux et graduellement, nous finirons par réussir.

Sur le plan stratégique, il faut mépriser totalement l'impérialisme américain, mais sur le plan tactique, il faut en tenir pleinement compte. Pour lutter contre lui, nous devons accorder de l'importance à chaque combat, à chaque question concrète.

Aujourd'hui, les États-Unis sont puissants, mais à envisager les choses dans un cadre plus large, dans leur ensemble et à longue échéance, du fait qu'ils sont impopulaires, que leur politique est détestée et qu'ils oppriment et exploitent le peuple, le tigre est voué à la mort. Par conséquent, il n'a rien de terrible, et on peut le mépriser.

Cependant, les États-Unis sont encore puissants, leur production annuelle d'acier dépasse 100 millions de tonnes, et ils se livrent partout à l'agression. Nous devons donc continuer à lutter avec eux, et avec vigueur, afin de leur disputer les positions une à une.

Et cela prendra du temps.

Il semble que pour les pays d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, la seule voie à suivre, c'est de poursuivre la querelle avec les États-Unis, d'aller jusqu'au bout, jusqu'à la destruction du tigre en papier sous l'effet du vent et de la pluie.

Pour lutter contre l'impérialisme américain, les gens d'origine européenne dans les pays d'Amérique latine doivent s'unir avec les indiens autochtones. Peut-être pourrait-on diviser en deux catégories de blancs immigrés d'Europe: les dominateurs et les dominés.

Ainsi il serait plus facile à ces derniers de se rapprocher des autochtones, parce qu'ils se trouvent dans des conditions semblables.

Nos amis d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique se trouvent dans les mêmes conditions et font le même travail que nous : œuvrer dans l'intérêt du peuple pour réduire l'oppression que l'impérialisme exerce sur lui. Si nous faisons un bon travail, nous pourrions supprimer radicalement l'oppression de l'impérialisme. En cela, nous sommes camarades.

Dans la lutte contre l'oppression de l'impérialisme, rien qui soit essentiel ne nous distingue, si ce n'est nos régions, nos nations et nos langues. Par contre, nous différons par essence de l'impérialisme, et sa seule vue nous inspire de la répugnance.

A quoi bon l'impérialisme? Le peuple chinois n'en a pas besoin, les peuples du monde entier non plus. L'impérialisme n'a aucune raison d'être. » (L'impérialisme américain est un tigre en papier)

Et sur la guerre comme continuation de la politique et comme solution du problème de la conquête et de la défense du Pouvoir.

Commençons par la condition inévitable de la révolution et de la guerre révolutionnaire dans la société de classes :

« La guerre, qui a commencé avec l'apparition de la propriété privée et des classes, est la forme suprême de lutte pour résoudre, à une étape déterminée de leur développement, les contradictions entre classes, entre nations, entre États ou entre blocs politiques. »
(Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine)

« Dans la société de classes, les révolutions et les guerres révolutionnaires sont inévitables (...). Sans elles, il est impossible de réaliser des bonds dans le développement de la société, de renverser la classe réactionnaire dominante et de permettre au peuple de prendre le pouvoir. » (De la contradiction)

« L'histoire montre que les guerres se divisent en deux catégories: les guerres justes et les guerres injustes. Toute guerre progressiste est juste et toute guerre qui fait obstacle au progrès est injuste.

Nous autres communistes, nous luttons contre toutes les guerres injustes qui entravent le progrès, mais nous ne sommes pas contre les guerres progressistes, les guerres justes. Nous communistes, non seulement nous ne luttons pas contre les guerres justes, mais encore nous y prenons part activement. » (De la guerre prolongée)

« La guerre, ce monstre qui fait s'entre-tuer les hommes, finira par être éliminée par le développement de la société humaine, et le sera même dans un avenir qui n'est pas lointain.

Mais pour supprimer la guerre, il n'y a qu'un seul moyen: opposer la guerre à la guerre, opposer la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire, opposer la guerre nationale révolutionnaire à la guerre nationale contre-révolutionnaire, opposer la guerre révolutionnaire de classe à la guerre contre-révolutionnaire de classe. » (Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine)

En ce qui concerne le côté positif de la guerre :

« Une grande révolution ne peut pas ne pas passer par une guerre civile. C'est une loi. Si l'on ne voit que le côté négatif de, la guerre et non son côté positif, on n'a qu'une vue partielle du problème de la guerre.

Et, parler uniquement du caractère destructif de la guerre est nuisible à la révolution populaire. » (Notes de lecture sur le « Manuel d'économie politique de l'Union soviétique »)

Et face à la position réactionnaire de centrer sur les armes :

« C'est la théorie dite 'les armes décident de tout', qui est une façon mécaniste d'aborder la question de la guerre et un point de vue subjectiviste et unilatéral sur celle-ci. A la différence des partisans de cette théorie, nous considérons non seulement les armes mais aussi les hommes.

Les armes sont un facteur important, mais non décisif, de la guerre.

Le facteur décisif c'est l'homme et non le matériel. Le rapport de forces se détermine non seulement par le rapport des puissances militaires et économiques, mais aussi par le

rapport des ressources humaines et des forces morales. C'est l'homme qui dispose des forces militaires et économiques. » (De la guerre prolongée)

Également :

« Depuis que l'histoire existe, dans les guerres révolutionnaires, ceux qui ont des armes de qualité inférieure l'emportent toujours sur ceux qui possèdent des armes de qualité supérieure. En Chine, pendant les périodes de la guerre civile, de la Guerre de Résistance contre le Japon et de la Guerre de Libération, nous n'avions pas le, pouvoir dans tout le pays et nous ne possédions pas d'arsenaux modernes.

Vouloir absolument disposer des armes les plus modernes avant de s'engager dans la guerre, c'est se désarmer soi-même. » (Notes de lecture sur le « Manuel d'économie politique de l'Union soviétique »)

Soulignant l'activité consciente dans l'action belliqueuse, le Président Mao définit :

« L'activité consciente est un trait distinctif de l'homme. Ce trait, l'homme le manifeste avec beaucoup de force dans la guerre. Il est vrai que l'issue de la guerre dépend d'un grand nombre de conditions propres à chacune des parties belligérantes, conditions militaires, politiques, économiques, géographiques, ainsi que du caractère de la guerre et de l'ampleur de l'aide internationale.

Mais elle ne dépend pas uniquement de ces conditions. Ces conditions ne font que poser la possibilité de l'une ou de l'autre issue de la guerre. Par elles-mêmes, elles ne font ni la victoire, ni la défaite. Pour amener la décision, il faut encore des efforts subjectifs ; c'est la direction et la conduite des opérations, c'est l'activité consciente dans la guerre.

Ceux qui dirigent la guerre ne peuvent s'attendre à remporter la victoire en sortant du cadre défini par les conditions objectives, mais ils peuvent et ils doivent s'efforcer de remporter la victoire, par leur action consciente, dans ce cadre même.

La scène où se déroulent leurs activités est bâtie sur ce qui est permis par les conditions objectives, mais ils peuvent, sur cette scène, conduire des actions magnifiques, d'une grandeur épique.

S'appuyant sur les conditions matérielles objectives données, ceux qui dirigent notre Guerre de Résistance doivent montrer de quoi ils sont capables et mettre en œuvre toutes les forces dont ils disposent pour écraser l'ennemi de notre nation, changer la situation de notre société et de notre pays victimes de l'agression et de l'oppression, et édifier une Chine nouvelle où règnent la liberté et l'égalité. C'est ici que peut et doit s'exercer notre capacité subjective de diriger la guerre.

Nous ne voulons pas que ceux qui dirigent notre Guerre de Résistance se détachent des conditions objectives et deviennent des têtes brûlées frappant à tort et à travers, mais nous tenons à ce qu'ils deviennent des capitaines courageux et clairvoyants.

Ils ne doivent pas seulement avoir le courage d'écraser l'ennemi, ils doivent aussi savoir dominer tout le cours de la guerre, dans toutes ses vicissitudes et tous ses développements.

Les chefs militaires, nageant dans l'immense océan de la guerre doivent non seulement se garder de se noyer, mais encore être capables d'atteindre sûrement le rivage opposé à brasses mesurées.

La stratégie et la tactique en tant que lois de la conduite de la guerre sont l'art de savoir nager dans l'océan de la guerre. » (De la guerre prolongée)

Et en relation avec la bombe atomique (« tigre en papier »), le chantage atomique et la guerre mondiale :

« Quant à nous, nous nous tenons à deux principes: premièrement, nous ne voulons pas la guerre et deuxièmement, si l'on porte l'agression contre nous, nous riposterons fermement. C'est dans cet esprit que nous éduquons les membres du Parti communiste et notre peuple. Le chantage atomique des États-Unis ne peut intimider le peuple chinois.

Notre pays compte 600 millions d'habitants et s'étend sur 9 600 000 kilomètres carrés. Les quelques bombes atomiques dont disposent les États-Unis ne sauraient exterminer les Chinois.

À supposer même qu'elles aient une puissance telle qu'une fois lancées sur la Chine, elles transperçeraient le globe terrestre ou le feraient sauter, cela pourrait être un grand événement pour le système solaire, mais compterait peu pour l'ensemble de l'univers.

Nous avons une expression coutumière: le millet plus les fusils. Pour les États-Unis, c'est les avions plus les bombes atomiques. Mais, si les États-Unis, avec leurs avions et leurs bombes atomiques, déclenchaient une guerre d'agression contre la Chine, c'est certainement la Chine qui, avec son millet et ses fusils, remporterait la victoire.

Les peuples du monde entier nous apporteraient leur soutien. Comme résultat de la Première guerre mondiale, le tsar, les propriétaires fonciers et capitalistes furent balayés en Russie.

Et la Seconde guerre mondiale a eu pour résultat le renversement de Tchiang Kaï-chek et des propriétaires fonciers en Chine, de même que la libération des pays d'Europe orientale et de certains pays d'Asie.

Si les États-Unis déclenchaient une troisième guerre mondiale et si elle devait durer, disons huit ou dix ans, elle aboutirait à la liquidation des classes dominantes aux États-Unis ainsi qu'en Grande-Bretagne et dans les autres pays complices; on verrait alors apparaître dans la plus grande partie du monde des États dirigés par les partis communistes.

L'issue de la guerre mondiale n'est donc pas favorable aux bellicistes, mais aux partis communistes et aux peuples révolutionnaires du monde. Si ces bellicistes tiennent à déclencher la guerre, ils ne devront pas nous reprocher de faire la révolution, c'est-à-dire de nous livrer à des « activités subversives » comme ils disent à tout bout de champ.

S'ils ne provoquent pas la guerre, ils pourront survivre un peu plus longtemps sur la

Terre. Mais plus tôt ils déclencheront la guerre, plus rapidement ils seront éliminés de notre globe.

Il sera alors possible d'instaurer une organisation des nations unies populaires, dont le siège pourrait s'installer à Shanghai, quelque part en Europe, ou même toujours à New York au cas où les bellicistes américains auraient été totalement liquidés. » (Le peuple chinois ne se laisse pas intimider par la bombe atomique).

Ferme position liée au grand appel :

« Peuples du monde entier, unissons-nous et opposons-nous à la guerre d'agression que déchaîne l'impérialisme et le social-impérialisme, opposons-nous spécialement à la guerre d'agression où les bombes atomiques sont utilisées comme des armes !

Si une telle guerre éclate, nous, les peuples du monde entier, devons l'éliminer avec la guerre révolutionnaire, et nous devons nous y préparer dès maintenant! »

Et la thèse de grande importance :

« Pour ce qui est de la guerre mondiale, il n'y a au fond que deux possibilités: ou c'est la guerre qui provoque la révolution, ou c'est la révolution qui conjure la guerre. »

Finalement, sur ce point, le centre de la théorie et de la pratique militaire du marxisme-léninisme-maoïsme, c'est la guerre populaire, signalée dans les termes suivants, dans « Sur le Gouvernement de Coalition », en partant du fait que l'armée de type nouveau, sous la direction d'un véritable Parti Communiste, est la seule capable de la développer :

« Cette armée est forte parce que les hommes qui la composent obéissent à une discipline consciente; ils se sont unis et combattent non pour les intérêts d'une poignée de gens ou d'un groupe restreint, mais pour les intérêts des larges masses populaires, pour les intérêts de la nation toute entière.

Se tenir fermement aux côtés du peuple chinois, servir de tout cœur le peuple chinois, tel est l'unique dessein de cette armée.

Guidée par un tel dessein, cette armée va toujours de l'avant, intrépide et décidée à triompher de n'importe quel ennemi. Jamais elle ne se laissera soumettre. Quelles que soient les circonstances, et aussi difficiles qu'elles puissent être, elle se battra jusqu'au dernier homme.

Guidée par un tel dessein, cette armée connaît une remarquable cohésion dans ses rapports internes comme dans ses relations extérieures.

À l'intérieur de l'armée, la cohésion règne dans les rapports entre officiers et soldats, entre supérieurs et subordonnés, entre le travail militaire proprement dit, le travail politique et les services de l'Intendance ; à l'extérieur, elle règne dans les relations entre l'armée et le peuple, entre l'armée et les organes du pouvoir, entre nos troupes et les troupes amies. Tout ce qui peut nuire à cette cohésion doit être banni.

Guidée par un tel dessein, cette armée applique une politique juste afin de gagner à elle

les officiers et les soldats de l'ennemi; elle agit de même dans le traitement des prisonniers de guerre.

Tous ceux qui se rendent à nous, qui passent de notre côté ou qui, après avoir déposé les armes, désirent participer à la lutte contre l'ennemi commun seront les bienvenus et recevront une éducation appropriée. Il n'est permis à personne de tuer, de maltraiter ou d'humilier un prisonnier de guerre.

Guidée par un tel dessein, cette armée a élaboré une série de principes stratégiques et tactiques indispensables à la guerre populaire.

Elle sait mener la guerre de partisans avec mobilité et souplesse, en s'adaptant aux conditions concrètes d'une situation changeante ; elle sait également mener la guerre de mouvement.

Guidée par un tel dessein, cette armée a créé un système de travail politique indispensable à la guerre populaire et qui vise à promouvoir la cohésion dans ses rangs, l'union avec les troupes amies ainsi que l'union avec le peuple, à provoquer la désagrégation de l'armée ennemie et à assurer la victoire dans les combats.

Guidée par un tel dessein, cette armée toute entière peut, dans les conditions de la guerre de partisans, entreprendre, comme elle l'a déjà fait, la production des céréales et d'autres biens de première nécessité, en utilisant les intervalles entre les combats, ainsi que les heures libres qui suivent l'entraînement, ce qui lui permet de subvenir elle-même, totalement, pour moitié ou pour une petite partie, à ses propres besoins et de surmonter ainsi les difficultés économiques, d'améliorer ses conditions matérielles et d'alléger la charge du peuple.

Elle a en outre exploité toutes les possibilités pour créer dans ses bases d'appui un grand nombre de petites usines d'armement.

De plus, cette armée est forte parce qu'elle est appuyée dans ses opérations par les vastes organisations armées des masses que sont les forces populaires d'autodéfense et la milice populaire.

Dans les régions libérées de Chine, toute la jeunesse ainsi que les adultes des deux sexes s'organisent en forces populaires d'autodéfense antijaponaises, sur la base du volontariat et des principes démocratiques, et sans se détacher de la production.

Les éléments d'élite de ces forces d'autodéfense, à l'exception de ceux qui rejoignent l'armée et les détachements de partisans, s'organisent en milice populaire. Sans l'appui de ces forces armées des masses, il serait impossible de vaincre l'ennemi.

Enfin, cette armée est forte parce qu'elle se compose de deux parties, les forces principales et les unités territoriales; les premières peuvent à tout moment être appelées à exécuter des opérations qui ne se limitent pas à une seule région, tandis que les secondes ont uniquement pour tâche de défendre leur propre région ou d'y porter des coups à l'adversaire, de concert avec la milice populaire et les forces d'autodéfense.

La population approuve entièrement cette juste répartition des tâches. Si l'on ne

procédait pas de cette manière, si, par exemple, on ne prêtait attention qu'aux forces principales en négligeant le rôle des unités territoriales, il serait également impossible, dans les conditions où se trouvent les régions libérées de Chine, de vaincre l'ennemi.

Les unités territoriales ont formé un grand nombre d'équipes de travail armées, composées d'hommes bien entraînés et, partant, mieux préparés au travail militaire et politique, ainsi qu'au travail de masse ; de grands succès ont été remportés par ces équipes, qui, en pénétrant profondément dans les régions occupées, ont porté des coups à l'ennemi, soulevé les masses populaires contre l'envahisseur japonais et appuyé par là même les opérations menées de front dans les régions libérées.

Sous la direction du Pouvoir démocratique, un appel a été lancé, dans les régions libérées de Chine, à toute la population civile en lutte contre l'envahisseur pour qu'elle se groupe dans des organisations d'ouvriers, de paysans, de jeunes ou de femmes, dans des organisations culturelles, professionnelles ou autres, qui, pour soutenir l'armée, accompliront avec ardeur les tâches les plus variées.

Il s'agit non seulement d'encourager la population à s'enrôler, à transporter les vivres pour le compte de l'armée, à prendre soin des familles des combattants, à aider l'armée à résoudre ses difficultés matérielles, mais également de mobiliser les détachements de partisans, la milice populaire et les forces d'auto-défense, afin qu'ils déclenchent et développent un mouvement pour l'exécution de coups de main et la pose de mines, qu'ils accomplissent des missions de reconnaissance, liquident traîtres et espions, transportent et protègent les blessés, apportant ainsi une aide directe aux opérations de l'armée. En même temps, toute la population des régions libérées travaillera avec ardeur à l'édification dans les domaines politique, économique et culturel, ainsi que dans le domaine de la santé publique.

L'essentiel est de mobiliser toute la population pour la production des céréales et des articles de consommation courante, et, d'autre part, d'obtenir de tous les organismes et de toutes les écoles, à l'exception de ceux qui se trouvent dans des circonstances particulières, qu'ils participent durant les heures libres au travail productif en vue de pourvoir à leurs propres besoins et qu'ils s'associent ainsi au mouvement déclenché dans le même but par la population civile et par l'armée.

On pourra alors susciter un immense élan pour la production, qui permettra de soutenir une Guerre de Résistance prolongée. Dans les régions libérées, les dégâts causés par l'ennemi sont extrêmement sérieux, et les inondations, la sécheresse, les dommages occasionnés par les insectes nuisibles y sont fréquents.

Mais, sous la direction du pouvoir démocratique, la population a surmonté et surmonte avec méthode toutes ces difficultés. Des succès sans précédent ont été obtenus dans le grand mouvement de masse lancé en vue de combattre les sauterelles et les inondations et de secourir les sinistrés, c'est cela qui nous a permis de soutenir si longtemps la Guerre de Résistance.

Bref, tout pour le front, tout pour la défaite de l'envahisseur japonais et la libération du peuple chinois, tel est le mot d'ordre général, telle est la politique générale pour l'armée et la population civile des régions libérées de Chine.

Voilà la véritable guerre populaire, la seule qui nous permette de vaincre l'ennemi de la nation. Si le Kuomintang subit des défaites, c'est qu'il s'oppose frénétiquement à la guerre populaire.

Lorsque l'armée des régions libérées de Chine sera dotée d'armes modernes, elle sera encore plus puissante et elle pourra écraser définitivement l'envahisseur japonais. »

Et à propos de cette même question fondamentale, la lutte de classes, voyons, avec le Président Mao, un autre thème de base: masses et révolution.

Partons des positions de principe du maoïsme qui suivent :

« Le marxisme comporte de multiples principes qui se ramènent en dernière analyse à une seule phrase : 'On a raison de se révolter'.

Pendant des millénaires, il a toujours été prétendu qu'on a raison d'opprimer et d'exploiter et qu'on a tort de se révolter.

Mais le marxisme apparaît et renverse ce vieux verdict. C'est là un de ses grands mérites.

C'est au cours de sa lutte que le prolétariat est parvenu à cette vérité et Marx l'a alors érigée en principe. Guidé par ce principe, on résiste, on lutte, on forge le socialisme. »

« L'internationale et l'article de Lénine sont d'un bout à l'autre l'expression d'une position et d'une conception marxiste. Ce qu'ils disent, c'est que les esclaves devraient se dresser et lutter pour la vérité.

Il n'y a jamais eu de sauveur suprême et nous ne pouvons pas compter sur les dieux ou les empereurs. Nous comptons entièrement sur nous-mêmes pour notre salut.

Qui a créé le monde des hommes ? Ce sont les masses laborieuses. »

« Le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle ».

« Sous la direction du Parti Communiste, tant qu'il y aura des hommes, on pourra réaliser toutes sortes de miracles. »

« Aller à contre-courant est un principe du marxisme-léninisme. »

« Lutte de classes, certaines classes sont victorieuses, d'autres sont éliminées. Cela, c'est l'histoire; c'est l'histoire des civilisations depuis des millénaires.

Interpréter l'histoire d'après ce point de vue, cela s'appelle le matérialisme historique, se placer à l'opposé de ce point de vue, c'est de l'idéalisme historique. »

Et :

« Les communistes ne renonceront jamais à leur idéal de socialisme et de communisme. »

Et sur le prolétariat, la dernière classe de l'humanité :

« Le prolétariat est la classe la plus prestigieuse de l'histoire de l'humanité » ; « suivre l'enseignement de Marx selon lequel le prolétariat ne peut se libérer définitivement qu'en émancipant toute l'humanité » ; « nous devons nous appuyer de tout cœur sur la classe ouvrière » ; « la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout ».

« Par ailleurs, elle (la classe ouvrière) doit élever son niveau de conscience politique au cours de la lutte. »

Et :

« La classe ouvrière transforme toute la société dans la lutte de classes et dans la lutte contre la nature; en même temps, elle se transforme elle-même. La classe ouvrière doit apprendre sans interrompre son travail, surmonter peu à peu ses défauts, et ne jamais stagner. »

De même sur la paysannerie, principalement la paysannerie pauvre, et ses luttes :

« C'est ce que certains appellent commettre des 'excès', 'courber en sens inverse aux fins de redresser', 'commettre des actes scandaleux'. En apparence, de tels jugements semblent raisonnables; en réalité, ils sont tout aussi erronés.

En premier lieu, si les paysans ont commis de tels actes, c'est qu'ils ont été poussés à bout par les despotes locaux, les mauvais hobereaux, les propriétaires fonciers coupables de forfaits.

Ces gens ont de tout temps usé de leur pouvoir pour tyranniser et écraser les paysans; c'est pourquoi ceux-ci ont réagi avec tant de force.

Les révoltes les plus violentes, les désordres les plus graves se sont invariablement produits là où les despotes locaux, les mauvais hobereaux, et les propriétaires fonciers coupables de forfaits se sont livrés aux pires outrages.

L'œil du paysan voit juste. Les paysans se rendent parfaitement compte si celui-ci est mauvais et si celui-là ne l'est pas, si celui-ci a été particulièrement cruel et si celui-là l'a été moins, s'il faut traiter celui-ci avec rigueur et celui-là avec clémence; il est rare que le châtement ne corresponde pas à la faute.

Deuxièmement, la révolution n'est ni un dîner de gala ni une œuvre littéraire, ni un dessin ni une broderie; elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse, ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme. La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre.

La révolution à la campagne, c'est le renversement, par la paysannerie, du pouvoir féodal des propriétaires fonciers.

A moins de déployer les plus grands efforts, la paysannerie n'arrivera jamais à renverser le pouvoir des propriétaires fonciers, qui s'est solidement établi au cours des

millénaires. Il faut une puissante poussée révolutionnaire à la campagne pour mettre en mouvement les millions de paysans qui formeront une force considérable.

Les 'excès' dont on vient de parler proviennent justement de cette force engendrée chez les paysans par la puissante poussée révolutionnaire qui s'est développée à la campagne. Dans la seconde période du mouvement paysan (celle de l'action révolutionnaire), ces 'excès' sont tout à fait nécessaires.

Il s'agit alors d'asseoir l'autorité absolue des paysans, d'interdire toute attaque perfide contre les unions paysannes, de renverser complètement le pouvoir des hobereaux, de jeter ces derniers au sol et même de mettre le pied dessus.

Au cours de cette seconde période, tous les actes qualifiés d'excès' revêtent une importance révolutionnaire. Pour le dire carrément, il est nécessaire que s'établisse dans chaque région rurale une brève période de terreur.

Sinon, il serait absolument impossible d'y réprimer l'activité des contre-révolutionnaires et de renverser le pouvoir des hobereaux. Pour redresser quelque chose, on est obligé de le courber en sens inverse ; sinon on ne peut le rendre droit.

Bien que l'opinion de ceux qui critiquent les 'excès' se distingue apparemment de celle du premier groupe qui disent 'Ça va très mal!', elle procède au fond du même point de vue: c'est la théorie même des propriétaires fonciers, au service des seuls intérêts des classes privilégiées. Aussi, devons-nous combattre résolument cette théorie qui fait obstacle à l'essor du mouvement paysan et qui, en dernière analyse, sape la révolution.

En somme, tous ceux que les hobereaux méprisaient autrefois, qu'ils foulaient aux pieds, tous ceux qui ne pouvaient trouver de place dans la société, qui n'avaient pas le droit d'ouvrir la bouche, redressent maintenant la tête - et voilà que non seulement ils redressent la tête mais prennent le pouvoir en main. Ils sont les maîtres dans les unions paysannes des cantons (l'échelon le plus bas de l'organisation).

Ils ont transformé ces unions en une force redoutable. ils ont levé la main, leur main calleuse, sur les hobereaux... Ils donnent des ordres et commandent en maîtres. Autrefois ils étaient inférieurs à tous, ils sont maintenant supérieurs à tous, et c'est ce qu'on appelle le monde renversé (...).

Il a été dit ci-dessus que les paysans avaient accompli une œuvre révolutionnaire jamais réalisée jusque-là et qu'ils avaient fait un important travail pour la révolution nationale.

Mais peut-on dire que toute la paysannerie a pris part à cette grande œuvre révolutionnaire ? Non. Il y a trois catégories de paysans : les riches, les moyens et les pauvres... (...)

La force principale, dans ce combat dur et obstiné qui se poursuit à la campagne, a toujours été constituée par les paysans pauvres. Durant la phase de travail clandestin comme durant la phase d'activité au grand jour, ils ont toujours mené une lutte énergique. Ce sont eux qui acceptent le plus volontiers la direction du Parti communiste.

Ils sont les ennemis jurés des despotes locaux et des mauvais hobereaux et, sans la

moindre hésitation, ils prennent d'assaut leurs forteresses. Aux paysans riches, ils déclarent : « Il y a déjà longtemps que nous avons adhéré à l'union paysanne, qu'est-ce que vous attendez pour en faire autant? ».

Et les paysans riches de leur répondre d'un ton moqueur: « Vous qui n'avez même pas une tuile au-dessus de votre tête, pas même un morceau de terre grand comme une pointe d'épingle, qu'est-ce qui pourrait vous retenir d'adhérer à l'union paysanne? ».

C'est vrai, les paysans pauvres n'ont rien à perdre. Beaucoup d'entre eux, en effet, n'ont pas même une tuile au-dessus de leur tête, pas même un morceau de terre grand comme une pointe d'épingle'. Pourquoi donc n'entreraient-ils pas dans les unions paysannes ? (...)

La masse énorme des paysans pauvres, qui représente 70 pour cent de la population rurale, forme l'épine dorsale des unions paysannes, l'avant-garde dans la lutte pour le renversement des forces féodales, les glorieux pionniers de la grande cause de cette révolution restée si longtemps inachevée.

Sans les paysans pauvres (les 'va-nu-pieds', comme les appellent les hobereaux), la révolution à la campagne n'aurait jamais pu atteindre l'ampleur qu'elle connaît actuellement ; sans eux, il aurait été impossible de renverser les mauvais hobereaux et les despotes locaux et d'accomplir la révolution démocratique. En tant qu'éléments les plus révolutionnaires, les paysans pauvres se sont assurés la direction dans les unions paysannes... (...)

Il est absolument nécessaire que le rôle dirigeant dans les unions paysannes revienne aux paysans pauvres. Sans eux, il n'y aurait pas de révolution. Se refuser à reconnaître le rôle des paysans pauvres, c'est se refuser à reconnaître la révolution.

Les attaquer, c'est attaquer la révolution. La direction générale donnée à la révolution par les paysans pauvres a toujours été juste. » [Sur l'enquête dans le Hounan à propos du mouvement paysan (despotes locaux et mauvais hobereaux : les propriétaires fonciers, les paysans riches. Fonctionnaires à la retraite ou gens riches de la vieille société chinoise qui, avec leur influence et leur pouvoir, faisaient et défaisaient à la campagne)]

Le Président Mao Zedong a signalé que la lutte de classes était entrée dans une « grande époque de changement radical » ; cette thèse d'une importance capitale doit orienter notre lutte et, en conséquence, nous devons prendre du maoïsme tout ce qui peut servir un tel but.

Donc, partir de ce qu'il a établi en 1962 :

« L'époque dans laquelle nous entrons et qui s'étendra sur une cinquantaine, voire une centaine d'années, sera une grande époque.

Elle verra un changement radical du système social à l'échelle mondiale. Ce sera une époque de grands bouleversements, une époque sans pareille dans l'histoire. À une telle époque, nous devons être prêts à engager des luttes grandioses qui, à bien des égards, différeront des formes de lutte qui avaient eu cours dans le passé. »

Époque pour laquelle il précise, dans les termes suivants, la perspective de l'impérialisme et la tâche des peuples du monde :

« Les impérialistes n'en ont plus pour longtemps, car ils commettent tous les méfaits possibles. Ils se font une spécialité de soutenir les réactionnaires hostiles au peuple dans les différents pays. Ils occupent beaucoup de colonies, semi-colonies et bases militaires, ils menacent la paix d'une guerre atomique.

Ce qui fait que plus de 90 pour cent de la population du monde se dressent ou vont se dresser en masse contre eux. Les impérialistes sont encore vivants. Ils continuent à faire régner l'arbitraire en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

En Occident, ils oppriment encore les masses populaires de leurs pays respectifs. Cette situation doit changer. Il appartient aux peuples du monde entier de mettre fin à l'agression et à l'oppression de l'impérialisme, et principalement de l'impérialisme américain. » (Aux correspondants de l'Agence Hsinhua)

De la même manière, il définit une nouvelle période historique :

« Le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain ont commis tant de méfaits et d'infamies que les peuples révolutionnaires du monde ne les laisseront pas impunis. Les peuples du monde se dressent. Une nouvelle époque a déjà commencé, celle de la lutte contre impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. »

Cette époque et ses conditions concrètes exigent d'accorder l'importance qu'il se doit aux contradictions entre les pays impérialistes :

« Nous devons considérer les luttes entre les pays impérialistes comme des événements importants. Lénine et Staline les considéraient comme tels. Ils qualifiaient ces luttes de forces de réserve de la révolution. La Chine a aussi bénéficié de ces luttes au temps où elle organisait ses bases d'appui révolutionnaires.

Dans le passé, il existait en Chine des contradictions entre les différentes factions de la classe des propriétaires fonciers et des *compradores*.

Derrière ces contradictions se dissimulaient les contradictions entre les différents pays impérialistes.

Aussi longtemps que nous avons su tirer profit de ces contradictions internes de l'impérialisme, nous n'avons eu à combattre directement, à une même période, qu'une partie des forces ennemies et non toutes ces forces réunies. En outre, nous avons souvent pu trouver le temps de nous reposer et de nous regrouper.

C'est le nombre élevé des contradictions internes de l'impérialisme qui a été l'une des causes les plus importantes de la consolidation de la victoire de la révolution d'Octobre. À l'époque, il y eut l'intervention armée de quatorze pays. Mais les troupes envoyées par chacun des pays étaient peu nombreuses.

D'autre part, les quatorze pays n'étaient pas d'accord entre eux et menaient des intrigues à qui mieux mieux. Ce fut la même chose pendant la guerre de Corée.

Les États-Unis et leurs alliés n'ont pas agi d'un commun accord. La guerre ne s'est pas étendue car, d'une part, les États-Unis hésitaient et, d'autre part, l'Angleterre et la France ne le voulaient pas. La bourgeoisie internationale est actuellement très inquiète. Chaque fois, lorsque le vent agite les herbes, elle a peur. Elle est très vigilante mais, chez elle, le désordre est grand.

Depuis la Seconde guerre mondiale, les crises économiques de la société capitaliste sont différentes de celles qui se produisaient au temps de Marx. Elles évoluent. Auparavant, elles se produisaient généralement une fois tous les sept, huit ou dix ans.

Or, de la Seconde guerre mondiale jusqu'en 1959, en l'espace de quatorze ans, il s'est produit trois crises économiques capitalistes.

La situation internationale actuelle est beaucoup plus tendue que celle qu'on a connue après la Première guerre mondiale. A cette époque, le capitalisme se trouvait encore dans une période de stabilité relative. La révolution avait échoué dans tous les pays à l'exception de l'Union soviétique.

L'Angleterre et la France arboraient un air fier et la bourgeoisie de tous les pays ne craignaient pas encore beaucoup l'Union soviétique. Le système du colonialisme Impérialiste demeurait intact bien que des colonies aient été retirées à l'Allemagne. Après la Seconde guerre mondiale, trois puissances impérialistes vaincues se sont effondrées.

L'Angleterre et la France, affaiblies, étaient sur le déclin. La révolution socialiste avait triomphé dans plus de dix pays.

Le système colonial se désagrégeait, le monde capitaliste n'a plus retrouvé la stabilité relative qu'il avait connue après la Première guerre mondiale. » (Annexe aux « Annotations des Problèmes économiques du socialisme en URSS » de Staline)

C'est dans ce cadre et ses caractéristiques que le Président Mao soutient sa thèse de « Trois mondes se dessinent », concrétisée ainsi en 1974 :

« À mon avis, les États-Unis et l'Union soviétique constituent le premier monde. Les forces intermédiaires, telles que le Japon, l'Europe et le Canada, forment le second monde. Quant à nous, nous sommes du tiers-monde. »

« Le Tiers-monde a une population fort nombreuse. Toute l'Asie à l'exception du Japon, fait partie du Tiers-monde. L'ensemble de l'Afrique appartient au Tiers-monde, l'Amérique Latine aussi. »

Thèse absolument opposée à la thèse révisionniste « théorie des trois mondes » de Deng et sa suite. La thèse des « Trois mondes se dessinent » est liée aux positions soutenues par le Président Mao, l'année 1946, lors de la « Conversation avec A. L. Strong » :

« Les États-Unis et l'Union soviétique sont séparés par une zone très vaste qui englobe de nombreux pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux en Europe, en Asie et en Afrique.

Avant que les réactionnaires américains n'aient assujéti ces pays, une attaque contre l'Union soviétique est hors de question. »

Et, l'année 1957, dans le « Discours prononcé à la conférence des secrétaires » :

« ...la situation internationale. Au Moyen-Orient, il s'est produit l'affaire du Canal de Suez. Un homme, du nom de Nasser, a nationalisé ce canal; un autre, qui s'appelle Eden, y a envoyé un corps expéditionnaire; là-dessus un troisième, nommé Eisenhower, a entrepris de chasser les Anglais pour s'emparer de cette zone.

La bourgeoisie britannique, passée maître en fait de ruses et de rouerie, s'y connaît dans l'art de composer au moment opportun.

Mais aujourd'hui, elle a laissé tomber le Moyen-Orient entre les mains des Américains. Bévée énorme !

Y en a-t-il beaucoup de pareilles dans son histoire ? Pourquoi, cette fois-ci, a-t-elle perdu la tête au point de commettre une telle erreur ?

C'est que, n'ayant pu garder son sang-froid sous l'effet de la trop violente pression des États-Unis, elle a tenté de reprendre le Moyen-Orient et de faire obstacle aux États-Unis.

Le fer de lance de la Grande-Bretagne est-il dirigé principalement contre l'Égypte ? Mais non. La Grande-Bretagne vise les États-Unis, et vice versa.

Cette affaire permet de voir où se trouve le point clé de la lutte dans le monde aujourd'hui.

Certes, les contradictions entre les pays impérialistes et les pays socialistes sont très aiguës, mais actuellement les pays impérialistes se disputent des territoires sous prétexte de s'opposer au communisme.

Et quels territoires ?

Ceux d'Asie et d'Afrique, qui comptent un milliard d'hommes. À l'heure qu'il est, leur rivalité est axée sur le Moyen-Orient, région d'une haute importance stratégique, et notamment la zone du Canal de Suez, en Égypte.

Là-bas, il y a deux types de contradictions et trois forces qui sont en conflit. Voyons d'abord les deux types de contradictions; celles qui existent entre les pays impérialistes, c'est-à-dire entre les États-Unis et la Grande-Bretagne ou entre les États-Unis et la France; et celles qui opposent l'impérialisme aux nations opprimées.

Passons ensuite aux trois forces: la première, ce sont les États-Unis, le pays impérialiste le plus puissant ; en second lieu, il y a la Grande-Bretagne et la France, pays impérialistes de deuxième ordre; et troisièmement, les nations opprimées.

Le théâtre principal de la rivalité des impérialistes, c'est actuellement l'Asie et l'Afrique, où des mouvements d'indépendance nationale ont vu le jour. Les méthodes

que les États-Unis emploient, ce sont et la douceur et la force des armes, comme c'est le cas au Moyen-Orient. »

Finalement sur cette question fondamentale, la lutte de classes, et particulièrement dans cette « grande époque », voyons comment nous poser le problème de la lutte pour la révolution en fonction du socialisme et du communisme, le grand but inéluctable de l'humanité, tout en suivant le maoïsme :

« Le communisme est le système complet de l'idéologie prolétarienne en même temps qu'un nouveau régime social. Cette idéologie et ce régime social diffèrent de toute autre idéologie et de tout autre régime social; ils sont les plus parfaits, les plus progressistes, les plus révolutionnaires, les plus rationnels de toute l'histoire de l'humanité. » (Sur la démocratie nouvelle)

« En fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste; c'est une loi objective, indépendante de la volonté humaine.

Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse. » (Intervention au Soviet Suprême de l'URSS pour la célébration du 40^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre)

C'est le point de départ nécessaire auquel il faut ajouter la nécessité du Parti Communiste :

« Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets.

Dans la période d'un peu plus d'un siècle qui s'est écoulée depuis la naissance du marxisme, c'est seulement après que les bolcheviks russes eurent donné l'exemple en dirigeant la Révolution d'Octobre et l'édification socialiste, et en triomphant de l'agression fasciste, que des partis révolutionnaires de type nouveau furent fondés et se développèrent dans le monde.

Depuis l'apparition de ces partis révolutionnaires, la physionomie de la révolution mondiale a changé. Le changement fut si grand que des transformations, entièrement inconcevables pour des gens de la vieille génération, surgirent, impétueuses et retentissantes.

Le Parti communiste chinois est précisément un parti qui s'est fondé et développé sur le Modèle du Parti communiste de l'U.R.S.S. Avec la naissance du Parti communiste chinois, la révolution chinoise prit un aspect entièrement nouveau. Tout cela n'est-il pas suffisamment clair? » (Forces révolutionnaires du monde entier, unissez-vous !)

Parti qui aujourd'hui ne peut pas être seulement marxiste-léniniste mais marxiste-léniniste-maoïste. Parti qui se guide sur:

« C'est la justesse de la ligne idéologique et politique qui décide de tout.

Quand la ligne du Parti est juste, tout le reste suit.

S'il n'a pas de partisans, alors il pourra en avoir, s'il n'a pas de fusils, alors il pourra en avoir ; s'il n'a pas de Pouvoir politique, alors il pourra avoir le Pouvoir politique. Si la ligne n'est pas juste, même ce qu'il a, il peut le perdre. »

Parti qui tient compte du fait que :

« Pour renverser un pouvoir, il faut nécessairement et en premier lieu préparer l'opinion et travailler dans le domaine de l'idéologie. Cela est valable aussi bien pour une classe révolutionnaire que pour une classe contre-révolutionnaire. »

Ainsi que, pour diriger la révolution :

« Lorsque son existence est menacée, la classe exploiteuse utilise toujours la violence. Dès qu'elle entrevoit une révolution, elle s'efforce de l'anéantir par la violence... La classe exploiteuse n'emploie pas seulement la violence pour lutter contre le régime populaire après l'établissement par le peuple d'un pouvoir révolutionnaire; elle l'utilise aussi pour réprimer le peuple révolutionnaire dès qu'il se lève pour prendre le Pouvoir. »

Et :

« Tous les réactionnaires cherchent à étouffer la révolution par le massacre, s'imaginant que plus ils tuent de gens, plus ils affaiblissent la révolution.

Mais contrairement à leurs desseins réactionnaires, plus ils massacrent de gens, plus les forces de la révolution grandissent et plus ils approchent de leur fin. C'est une loi inéluctable. »

Et principalement que :

« Toutes les luttes révolutionnaires dans le monde visent à prendre le pouvoir politique et à le consolider ». « Toute force réactionnaire au seuil de sa perte se lance nécessairement dans un ultime assaut. »

« Les peuples et nations opprimés ne doivent absolument pas s'en remettre, pour leur émancipation, à la 'sagesse' de l'impérialisme et de ses laquais. C'est seulement en renforçant leur unité et en persévérant dans la lutte qu'ils triompheront. »

« Que les peuples n'écoutent que leur courage, qu'ils osent livrer combat, qu'ils bravent les difficultés, qu'ils avancent par vagues successives, et le monde entier leur appartiendra. Les monstres seront anéantis. »

Parti pour lequel :

« La politique est le point de départ de toute action pratique d'un parti révolutionnaire et se manifeste dans le développement et l'aboutissement des actions de ce parti. Toute action d'un parti révolutionnaire est l'application de sa politique. S'il n'applique pas consciemment une politique, il l'applique aveuglément. Ce que nous appelons

expérience, c'est le processus d'application d'une politique et son aboutissement. C'est par la pratique du peuple seulement, c'est-à-dire par l'expérience, que nous pouvons vérifier si une politique est juste ou erronée, et déterminer dans quelle mesure elle est juste ou erronée.

Mais la pratique des hommes, spécialement la pratique d'un parti révolutionnaire et des masses révolutionnaires, se rattache nécessairement à une politique ou à une autre. Par conséquent, avant de mener une action, nous devons expliquer clairement aux membres du Parti et aux masses la politique que nous avons formulée à la lumière des circonstances données.

Sinon, les membres du Parti et les masses s'écarteront de la direction politique donnée par notre Parti, agiront à l'aveuglette et appliqueront une politique erronée. » (A propos de la politique concernant l'industrie et le commerce).

Et dont la construction se soumet à ce que le Président Mao établit :

« Les formes organisationnelles de la révolution doivent servir les besoins de la lutte révolutionnaire. Si une forme organisationnelle ne s'accorde plus avec les besoins de la lutte, elle doit être abolie » ; et « la tâche d'organisation doit être subordonnée à la tâche politique. »

Et à la grande orientation :

« Le front uni, la lutte armée et l'édification du Parti constituent donc les trois questions fondamentales qui se posent à notre Parti dans la révolution chinoise. Bien comprendre ces trois questions et leurs relations mutuelles, c'est pouvoir donner une direction juste à toute la révolution chinoise. »

Et concevant le Parti comme une contradiction le développer au milieu de la lutte de deux lignes en son sein, s'assujettissant à :

« Ou le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest, ou c'est le vent d'Ouest qui l'emporte sur le vent d'Est. Il n'y a pas de compromis possible quand il s'agit de la lutte de deux lignes. »

Ainsi que « des campagnes de rectification » pour développer la consolidation du Parti en ce qui concerne l'idéologie, la politique et l'organisation.

D'un autre côté, pour traiter la question nationale partir de :

« La lutte nationale est en dernière analyse, une lutte de classes. »

Tenir compte du fait que :

« Les grands pays et les pays riches méprisent les petits pays et les pays pauvres. Les pays occidentaux méprisent depuis toujours la Russie. La Chine d'aujourd'hui est encore méprisée. Et ce n'est pas sans raison que les autres nous méprisent, car nous sommes encore en retard... Le mépris des autres à notre égard nous est cependant bénéfique. Il nous oblige à travailler et à progresser. »

Et considérer sérieusement le problème des minorités :

« Nos minorités nationales forment une population de plus de 30 millions d'habitants. Bien qu'elles ne constituent que les 6 pour cent de la population totale du pays, elles vivent dans de vastes régions qui s'étendent sur 50 à 60 pour cent de tout le territoire.

C'est pourquoi il est absolument nécessaire que de bons rapports s'établissent entre les Hans et les minorités nationales.

La clé du problème est de surmonter le chauvinisme grand-han. Il faut en même temps surmonter le nationalisme local partout où il existe chez les minorités nationales.

Le chauvinisme grand han comme le nationalisme local sont préjudiciables à l'union de toutes les nationalités. Il s'agit là d'une des contradictions au sein du peuple qu'il faut résoudre. » (De la juste solution des contradictions au sein du peuple).

Pour ce qui est de la stratégie et de la tactique :

« Pour combattre l'ennemi, nous avons formé, au cours d'une longue période, ce concept, à savoir que, du point de vue stratégique, nous devons mépriser tous les ennemis, et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte.

En d'autres termes, nous devons mépriser l'ennemi dans son ensemble, mais en tenir sérieusement compte en ce qui concerne chaque situation concrète. Si nous ne méprisons pas l'ennemi dans son ensemble, nous tomberons dans l'opportunisme. Marx et Engels n'étaient que deux, pourtant ils affirmaient déjà que le capitalisme serait renversé dans le monde entier.

Mais sur les questions concrètes et sur les questions se rapportant à chaque ennemi particulier, si nous ne tenons pas suffisamment compte de l'ennemi, nous tomberons dans l'aventurisme. Dans la guerre, les batailles ne peuvent être livrées qu'une à une et les forces ennemies ne peuvent être anéanties qu'unité par unité. Les usines ne peuvent être bâties qu'une par une.

Un paysan ne peut labourer la terre que parcelle par parcelle. Il en est de même pour les repas. Stratégiquement prendre un repas ne nous fait pas peur : nous pourrions en venir à bout.

Pratiquement, nous mangeons bouchée par bouchée. Il nous serait impossible d'avaler le repas entier d'un seul coup. C'est ce qu'on appelle la solution un par un. Et en langage militaire, cela s'appelle écraser l'ennemi unité par unité ! » (Intervention à la Conférence de Moscou des Partis Communistes et des Ouvriers)

En la complétant avec ce que le Président Mao lui-même établit dans « Au sujet de notre politique » :

« Dans les rapports avec les différentes classes du pays, la politique fondamentale est de développer les forces progressistes, de gagner les forces intermédiaires et d'isoler les forces irréductibles anticomunistes. »

Et :

« Dans la lutte contre les irréductibles anticomunistes, exploiter les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité, écraser les adversaires un à un; avoir le bon droit de son côté, s'assurer l'avantage et garder la mesure. »

Dans le cadre de cette perspective, les intellectuels, les femmes et les jeunes doivent se guider sur :

« Sans la participation des intellectuels révolutionnaires, la victoire de la révolution est impossible. »

« Les intellectuels ne parviendront à rien s'ils ne s'intègrent pas aux masses ouvrières et paysannes.

En définitive la ligne de démarcation entre les intellectuels révolutionnaires et les non-révolutionnaires ou contre-révolutionnaires se situe dans leur disposition ou non à s'intégrer aux masses ouvrières et paysannes et dans leur attitude face à la pratique. »

Les femmes partant du fait que :

« La femme représente la moitié de la population. La condition économique de la femme travailleuse et l'oppression qu'elle subit plus que quiconque, montrent que la femme a un besoin urgent de révolution et quelle est une force qui déterminera la victoire ou la défaite de la révolution. »

Et suivant le principe maoïste sur l'émancipation de la femme faisant partie de l'émancipation du prolétariat, ils doivent saisir fermement :

« La révolution chinoise triomphera le jour où toutes les femmes du pays se seront dressées. »

« Une véritable égalité entre l'homme et la femme n'est réalisable qu'au cours du processus de la transformation socialiste de l'ensemble de la société. »

Et :

« Unissez-vous, participez à la production et aux activités politiques et améliorez la situation économique et politique de la femme. »

Et les jeunes :

« Le monde est autant le vôtre que le nôtre, mais au fond, c'est à vous qu'il appartient... Le monde vous appartient ». »

« Les jeunes constituent la force la plus active, la plus dynamique de notre société. Ils sont les plus passionnés pour l'étude, les moins imprégnés d'idées conservatrices. »

Et :

« Comment s'y prendre pour déterminer si un jeune est révolutionnaire ou non ?

Comment faire la distinction ?

Il n'y a qu'un seul critère, c'est de voir si ce jeune veut se lier aux masses ouvrières et paysannes et se lie effectivement à elles.

S'il le veut, et s'il le fait, c'est un révolutionnaire ; dans le cas contraire, c'est un non-révolutionnaire ou un contre-révolutionnaire.

Qu'il se lie aujourd'hui aux masses d'ouvriers et de paysans, il est un révolutionnaire ; que, demain, il cesse de le faire, ou qu'il se mette au contraire à opprimer les simples gens, il sera alors un non-révolutionnaire ou un contre-révolutionnaire. »

De leur côté, les communistes, les membres du Parti Communiste, s'assujettiront toujours à ces sages paroles :

« Nous autres, communistes chinois, qui prenons pour point de départ les intérêts suprêmes de la grande masse du peuple chinois, qui sommes convaincus de la justesse absolue de notre cause, nous n'hésitons pas à lui sacrifier tout ce qui nous est personnel et sommes toujours prêts à donner notre propre vie pour elle. »

Et de plus :

« Cependant ils doivent être particulièrement vigilants vis-à-vis des arrivistes et des conspirateurs du genre Khrouchtchev, et les empêcher d'usurper la direction du Parti et de l'État à quelque échelon que ce soit. »

Non seulement les communistes, mais aussi les révolutionnaires et tout le peuple doivent toujours avoir bien présent à l'esprit que :

« Là où il y a des hommes, soit partout sauf dans les déserts, on distingue toujours une gauche, un centre et une droite. Il en sera ainsi dans dix mille ans. »

« Incapables de résister au typhon, les éléments hésitants vacillent. C'est là une loi générale. Je vous conseille, à vous tous, d'y prêter attention. Après avoir vacillé à quelques reprises, certains en ont tiré une leçon et ansé de balancer.

Mais il en est qui chancelleront toujours. Ils ressemblent à une plante comme le riz dont la tige mince plie d'un côté ou d'un autre lorsque le vent souffle. Le sorgho et le maïs sont plus résistants, car leurs tiges sont plus grosses.

Seuls les grands arbres se dressent inébranlables. Le typhon sévit chaque année. Et chaque année des typhons idéologiques et politiques se déchaînent à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

C'est là un phénomène naturel de la société. Un parti politique constitue une sorte de société, une société politique, il est la première catégorie des sociétés politiques. C'est une organisation de classe. »

« Quand la situation leur est défavorable, les représentants des classes exploiteuses recourent généralement à la tactique d'attaquer pour se défendre afin de protéger leur

existence dans le présent et de se ménager des possibilités de développement pour l'avenir.

Où ils inventent des histoires de toutes pièces et répandent publiquement des rumeurs, ou ils profitent de quelques phénomènes superficiels pour s'en prendre à l'essence des choses, ou ils chantent les louanges de certaines personnes et en attaquent d'autres, ou encore ils exploitent le moindre prétexte pour 'opérer une percée' et nous mettre dans l'embarras.

Bref, ils sont constamment à la recherche d'une tactique à nous opposer et 'prennent le vent' pour faire aboutir leurs complots. Parfois, ils 'font le mort', guettant l'occasion de 'revenir à la charge', ils ont une longue expérience de la lutte de classes et savent mener la lutte sous toutes ses formes légales ou illégales.

Nous, membres d'un parti révolutionnaire, nous devons connaître leurs ruses et étudier leurs tactiques afin de les vaincre, nous ne devons en aucun cas faire preuve de la naïveté du lettré confit dans les livres et considérer de manière simpliste la lutte des classes qui est de nature complexe. »

Et :

« En ce qui nous concerne, qu'il s'agisse d'un individu, d'un parti, d'une armée ou d'une école, j'estime que l'absence d'attaques de l'ennemi contre nous est une mauvaise chose, car elle signifie nécessairement que nous faisons cause commune avec l'ennemi.

Si nous sommes attaqués par l'ennemi, c'est une bonne chose, car cela prouve que nous avons tracé une ligne de démarcation bien nette entre l'ennemi et nous.

Et si celui-ci nous attaque avec violence, nous peignant sous les couleurs les plus sombres et dénigrant tout ce que nous faisons, c'est encore mieux, car cela prouve non seulement que nous avons établi une ligne de démarcation nette entre l'ennemi et nous, mais encore qu nous avons remporté des succès remarquables dans notre travail. »

Et sûrs que : « Un grand désordre sous les cieux amène un grand ordi sous les cieux » , nous guider. toujours avec ces lumineuses paroles du Préside Mao Zedong :

« Le monde progresse, l'avenir est radieux, personne ne peut changer ce courant général de l'histoire. En un mot, l'avenir est radieux, mais notre chemin est tortueux. »

« Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. C'est là une loi de l'histoire. »

« La grande révolution culturelle prolétarienne en cours est tout à fait indispensable et on ne peut plus opportune pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme. »

« Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution. »

« Le remplacement du vieux par le nouveau est une loi universelle, éternelle et inéluctable. »

« Rien d'impossible au sein de l'univers, pourvu qu'on ose escalader les cimes. »

SUR LE SOCIALISME ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le socialisme et la dictature du prolétariat sont une autre question fondamentale du marxisme-léninisme-maoïsme; plus encore aujourd'hui où la nouvelle offensive contre-révolutionnaire révisionniste de Gorbatchev et Deng, convergeant avec la nouvelle attaque impérialiste, nie le socialisme et les grandes conquêtes menées par Lénine, Staline et le Président Mao, ainsi que la dictature du prolétariat, le centre et l'essentiel de leur attaque.

C'est pour cela qu'aujourd'hui plus que jamais, le prolétariat, le peuple et surtout les communistes, nous devons arborer encore davantage la théorie du marxisme sur le socialisme et la dictature du prolétariat, défendre les victoires grandioses du prolétariat international dans ces domaines et poursuivre infailliblement la même voie, car, c'est la seule voie pour émanciper l'humanité, pour parvenir au véritable règne de la liberté, le communisme.

Le grand fondateur, Marx, dans le Manifeste, nous enseigna :

« La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété; rien d'étonnant si, dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles. »

Et dans la lettre, en 1852, à Weydemeyer :

« En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient exposé l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique.

Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est de démontrer :

- 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à des Phases historiques déterminées du développement de la production ;
- 2) que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;
- 3) que cette dictature elle-même ne représente que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes. »

Et sur le socialisme, ses limitations et la subsistance du droit bourgeois :

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue.

Le producteur reçoit donc individuellement -les défalcons une fois faites l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société.

Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise.

Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcons faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.

C'est manifestement ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent, parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien ne peut entrer dans la propriété de l'individu que des objets de consommation individuelle.

Mais pour ce qui est du partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes: une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le droit égal est donc toujours ici, dans son principe le droit bourgeois, bien que principe et pratique n'y soient plus aux prises, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans le cas individuel.

En dépit de ce progrès, le droit égal reste toujours grevé d'une limite bourgeoise. Le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité de mesure commune.

Mais un individu l'emporte physiquement ou moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et pour que le travail puisse servir de mesure, il faut déterminer sa durée ou son intensité, sinon il cesserait d'être unité. Ce droit Égal est un droit inégal pour un travail inégal.

Il ne reconnaît aucune distinction de classe, parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et, par suite, de la capacité de rendement comme des privilèges naturels.

C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit. Le droit par sa nature ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité de mesure, mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect déterminé ; par exemple, dans le cas présent, qu'on ne les considère que comme, travailleurs et rien de plus, et que l'on fait abstraction de tout le reste.

D'autre part : un ouvrier est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc, etc.

A égalité de travail et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal.

Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond. » (Critique du Programme de Gotha)

De même que sur le communisme :

« Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux: "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !" » (Ibidem).

En ce qui concerne la dictature du prolétariat, la conclusion ineffaçable établie dans la « Critique du Programme de Gotha » :

« Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Et :

« En détruisant les conditions existantes d'oppression par la remise de tous les moyens de travail au producteur, et en obligeant de cette manière chaque individu physiquement susceptible de le faire à travailler pour subvenir à son existence, nous supprimons l'unique base de la domination et de l'oppression de classe.

Mais avant qu'un tel changement puisse être effectué, une dictature du prolétariat devient nécessaire, dont la première condition est une armée prolétarienne. » (Discours prononcé lors du VIIe anniversaire de l'Internationale)

Lénine analysa magistralement la question fondamentale du socialisme et de la dictature du prolétariat, développant le marxisme ; il approfondit principalement le socialisme en tant que « période de transition » et exercice de la dictature du prolétariat.

Dans sa grande œuvre « L'État et la révolution » sur le socialisme, première phase du communisme, il écrivit :

« C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du Capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société que Marx appelle la 'première' phase ou phase inférieure de la société communiste.

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société toute entière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie.

Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défaction faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

Règne de l'"égalité", dirait-on.

Mais lorsque, parlant de cet ordre social (que l'on appelle habituellement socialisme et que Marx nomme la première phase du communisme), Lassalle dit qu'il y a là 'partage équitable', 'droit égal de chacun au produit égal du travail', il se trompe et Marx explique pourquoi.

Le 'droit égal', dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est encore le 'droit bourgeois' qui, comme tout droit, présuppose l'Inégalité. Tout droit consiste dans l'application d'une règle uni-mg à des gens différents, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux.

Aussi le 'droit égal' équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social (avec les défactions indiquées plus haut).

Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible; l'un est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

'A égalité de travail, conclut Marx, et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal, mais inégal...'

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes; mais l'exploitation de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des moyens de production, fabriques, machines, terre, etc.

En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoise de Lassalle sur l'"égalité" et la 'justice' en général, Marx montre le cours du développement de la société communiste, obligée de commencer par détruire uniquement cette 'injustice' qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais incapable de détruire d'emblée l'autre injustice: la répartition des objets de consommation 'selon le travail' (et non selon les besoins).

Les économistes font constamment aux socialistes le reproche d'oublier l'inégalité des hommes et d'en 'rêver' la suppression. Ce reproche, on le voit, prouve simplement l'ignorance extrême de messieurs les idéologues bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le 'socialisme' au sens habituel du mot) ne supprime ni à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du 'droit bourgeois', qui continue de régner, puisque les produits sont répartis 'selon le travail'.

'...Mais, poursuit Marx, ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond...'

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le 'droit bourgeois' est aboli non pas complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production.

Le 'droit bourgeois' en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que le 'droit bourgeois' se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société.

'Qui ne travaille pas ne doit pas manger': ce principe socialiste est déjà réalisé; 'à quantité égale de travail, quantité égale de produits': cet autre principe socialiste est déjà réalisé, lui aussi.

Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le 'droit bourgeois' qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un 'inconvenient', dit Marx, mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société sans normes juridiques d'aucune sorte; au reste, l'abolition du capitalisme ne donne pas d'emblée les prémisses économiques d'un changement. »

Et, dans la même œuvre, à propos du contrôle social et de l'État :

« En attendant l'avènement de la phase 'supérieure' du communisme, les socialistes réclament de la société et de l'État qu'ils exercent le contrôle le plus rigoureux sur la mesure de travail et la mesure de consommation ; mais ce contrôle doit commencer par l'expropriation des capitalistes, par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, et il doit être exercé non par l'État des fonctionnaires, mais par l'État des ouvriers armés.

La défense intéressée du capitalisme par les idéologues bourgeois (et leurs caudataires

tels que les Tsérétéli, les Thernov et Cie) consiste précisément à escamoter, par des discussions et des phrases sur un avenir lointain, la question d'actualité brûlante de la politique d'aujourd'hui : l'expropriation des capitalistes, la transformation de tous les citoyens en travailleurs et employés d'un grand 'syndicat' unique, à savoir : l'État tout entier, et la subordination absolue de tout le travail de tout ce syndicat à un État vraiment démocratique, à l'État des Soviets des députés ouvriers et soldats. »

De même que sa grande conclusion sur l'« État bourgeois, sans bourgeoisie » :

« Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme ne peut pas encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme.

De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'horizon borné du droit bourgeois, en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de consommation, suppose nécessairement un État bourgeois, car le droit n'est rien sans un appareil capable de contraindre à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois, sans bourgeoisie !

Cela peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier, si peu que ce soit, la substance éminemment profonde.

En réalité, la vie nous montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, des vestiges du passé subsistant dans le présent.

Et ce n'est point d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle du 'droit bourgeois'; il n'a fait que constater ce qui, économiquement et politiquement, est inévitable dans une société issue des flancs du capitalisme. » (Ibidem).

Lénine, dans « Économie et politique à l'époque de la dictature du prolétariat », dans sa première partie traite de la « période de transition » et de sa négation par les révisionnistes et les opportunistes :

« En théorie, il est hors de doute qu'une certaine période de transition se situe entre le capitalisme et le communisme. Elle doit forcément réunir les traits ou particularités propres à ces deux structures économiques de la société.

Cette période transitoire ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme ou, en d'autres termes : entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible.

Non seulement pour un marxiste, mais pour tout homme cultivé connaissant de façon ou d'autre la théorie du développement, la nécessité de toute une phase historique qui se distingue par les traits propres à la période de transition doit être évidente d'elle-même.

Néanmoins, tous les raisonnements sur le passage au socialisme, que nous entendons énoncer par les représentants actuels de la démocratie petite-bourgeoise (tels sont, en dépit de leur étiquette pseudo-socialiste, tous les représentants de la II^e Internationale, y compris des hommes comme MacDonald et Jean Longuet, Kautsky et Friedrich Adler), se distinguent par un oubli total de cette vérité évidente.

Le propre des démocrates petits-bourgeois, c'est leur répugnance pour la lutte de classes, leur rêve de pouvoir s'en passer, leur tendance à aplanir et à réconcilier, à arrondir les angles aigus.

Voilà pourquoi ces démocrates ou bien refusent net de reconnaître l'existence de toute une phase historique de transition du capitalisme au communisme, ou bien ils considèrent que leur tâche est d'imaginer des plans de réconciliation des deux forces combattantes, au lieu de diriger la lutte de l'une d'entre elles. »

Ainsi que dans la quatrième partie où il traite du point essentiel de la suppression des classes :

« Le socialisme, c'est l'abolition des classes. Pour supprimer les classes il faut, premièrement, renverser les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Cette partie de la tâche, nous l'avons accomplie, mais ce n'est qu'une partie, et non la plus difficile. Pour supprimer les classes il faut, deuxièmement, supprimer la différence entre l'ouvrier et le paysan, faire de tous des travailleurs.

Cela ne peut se faire d'un seul coup.

Pour réaliser la seconde partie de la tâche, la plus difficile, le prolétariat, victorieux de la bourgeoisie, doit suivre sans dévier la ligne fondamentale suivante dans sa politique à l'égard de la paysannerie; le prolétariat doit distinguer, délimiter le paysan travailleur du paysan propriétaire, le paysan travailleur du paysan mercantile, le paysan laborieux du paysan spéculateur. C'est dans cette délimitation que réside tout l'essentiel du socialisme. »

À tel point que, dans la cinquième partie, il conclut magistralement en traitant du socialisme, des classes et de la dictature du prolétariat :

« Le socialisme, c'est la suppression des classes. La dictature du prolétariat a fait pour cela tout ce qu'elle pouvait. Mais il est impossible de supprimer les classes d'un seul coup.

Les classes demeurent et demeureront à l'époque de la dictature du prolétariat. La dictature deviendra inutile lorsque les classes auront disparu. Elles ne disparaîtront pas sans la dictature du prolétariat.

Les classes demeurent, mais chacune d'elles s'est modifiée à l'époque de la dictature du prolétariat ; leurs rapports se sont également modifiés. La lutte de classes ne disparaît pas sous la dictature du prolétariat, elle revêt simplement d'autres formes.

En régime capitaliste, le prolétariat était une classe opprimée, privée de toute propriété des moyens de production, la seule classe qui fût directement et entièrement opposée à

la bourgeoisie et, par conséquent, la seule capable d'être révolutionnaire jusqu'au bout.

Après avoir renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir politique, le prolétariat est devenu la classe dominante : il détient le pouvoir d'État, il dispose des moyens de production déjà socialisés, il dirige les classes et les éléments hésitants, intermédiaires, il réprime la force de résistance accrue des exploités.

Telles sont les tâches particulières de la lutte de classes, tâches que le prolétariat ne posait pas et ne pouvait poser auparavant.

La classe des exploités, les propriétaires fonciers et les capitalistes, n'a pas disparu et ne peut disparaître d'emblée sous la dictature du prolétariat. Les exploités ont été battus, mais non anéantis.

Il leur reste une base internationale, le capital international, dont ils sont une succursale. Il leur reste en partie certains moyens de production ; il leur reste l'argent, il leur reste des relations très étendues dans la société. Leur force de résistance s'est accrue de cent et mille fois justement en raison de leur défaite.

L'art de gouverner l'État, l'armée, l'économie leur donne un grand, un très grand avantage, de sorte que leur rôle est infiniment plus important que leur part dans l'ensemble de la population.

La lutte de classe des exploités déçus contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat, est devenue incomparablement plus acharnée. Et il ne saurait en être autrement si l'on parle de révolution, si l'on ne substitue pas à cette notion les illusions réformistes (comme le font tous les héros de la II^e Internationale).

Enfin, la paysannerie, comme toute petite bourgeoisie en général, occupe aussi sous la dictature du prolétariat une position moyenne, intermédiaire: d'un côté, elle représente une masse assez considérable (immense dans la Russie arriérée) de travailleurs unis par l'intérêt commun qu'ont les travailleurs à s'affranchir des propriétaires fonciers et des capitalistes ; d'un autre côté, ce sont de petits exploités isolés, propriétaires et commerçants. Cette situation économique provoque nécessairement des oscillations entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Dans la lutte exacerbée que se livrent ces derniers au moment où tous les rapports sociaux sont si brutalement bouleversés, compte tenu de l'attachement si profond parmi les paysans et les petits bourgeois en général à ce qui est ancien, routinier, immuable, il est tout naturel que nous observions fatalement parmi eux des migrations d'un camp à l'autre, des flottements, des revirements, de l'incertitude, etc.

La tâche du prolétariat à l'égard de cette classe, ou de ces éléments sociaux, est de les diriger, de lutter pour exercer son influence sur eux. Entraîner les hésitants, les instables, voilà ce que doit faire le prolétariat.

Si nous confrontons toutes les forces ou classes essentielles et leurs rapports modifiés par la dictature du prolétariat, nous verrons quelle absurdité théorique sans bornes, quelle stupidité est l'opinion petite-bourgeoise courante, selon laquelle on peut arriver au socialisme en passant 'par la démocratie' en général, opinion que professent tous les

représentants de la II^e Internationale.

Le préjugé hérité de la bourgeoisie à propos du caractère absolu, en dehors des classes, de la 'démocratie', telle est l'origine de cette erreur.

En réalité, la démocratie elle aussi entre dans une phase absolument nouvelle sous la dictature du prolétariat ; et la lutte de classes gravite un échelon supérieur, en se soumettant toutes les formes possibles et imaginables.

Les lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie équivalent en fait à une aveugle réédition d'idées qui calquent les rapports de la production marchande. Vouloir résoudre au moyen de ces

lieux communs les problèmes concrets de la dictature du prolétariat, c'est adopter sur toute la ligne la position théorique, de principe, de la bourgeoisie.

Du point de vue du prolétariat, la question ne se pose qu'ainsi: la liberté de n'être pas opprimé par quelle classe ? L'égalité de quelle classe avec quelle autre ? La démocratie sur la base de la propriété privée ou sur la base de la lutte pour l'abolition de la propriété privée ? etc.

Dans son Anti-Dühring, Engels a depuis longtemps montré que la notion d'égalité calque des rapports de la production marchande, se transforme en préjugé, si l'on ne comprend pas l'égalité au sens de suppression des classes. Cette vérité première sur la distinction entre la conception démocratique bourgeoise et la conception socialiste de l'égalité est constamment oubliée.

Si on ne l'oublie pas, il devient évident que le prolétariat accomplit, en renversant la bourgeoisie, un pas décisif vers la suppression des classes et que, pour le parfaire, le prolétariat doit poursuivre sa lutte de classe en utilisant l'appareil du pouvoir d'État et en mettant en œuvre les divers procédés de lutte, d'influence, d'action vis-à-vis de la bourgeoisie renversée et de la petite bourgeoisie hésitante. »

Et sur le point central: la dictature du prolétariat, avoir toujours bien présent à l'esprit de façon sérieuse et profonde ce que Lénine a établi :

« Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise.

Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie.

Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi grand) bourgeois.

C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effectives du marxisme. » (L'État et la révolution)

« Lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou dans deux directions principales.

D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploiters, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécuté des pauvres.

Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos.

Et il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite bourgeoisie (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peuvent manquer de 'se manifester' dans une révolution aussi profonde.

Et ils ne peuvent 'se manifester' autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et il faut une main de fer.

L'histoire ne connaît pas une seule grande révolution où le peuple n'ait senti cela d'instinct et n'ait fait preuve d'une fermeté salutaire en fusillant sur place les voleurs. Le malheur des révolutions du passé était que l'enthousiasme révolutionnaire des masses, qui entretenait leur état de tension et leur donnait la force de châtier impitoyablement les éléments de décomposition, ne durait pas longtemps.

La cause sociale, c'est-à-dire la cause de classe de cette instabilité de l'enthousiasme révolutionnaire des masses, était la faiblesse du prolétariat, seul capable (s'il est suffisamment nombreux, conscient et discipliné) de se rallier la majorité des travailleurs et des exploités (la majorité des pauvres, pour employer un langage plus simple et plus populaire) et de garder le pouvoir assez longtemps pour écraser définitivement tous les exploiters et tous les éléments de décomposition.

C'est cette expérience historique de toutes les révolutions, c'est cette leçon économique et politique de l'histoire mondiale que Marx a résumé dans une formule brève, nette, précise et frappante: dictature du prolétariat. » (Les tâches immédiates du Pouvoir des Soviets).

« La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production.

Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions.

Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible. » (La maladie infantile du communisme 'le gauchisme').

« En Russie, nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme.

Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons!).

Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, ce qui nous a été relativement facile, c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises ; or, ceux-ci on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux.

On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent.

Ils entourent de tous côtés le prolétariat par les forces spontanées de la petite bourgeoisie, ils l'en pénètrent, ils l'en corrompent, ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite bourgeoisie : manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement.

Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'organisateur (qui est son rôle principal), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses.

La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible.

Sans un parti de fer, trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès.

Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de "vaincre" les millions et les millions de petits patrons; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les mêmes résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui restaurent la bourgeoisie.

Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature) aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat. » (Ibidem).

« Parmi les ingénieurs soviétiques, parmi les instituteurs soviétiques, parmi les ouvriers privilégiés, c'est-à-dire les plus qualifiés, et placés dans les meilleures conditions dans les usines soviétiques, nous voyons continuellement renaître tous, absolument tous les traits négatifs propres au parlementarisme bourgeois ; et ce n'est que par une lutte répétée, inlassable, longue et opiniâtre de l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat que nous triomphons -peu à peu- de ce mal. » (La maladie infantile du communisme 'le gauchisme').

« La révolution que nous avons commencée, que nous réalisons depuis deux ans déjà et que nous sommes fermement décidés à mener jusqu'au bout (applaudissements), cette révolution n'est possible et réalisable qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes, des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les possédants, de tous les propriétaires, de haut en bas, apparaisse une nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'État, dans toute l'édification de l'État, dans toute la direction de la vie nouvelle. » (Rapport au IIe Congrès des Syndicats de Russie).

Le Président Mao Zedong dans son élévation du marxisme à une nouvelle, troisième et supérieure étape a développé de façon extraordinaire le socialisme scientifique, théorie et pratique de la révolution, surtout avec son immarcescible développement de la grande révolution culturelle prolétarienne.

Le Président Mao avec la révolution culturelle prolétarienne, continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, a donc approfondi et développé de façon grandiose la question fondamentale du socialisme et la dictature du prolétariat ; il a établi la manière de développer la révolution, avec les conditions de la société socialiste et sous l'État de dictature du prolétariat, pour poursuivre la marche inexorable jusqu'au communisme.

Voyons des points et des situations qui conduisirent à cette conclusion transcendante. Sur la révolution, dans « sur le groupe contre-révolutionnaire de Hou-Feng », le Président Mao écrit :

« A l'exception de la révolution qui substitua l'esclavage à la communauté primitive, c'est-à-dire un système (l'exploitation) à un système de non-exploitation, toutes les révolutions du passé ont eu pour résultat de substituer un système d'exploitation à un autre, et il n'était pour elles ni nécessaire ni possible de procéder à une répression radicale de la contre-révolution.

Notre révolution, la révolution des masses populaires sous la direction du prolétariat et du parti communiste, est la seule qui vise à la suppression définitive de tous les systèmes d'exploitation et de toutes les classes. »

Et sur la « loi universelle » de prendre d'abord le Pouvoir pour transformer la société :

« Du point de vue de l'histoire mondiale, la révolution bourgeoise et l'établissement d'États bourgeois ont eu lieu avant, et non après, la révolution industrielle.

Là aussi, la superstructure a d'abord été transformée et l'appareil de l'État mis en place avant que soient propagées les idées permettant d'acquérir le pouvoir réel.

Il en est résulté un profond bouleversement des rapports de production. Lorsque les nouveaux rapports de production ont été bien établis, ils ont ouvert la voie au développement des forces productives.

Certes, la révolution dans les rapports de production s'est produite lorsque le développement des forces de production avait atteint un niveau déterminé.

Mais un grand développement des forces productives vient toujours après la transformation des rapports de production. Prenons l'exemple de l'histoire du développement du capitalisme.

Au début, il n'y eut qu'un simple regroupement des activités. Puis des fabriques et des ateliers artisanaux se sont créés.

A ce stade, des rapports de production capitaliste se sont établis, mais les ateliers artisanaux n'étaient pas encore la production mécanisée. Les rapports de production capitalistes ont fait naître des besoins de transformation technique, créant ainsi les conditions pour l'utilisation des machines.

En Angleterre, la révolution industrielle (fin du XVIIIe siècle - début du XIXe siècle) s'est produite après la révolution bourgeoise (qui eut lieu après le XVIIe siècle).

De même, en Allemagne, en France, aux États-Unis et au Japon, le grand développement industriel capitaliste n'a commencé qu'après la transformation de la superstructure et des rapports de production, transformation dont la forme a varié selon les pays.

Créer une opinion publique et saisir le pouvoir politique d'abord. Résoudre le problème des systèmes de propriété ensuite pour aboutir enfin à un grand développement des forces productives, voilà la règle universelle.

Sur ce point, la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise se ressemblent fondamentalement malgré quelques différences (les rapports de production socialistes, par exemple, n'existaient pas avant la révolution prolétarienne tandis que les rapports de production capitalistes ont commencé à se développer dans la société féodale). » (Notes de lecture sur le « Manuel d'économie politique » de l'Union soviétique)

Ainsi que sur la nécessité de démolir la vieille superstructure afin d'abolir les anciennes relations de production :

« L'histoire de toutes les révolutions a prouvé qu'il n'était pas nécessaire d'avoir préalablement des forces productives pleinement développées pour pouvoir transformer des rapports de production surannés. La révolution chinoise a commencé par la propagation du marxisme.

Grâce à cette propagation, une nouvelle opinion publique est née, facilitant ainsi la révolution. Il faut d'abord renverser l'ancienne superstructure par la révolution pour que

les anciens rapports de production puissent être abolis.

C'est après l'élimination de ceux-ci qu'on peut créer de nouveaux rapports de production, frayant une voie au développement des forces productives de la nouvelle société.

C'est ensuite que l'on peut déclencher une grande révolution technologique pour développer vigoureusement les forces productives de la société tout en continuant la transformation des rapports de production et des idéologies.

Le Manuel ne parle que des prémisses matérielles et n'aborde que rarement la superstructure.

C'est-à-dire l'État de classe, la philosophie de classe et les sciences de classe. La science économique a pour principal objet l'étude des rapports de production.

Mais il est difficile de séparer l'économie politique et la conception matérialiste de l'histoire. Il est difficile d'expliquer clairement les problèmes relatifs à la base économique et aux rapports de production sans tenir compte des problèmes concernant la superstructure. » (Ibidem)

En ce qui concerne la naissance de la Chine Nouvelle :

« Notre République Populaire n'a pas été créée du jour au lendemain, elle s'est développée progressivement à partir des bases révolutionnaires. La lutte a aussi trempé à des degrés divers un certain nombre de personnalités démocratiques, qui ont traversé la période d'épreuves avec nous.

La lutte contre l'impérialisme et la réaction a trempé un certain nombre de nos intellectuels, et beaucoup d'entre eux, après la Libération, sont passés par l'école de la rééducation idéologique, destinée à leur apprendre à faire une distinction nette entre nous et nos ennemis.

En outre, la solidité de notre État est due à nos mesures économiques foncièrement justes, à la stabilité et à l'amélioration progressive des conditions de vie du peuple, à la justesse de notre politique à l'égard de la bourgeoisie nationale et des autres classes, ainsi qu'à d'autres raisons encore, etc. » (De la juste solution des contradictions au sein du peuple).

Et en ce qui concerne la dictature et ses fonctions :

« Notre État a pour régime la dictature démocratique populaire dirigée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans. Quelles sont les fonctions de cette dictature ?

Sa première fonction est d'exercer la répression, à l'intérieur du pays, sur les classes et les éléments réactionnaires ainsi que sur les exploités qui s'opposent à la révolution socialiste, sur ceux qui sapent l'édification socialiste, c'est-à-dire de résoudre les contradictions entre nous et nos ennemis à l'intérieur du pays.

Par exemple, arrêter, juger et condamner certains contre-révolutionnaires et retirer, pour une certaine période, aux propriétaires fonciers et aux capitalistes bureaucratiques le droit de vote et la liberté de parole, tout cela entre dans le champ d'application de notre dictature.

Pour maintenir l'ordre dans la société et défendre les intérêts des masses populaires, il est également nécessaire d'exercer la dictature sur les voleurs, les escrocs, les assassins, les incendiaires, les bandes de voyous et autres mauvais éléments qui troublent sérieusement l'ordre public.

La dictature a une deuxième fonction, celle de défendre notre pays contre les activités subversives et les agressions éventuelles des ennemis du dehors.

Dans ce cas, la dictature a pour tâche de résoudre sur le plan extérieur les contradictions entre nous et nos ennemis. Le but de la dictature est de protéger le peuple tout entier dans le travail paisible qu'il poursuit pour transformer la Chine en un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes.

Qui exerce la dictature ? C'est, bien entendu, la classe ouvrière et le peuple dirigé par elle. La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre.

Ceux qui, parmi le peuple, enfreignent la loi doivent être punis selon la loi, mais il y a là une différence de principe avec la répression des ennemis du peuple par la dictature. Au sein du peuple, c'est le centralisme démocratique qui est appliqué. » (Ibidem)

Et pour ce qui est de la liberté et de la démocratie :

« En réalité, la liberté et la démocratie n'existent que dans le concret, et jamais dans l'abstrait.

Dans une société où il y a lutte de classes, quand les classes exploiteuses ont la liberté d'exploiter les travailleurs, ceux-ci n'ont pas la liberté de se soustraire à l'exploitation ; quand la bourgeoisie jouit de la démocratie, il n'y a pas de démocratie pour le prolétariat et les autres travailleurs.

Certains pays capitalistes admettent l'existence légale de partis communistes, mais seulement dans la mesure où elle ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie ; au-delà de cette limite, ils ne la tolèrent plus.

Les gens qui revendiquent la liberté et la démocratie dans l'abstrait considèrent la démocratie comme une fin et non comme un moyen. Parfois, il semble que la démocratie soit une fin, mais en réalité elle n'est qu'un moyen.

Le marxisme nous enseigne que la démocratie fait partie de la superstructure. qu'elle est du domaine de la politique. Cela signifie qu'en fin de compte la démocratie sert la base économique. Il en est de même de la liberté.

La démocratie et la liberté sont relatives et non absolues, elles sont apparues et se sont développées dans des conditions historiques spécifiques.

Au sein du peuple, la démocratie est corrélative du centralisme, et la liberté, de la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique ; ils sont en contradiction, mais en même temps unis, et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre.

Au sein du peuple, on ne peut se passer de liberté, mais on ne peut non plus se passer de discipline ; on ne peut se passer de démocratie, mais on ne peut non plus se passer de centralisme.

Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline constitue notre centralisme démocratique.

Sous un tel régime, le peuple jouit d'une démocratie et d'une liberté étendues, mais en même temps, il doit se tenir dans les limites de la discipline socialiste. Tout cela, les masses populaires le comprennent bien. » (Ibidem).

De plus en mars 1949 le Président Mao dit :

« La conquête de la victoire dans tout le pays n'est que le premier pas d'une longue marche de dix mille lis.

Ce pas, même s'il mérite notre fierté, est relativement minime ; ce qui sera plus digne de notre fierté est encore à venir. Dans quelques dizaines d'années, la victoire de la révolution démocratique populaire de Chine, vue rétrospectivement, ne semblera qu'un bref prologue à une longue pièce de théâtre.

C'est par le prologue que commence une pièce, mais le prologue n'en est pas l'apogée.

La révolution chinoise est une grande révolution, mais après sa victoire la route à parcourir sera bien plus longue, notre tâche plus grandiose et plus ardue. »

Ainsi que dans « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », sa grande œuvre de février 1957, il spécifia :

« Mais le régime socialiste vient d'être instauré dans notre pays. Il n'est pas encore complètement établi ni entièrement consolidé ».

Et :

« C'est à travers les difficultés et les vicissitudes que grandit le nouveau.

Ce serait une pure illusion de croire que sur la voie du socialisme, on peut éviter les difficultés et les détours, qu'on peut se passer de faire le maximum d'efforts, qu'il suffit de se laisser pousser par le vent et que le succès vient facilement. »

Dans ce même texte on réaffirme que la lutte de classes se poursuit dans le socialisme et surtout que le problème de qui vaincra qui n'est pas véritablement résolu ; c'est-à-dire qui du socialisme ou du capitalisme vaincra politiquement, dans la lutte de classes actuellement en développement, bien qu'historiquement, en perspective, le socialisme s'imposera nécessairement, vaincra inéluctablement :

« Certes, en Chine, la transformation socialiste, en tant qu'elle concerne la propriété, est pratiquement achevée; les vastes et tempétueuses luttes de classe, menées par les masses en période révolutionnaire, sont pour l'essentiel terminées.

Néanmoins, il subsiste des vestiges des classes renversées des propriétaires fonciers et des compradores, la bourgeoisie existe encore, et la transformation de la petite bourgeoisie ne fait que commencer.

La lutte de classes n'est nullement arrivée à son terme. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise sera encore longue et sujette à des vicissitudes, et par moments elle pourra même devenir très aiguë.

Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception du monde, et la bourgeoisie, selon la sienne.

A cet égard, la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme, n'est pas encore véritablement résolue. »

Dans l'« Intervention à la Conférence Nationale du Parti Communiste Chinois sur le travail de propagande », février 1957, le Président Mao traite des grandes transformations que génère le socialisme, sa consolidation par étapes, lit nécessité d'une longue période historique pour se consolider et l'assurance de construire un État socialiste :

« Nous vivons dans une période de grands changements sociaux. La Chine passe depuis longtemps par de telles périodes. La Guerre de Résistance contre le Japon en fut une, la Guerre de Libération également.

Mais les changements qui se produisent aujourd'hui sont, de par leur nature, bien plus profonds que les précédents. Nous édifions en ce moment le socialisme.

Des centaines de millions d'hommes participent au mouvement de transformation socialiste.

Les rapports entre les différentes classes du pays changent. La petite bourgeoisie dans l'agriculture et l'artisanat comme la bourgeoisie dans l'industrie et le commerce ont connu des changements.

Le régime socio-économique a changé; l'économie individuelle s'est transformée en économie collective, et la propriété privée, capitaliste, se transforme en propriété publique, socialiste.

Des changements d'une telle ampleur ont naturellement leur reflet dans l'esprit des hommes. L'existence sociale des hommes détermine leur conscience. A ces grands changements dans notre régime social, les gens réagissent différemment selon les classes, couches ou groupes sociaux auxquels ils appartiennent.

Les larges masses y applaudissent chaleureusement, car la vie même a prouvé que le socialisme constitue la seule solution possible pour la Chine. Renverser le régime

ancien et en instaurer un nouveau, le socialisme, c'est une grande lutte, un profond changement dans le régime social et dans les rapports entre les hommes.

Dans l'ensemble, il faut le dire, la situation est saine. Toutefois, le nouveau régime social vient de s'établir et il faut un certain temps pour qu'il soit consolidé. N'allons pas croire qu'il le soit parfaitement dès son instauration ; cela est impossible. Il ne peut être consolidé que progressivement.

Pour qu'il le soit de façon définitive, il faut réaliser l'industrialisation socialiste du pays, poursuivre avec persévérance la révolution socialiste sur le front économique, et, de plus, déployer sur les fronts politique et idéologique de durs et constants efforts en vue de la révolution et de l'éducation socialistes.

Par ailleurs, il faut que différentes conditions internationales y contribuent. Dans notre pays, la lutte pour la consolidation du régime socialiste, la lutte qui décidera de la victoire du socialisme ou du capitalisme, s'étendra sur une très longue période historique.

Mais nous devons nous rendre compte que le régime nouveau, socialiste, se consolidera Infailliblement. Nous édifierons un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes. »

Un autre problème lié à la question fondamentale analysée, socialisme et dictature du prolétariat, c'est la construction et le développement du socialisme; sur ce point le maoïsme part du fait que :

« Quelle serait la situation i notre pays n'avait pas instauré l'économie socialiste ? Il serait devenu in pays pareil à la Yougoslavie, et en réalité un État bourgeois. La dictature du prolétariat se transformerait en dictature de la bourgeoisie, et elle serait une dictature réactionnaire, fasciste.

C'est une question qui appelle la plus grande vigilance, j'espère que les camarades y réfléchiront sérieusement. »

« En ce qui concerne la construction d'une puissante économie socialiste, la Chine n'a pas besoin de 50 mais de 100 ans ou d'une période encore plus longue. Dans son pays (l'Angleterre) le capitalisme a mis plusieurs centaines d'années à se développer. Sans compter le XVIe siècle qui fait partie du Moyen-Age.

Du XVIIe siècle jusqu'à maintenant plus de 360 ans se sont déjà écoulés. Dans notre pays, d'après mes comptes, on aura besoin de plus d'un siècle pour construire une puissante économie socialiste. »

« Les forces productives du capitalisme pour parvenir à ce quelles sont aujourd'hui ont eu besoin de plus de trois siècles pour se développer. Si nous comparons avec le capitalisme, le socialisme est dans une position plus avantageuse.

Le développement économique de notre pays se fera beaucoup plus vite que celui des pays capitalistes. Pourtant la Chine a une très forte population, sa base est faible et son économie arriérée. »

« Si on a eu besoin de trois siècles et de plusieurs décennies pour construire une puissante économie capitaliste, qu'il y a-t-il de mal à construire une puissante économie socialiste dans notre pays durant une période d'environ 50 à 100 ans ? »

Et fait penser que :

« Au sujet de la construction socialiste nous agissons encore beaucoup à tâtons. Pour nous, l'économie socialiste est sous de nombreux aspects un règne inconnu de la nécessité. »

De la même manière, d'autre part, il établit :

« Socialisme ou communisme? À quel moment peut-on dire que la construction du socialisme est achevée? Nous avons formulé deux critères :

1. L'achèvement de la construction du socialisme se manifeste par l'application générale du système socialiste de la propriété du peuple entier.
2. Lorsque le système de la propriété du peuple entier aura remplacé le système de la propriété collective des communes populaires.

Certains camarades ne sont pas d'accord pour faire une distinction entre ces deux systèmes de propriété. Ils prétendent que dans les communes populaires, il n'existe que le système de la propriété du peuple entier.

En réalité, il y a deux systèmes : l'un est le système de la propriété du peuple entier du type Acierie d'Ansha, l'autre est le système de la propriété de la grande collectivité des communes populaires.

Si l'on ignore cela, alors à quoi sert encore l'édification socialiste? Staline a tracé une ligne de démarcation entre les deux systèmes et préconisé trois conditions pour passer au communisme. Ces trois conditions ne sont pas mauvaises.

Les deux premières peuvent être résumées comme suit : 1) augmentation de la production sociale; 2) passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier, substitution d'un système d'échange des produits au système d'échange des marchandises, passage de l'étape de la valeur d'échange à l'étape de la valeur d'usage.

En Chine, ces deux conditions signifient: primo, augmenter énergiquement la production et développer simultanément l'industrie et l'agriculture tout en suivant le principe de la croissance préférentielle de l'industrie lourde.

Secundo, porter le système de la propriété des petites collectivités au niveau du système de la propriété du peuple entier. Ceux d'entre nous qui ne veulent pas tracer de ligne de démarcation et qui prétendent que nous sommes déjà entrés dans l'ère du système de la propriété du peuple entier ont tort.

La troisième condition fixée par Staline concerne la culture : il préconise un développement de l'éducation physique et de l'éducation de tout le peuple.

Pour atteindre cet objectif, Staline propose quatre mesures: 1) la journée de travail de six heures ; 2) l'institution d'une éducation polytechnique ; 3) l'amélioration des conditions de l'habitat ; 4) l'augmentation des salaires et la diminution des prix.

Les trois conditions de Staline sont excellentes. Mais il y manque une condition politico-idéologique.

Ces conditions, citées ci-dessus, visent essentiellement à augmenter la production. Une très grande abondance de produits facilite en effet le passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier.

Mais pour augmenter la production, il faut, produire plus, plus rapidement, mieux et d'une manière plus économique.

Et si l'on veut parvenir à ce résultat, il faut mettre la politique au poste de commandement et s'efforcer d'atteindre simultanément les quatre objectifs : quantité, rapidité, qualité, économie. Il faut aussi lancer des mouvements de rectification afin de détruire l'idéologie du pouvoir légal de la bourgeoisie.

Ajouter une forme de structure telle que la commune populaire à un pays comme la Chine, c'est rendre encore plus facile la réalisation des quatre objectifs : quantité, rapidité, qualité, économie.

Quelle est la signification du système général de la propriété du peuple entier ?

Ce système signifie: 1) que les moyens de production de la société appartiennent au peuple entier ; 2) que les produits de la société appartiennent au peuple entier.

Quelle est la nature de la commune populaire? Celle-ci est l'unité de base de la structure sociale chinoise qui rassemble ouvriers, paysans, soldats, intellectuels et commerçants. Actuellement, elle constitue l'organisation administrative de base.

Quant à la milice, elle est destinée à faire face à l'étranger, notamment à l'impérialisme.

La commune populaire est la meilleure forme d'organisation pour la réalisation des deux passages: le passage du socialisme d'aujourd'hui au système général de la propriété du peuple entier au communisme.

Après ces passages, la commune populaire constituera la structure de base de la société communiste. » (À propos des « Problèmes économiques du socialisme en URSS » de Staline)

Et sur la marchandise, la valeur et la planification :

« Si nous développons sensiblement la production marchande, ce n'est pas en vue d'un profit, mais dans l'intérêt de la paysannerie, de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, du développement de la production. »

« Depuis les campagnes de rectification contre les droitistes, le travail n'est plus une marchandise. On ne travaille plus pour avoir de l'argent, mais pour servir le peuple. Cet

n'est possible que si le travail n'est plus une marchandise. »

« La loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur. Ce rôle est joué par la planification et le principe qui consiste à mettre la politique au poste de commandement...

Dans la société chinoise, la loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur, c'est-à-dire un rôle décisif. Ce qui joue un rôle décisif dans la production, c'est la planification. » (Annotations des « Problèmes économiques du socialisme en URSS »)

Et :

« Dans le domaine du travail de planification, si l'on refuse de faire le bilan et que l'on adopte la politique du laisser-faire, ou si l'on se montre trop prudent et que l'on exclut toute audace, on finit par détruire le développement proportionné.

Ces méthodes de travail sont toutes deux erronées.

Un plan est une idéologie. L'idéologie est le reflet d'une réalité et elle agit sur la réalité...

Cela montre clairement que des choses comme les plans, qui font partie des idéologies, ont une grande influence sur le progrès ou l'absence de progrès de l'économie ainsi que sur le rythme du développement économique. » (Notes de lecture sur le « Manuel d'économie politique » de l'Union soviétique »)

Et combattant la position révisionniste des « stimulations matérielles » :

« D'aucun disent que le socialisme doit prêter une plus grande attention à la stimulation matérielle que le capitalisme. Cette thèse n'a vraiment aucun sens ! »

« Considérer la distribution des moyens de consommation comme une force motrice décisive c'est réviser le point de vue de Marx... »

Ainsi que :

« Le Manuel poursuit en ces termes: 'Nous devons d'abord tirer profit du facteur qu'est la stimulation matérielle'.

Il parle comme si l'activité créatrice des masses dépendait des intérêts matériels.

Le Manuel ne manque jamais une occasion de parler des intérêts matériels personnels comme s'il cherchait sans cesse à faire appel à ces intérêts pour attirer les gens. C'est le reflet de l'esprit d'une partie considérable des cadres des services économiques et des cadres dirigeants.

C'est le reflet également d'une situation dans laquelle le travail politico-idéologique n'a pas retenu suffisamment l'attention.

Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre issue que de s'appuyer sur les stimulants matériels.

La première moitié de la phrase 'De chacun selon ses capacités; à chacun selon son travail' se réfère à la nécessité de faire un effort maximum pour la production.

Pourquoi donc couper cette phrase en deux et parler, d'une manière partielle, de la stimulation matérielle ?

Si l'on fait ainsi de la publicité pour les intérêts matériels, le capitalisme devient invincible. »

Et de plus :

« Même si l'on admet que la stimulation matérielle soit un principe important, elle ne peut absolument pas être le seul. Il doit y avoir un autre principe: celui de la stimulation de l'esprit dans le domaine politico-idéologique.

En outre, la stimulation matérielle ne peut pas être traitée uniquement en termes d'intérêts personnels.

Elle doit être traitée aussi en termes d'intérêts collectifs, de primauté des intérêts collectifs sur les intérêts personnels, de priorité des intérêts à long terme sur les intérêts provisoires, de primauté des intérêts généraux sur les intérêts particuliers. » (Ibidem)

Et considérant l'importance vitale que représente la paysannerie pour le développement du socialisme, rappelons-nous ce qu'avait déjà dit le Président Mao au cours de la résistance antijaponaise :

« Parmi les masses paysannes, c'est l'économie individuelle qui prédomine depuis des millénaires, chaque famille, chaque foyer formant une unité de production.

Cette forme de production, individuelle et dispersée, constitue la base économique du régime féodal et maintient les paysans dans un état de pauvreté permanente. Le seul moyen d'en finir avec cette situation, c'est la collectivisation progressive. »

Et en 1953, en établissant les transformations socialistes de l'agriculture comme une partie de la ligne générale:

« Par exemple, pour notre agriculture, la voie socialiste est l'unique voie à suivre. »

Tout en critiquant l'attribution des terres conseillée par le « Manuel », il signale la méthode de travail avec la paysannerie :

« Ce qui signifie que le gouvernement confisque des terres pour les donner aux paysans afin que ceux-ci puissent les redistribuer. Il s'agit là de l'esprit d'octroi ; on ne s'engage pas dans la lutte des classes, ni dans les mouvements de masse. Cette conception est, dans la réalité, une conception droitiste.

Notre méthode à nous consiste à s'appuyer sur les paysans pauvres, à s'unir avec la grande majorité des paysans moyens (les paysans moyens inférieurs) et à saisir les terres des propriétaires fonciers.

Le Parti doit assumer la direction de ce processus sans monopoliser le travail ou laisser les autres faire son travail.

Nous devons adopter une série de mesures concrètes: rendre visite aux paysans pauvres pour enquêter sur leurs souffrances, recruter des activistes, réunir tous ceux qui ont la même origine de classe, constituer un noyau solide, procéder à des rassemblements pour que tous ceux qui ont souffert racontent leurs souffrances, organiser les forces de classe et déclencher la lutte des classes. » (Dans le texte déjà cité « Notes.. »)

Et sur l'alliance ouvrière-paysanne, soutien de la dictature du prolétariat, et son développement lié aux transformations socialistes de l'agriculture :

« Chez nous, l'alliance des ouvriers et des paysans est déjà passée par deux étapes: la première fondée sur la révolution agraire, la deuxième sur le mouvement des coopératives.

Sans le mouvement des coopératives, une bipolarisation de la paysannerie aurait certainement eu lieu, empêchant ainsi la consolidation de l'alliance entre les ouvriers et les paysans ainsi que le maintien de la politique des achats et des ventes groupés par l'État.

C'est seulement sur la base de la coopérativisation que la politique des achats et des ventes groupés peut être maintenue et appliquée intégralement. Maintenant, notre alliance ouvriers-paysans va devoir progresser en s'appuyant sur la mécanisation.

S'il n'y a que les mouvements des coopératives et des communes populaires, mais pas de mécanisation, l'alliance ouvriers-paysans ne pourra pas se consolider.

Dans le mouvement des coopératives, s'il n'y a qu'une petite coopérativisation, l'alliance ouvriers-paysans ne pourra pas non plus se consolider. Le mouvement des coopératives doit donc passer aux communes populaires.

Et la propriété des équipes de production de base doit devenir la propriété des communes populaires de base. La propriété des communes populaires doit à son tour devenir la propriété de l'État.

Alors, sur la base d'une combinaison de la nationalisation et de la mécanisation, nous pourrions consolider réellement l'alliance ouvriers-paysans, faisant ainsi disparaître progressivement les différences entre les ouvriers et les paysans. » (Ibidem)

Ainsi que sur la transformation des intellectuels :

« Or, il faut transformer non seulement les intellectuels bourgeois, mais aussi les intellectuels d'origine ouvrière ou paysanne qui sont, sous maints aspects influencés par la bourgeoisie.

Dans le milieu littéraire et artistique, cette nécessité de transformation a été démontrée par le cas de Liu Shao-yang qui, devenu écrivain; attaqua vigoureusement le socialisme.

La conception du monde des intellectuels se manifeste souvent dans leur attitude à

l'égard du savoir. Celui-ci appartient-il à certains individus ou à tout le monde ?

D'aucun considèrent la connaissance comme leur propriété privée et attendent pour la vendre au meilleur prix. Ils refusent de la vendre tant que le prix n'en est pas suffisamment élevé. Ce sont seulement des experts, mais ce ne sont pas des 'rouges'. Ils disent que le Parti est 'incompétent', donc incapable de 'diriger les compétents'.

Ceux qui travaillent dans le cinéma disent que le Parti ne peut diriger le cinéma. Ceux qui font de la danse affirment que le Parti ne peut pas diriger la danse. Ceux qui s'engagent dans la recherche sur l'énergie atomique déclarent que le Parti ne peut pas diriger la recherche scientifique sur l'énergie atomique. En un mot, le Parti ne peut rien diriger du tout.

Dans l'ensemble du processus de la révolution socialiste et de l'édification socialiste, la transformation des intellectuels constitue un problème très important. Nous avons tort si nous ne soulignons pas ce problème et si nous adoptons une attitude de compromis à l'égard de tout ce qui est bourgeois. » (Ibidem).

Et en ce qui concerne le processus de l'humanité, la grande compréhension dialectique sur la façon de concevoir la marche du socialisme au communisme et son développement à travers la révolution :

« Certes, le passage au communisme ne signifie pas le renversement d'une classe par une autre classe. Mais on ne peut pas dire qu'il ne soit pas une révolution sociale. Car, la substitution d'un rapport de production à un autre rapport de production est un bond qualitatif, c'est-à-dire une révolution.

En Chine, la transformation de l'économie individualiste en économie collective et la transformation de l'économie collective en économie du peuple entier constituent des révolutions dans le domaine des rapports de production.

On ne peut pas dire non plus que la conversion du principe socialiste 'A chacun selon son travail' en principe communiste 'A chacun selon ses besoins' ne constitue pas une révolution dans le domaine des rapports de production.

Certes le principe 'A chacun selon ses besoins' sera mis en application progressivement. Il est possible que, lorsque l'approvisionnement des articles de première nécessité deviendra suffisant, nous les distribuions à chacun selon ses besoins. Cette distribution sera étendue aux autres articles au fur et à mesure que les forces productives se développeront.

Prenons l'exemple du développement des communes populaires chinoises.

Au moment de la conversion du système de la propriété au niveau de l'équipe de base en système de la propriété au niveau de la commune de base, des conflits ne risquent-ils pas de se produire dans une partie de la population ?

Ce problème mérite d'être étudié. Pour réaliser cette conversion, une des conditions déterminantes est que les revenus qui proviennent de l'économie communale constituent plus de la moitié des revenus globaux de la commune populaire.

L'application du système de propriété au niveau de la commune populaire de base est profitable aux membres ordinaires de la commune.

C'est pourquoi nous estimons que la très grande majorité des gens ne s'opposent pas à ce changement. Mais, au moment de ce changement, les anciens cadres des équipes de production perdront la direction de ces équipes et leur pouvoir administratif diminuera d'autant. S'opposeront-ils alors à cette transformation ?

Dans ce processus de développement, il est possible que surgisse le problème de certains 'groupes ayant acquis des privilèges', et cela en dépit du fait que, dans une société socialiste, les classes ont été abolies.

Les membres de ces groupes, satisfaits du système existant, ne désireront pas en changer. L'application des principes 'A chacun selon son travail' ou 'Gagner plus en travaillant plus', par exemple, leur est profitable. Par conséquent, il se peut qu'ils se sentent mal à l'aise lorsque ces principes céderont la place au principe 'A chacun . selon ses besoins'.

Or, l'établissement de tout nouveau système exige nécessairement la destruction de l'ancien. La construction sans destruction n'existe pas. Si l'on détruit, on provoque l'opposition d'une partie des gens. L'homme est un animal étrange. Dès qu'il se trouve dans une situation privilégiée, il se montre arrogant... Ne pas tenir compte de cela est très dangereux. » (Ibidem)

« Bien qu'il n'y ait pas de guerre dans le système socialiste, la lutte existe toujours, une lutte entre différentes factions au sein du peuple. Bien que, dans le système socialiste, il n'y ait pas de révolution au cours de laquelle une classe renverse l'autre, la révolution existe toujours.

Le passage du socialisme au communisme est une révolution.

Le passage d'un stade à un autre stade du communisme est aussi une révolution. Il existe également des révolutions techniques et des révolutions culturelles.

Le communisme passera nécessairement par beaucoup de stades. Il y aura donc beaucoup de révolutions. » (Ibidem)

C'est dans ces conditions et sur ces bases que le Président Mao Zedong prépara et dirigea la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, et dans la documentation essentielle issue de celle-ci il établit :

« La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte des classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, ainsi que le danger d'une restauration du capitalisme.

Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste.

Il faut comprendre et résoudre correctement les problèmes posés par les contradictions de classes et la lutte des classes, distinguer les contradictions entre l'ennemi et nous, et

les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution.

Sinon, un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire : il changera de nature et verra la restauration du capitalisme.

Dès maintenant, nous devons parler de cette question, jour après jour, mois après mois, année après année, afin d'en avoir une compréhension suffisamment claire et de suivre la ligne marxiste-léniniste. » (Xe session plénière du VIII^e Congrès du Comité Central du PCC, 1962)

Et invoquant « Ne jamais oublier l'existence des classes et la lutte des classes », en mai 1963 :

« La lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique sont les trois grands mouvements révolutionnaires de l'édification d'un pays socialiste puissant.

Ces mouvements constituent une sûre garantie permettant aux communistes de se garder de toute bureaucratie, de se prémunir contre le révisionnisme et le dogmatisme et de demeurer toujours invincibles, une sûre garantie permettant au prolétariat de s'unir avec les larges masses travailleuses et de pratiquer une dictature démocratique.

Si, en l'absence de ces mouvements, on laissait se déchaîner les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les génies malfaisants, tandis que nos cadres fermentaient les yeux et que nombre d'entre eux n'opéreraient même pas de distinction entre l'ennemi et nous, mais collaboreraient avec l'ennemi, se laissant corrompre, démoraliser et désunir par lui ; si nos cadres étaient ainsi entraînés dans le camp ennemi ou si l'ennemi parvenait à s'infiltrer dans nos rangs, et si beaucoup de nos ouvriers, paysans et intellectuels se laisseraient ainsi séduire ou intimider par l'ennemi, alors il se passerait peu de temps, peut-être quelques années et une décennie, tout au plus quelques décennies, avant qu'une restauration contre-révolutionnaire n'ait inévitablement lieu à l'échelle nationale, que le parti marxiste-léniniste ne devienne un parti révisionniste, un parti fasciste, et que toute la Chine ne change de couleur. »

Ainsi que le point 17 de la lettre en 25 points du « Débat sur la ligne générale du Mouvement Communiste International », de juin 1963, document rédigé sous la direction personnelle du Président Mao :

« Durant une longue période historique après la conquête du pouvoir par le prolétariat, l'existence de la lutte de classe demeure une loi objective indépendante de la volonté de l'homme ; seule la forme de la lutte de classe diffère de celle qu'elle revêtait avant la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Après la Révolution d'Octobre, Lénine a indiqué à maintes reprises que:

- a) Les exploités renversés essayent toujours et par tous les moyens de reconquérir leur 'paradis' perdu.
- b) L'ambiance petite-bourgeoise engendre chaque jour, à chaque heure de nouveaux éléments bourgeois.

c) Dans les rangs de la classe ouvrière et parmi les fonctionnaires d'État, il peut également apparaître des éléments dégénérés et de nouveaux éléments bourgeois en raison de l'influence bourgeoise, de l'entourage petit-bourgeois et de la corruption exercée par celui-ci.

d) Les conditions externes qui déterminent la continuation de la lutte de classe dans les pays socialistes sont l'encerclement par le capitalisme international, la menace de l'intervention armée et les manœuvres de désagrégation pacifique auxquelles ont recours les impérialistes.

Cette thèse de Lénine s'est trouvée confirmée dans la réalité de la vie.

On ne peut pas dire que dans un pays socialiste quel qu'il soit, même quand des dizaines d'années, voire une période encore plus longue, se seront écoulées après l'industrialisation socialiste et la collectivisation de l'agriculture, il n'existe plus d'écornifleurs bourgeois, de parasites, de spéculateurs, de filous, de fainéants, de voyous, de gens qui s'approprient des biens d'État ni d'éléments semblables que Lénine a sans cesse condamnés ; on ne peut pas dire non plus que les pays socialistes n'ont pas à s'occuper de la tâche assignée par Lénine, à savoir qu'il faut 'vaincre cette infection, cette peste, cette plaie que le capitalisme a léguées au socialisme', ou qu'ils peuvent y renoncer.

Dans les pays socialistes, il est nécessaire de passer par une très longue période historique avant de pouvoir résoudre progressivement la question de savoir qui l'emportera, du socialisme ou du capitalisme.

La lutte entre la voie du socialisme et la voie du capitalisme s'étend sur toute une période historique. Cette lutte connaît des hauts et des bas, elle se déroule à la manière des vagues et peut parfois même être très acharnée. Les formes qu'elle revêt sont très variées.

La Déclaration de 1957 dit avec justesse que « pour la classe ouvrière, la prise du pouvoir n'est que le début de la révolution et non son couronnement ».

Il est erroné, contraire à la réalité et au marxisme-léninisme de nier l'existence de la lutte de classe dans la période de la dictature du prolétariat, et la nécessité d'accomplir à fond la révolution socialiste sur les fronts économique, politique et idéologique. »

D'autant qu'en 1964 il réitérait :

« Dans les domaines politique et idéologique, l'issue de la lutte entre le socialisme et le capitalisme ne sera certaine qu'au terme d'une très longue période.

Il faudra pour aboutir, non pas quelques dizaines d'années, mais un ou plusieurs siècles.

Quant à la durée, mieux vaut prévoir une période plutôt longue que courte. Quant au travail, il est préférable de l'envisager comme une tâche plutôt difficile que facile.

Il y a plus d'avantages que d'inconvénients à penser et à agir de cette manière. »

Et en 1965 :

« Le mouvement vise principalement, ceux qui, dans le Parti, détiennent des postes de direction et s'engagent dans la voie du capitalisme ».

« Parmi ceux qui détiennent le pouvoir mais qui s'engagent dans la voie capitaliste, certains agissent ouvertement et d'autres en coulisse. »

Soulignant :

« Aux échelons supérieurs, on trouve ceux qui s'opposent à l'édification du socialisme mais qui travaillent dans les communes, les arrondissements, les districts, les districts spéciaux et même dans les départements provinciaux ou du Comité Central. »

Le puissant développement de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne commença en 1966 ; au cours de son jalon initial, la « Circulaire du Comité Central du Parti Communiste Chinois », en mai 1966, le Président Mao écrivit des paragraphes importants.

Se référant aux représentants de la bourgeoisie :

« On trouve également un certain nombre de ces représentants de la bourgeoisie au sein du Comité Central et de ses organismes, ainsi qu'au sein des organisations du Parti à l'échelon des provinces, des municipalités et des régions autonomes. »

Et :

« Peut-on admettre qu'il en soit question dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, dans la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, dans la dictature exercée par le prolétariat dans le domaine de la superstructure, y compris tous les secteurs de la culture, dans la lutte du prolétariat pour poursuivre l'épuration des représentants bourgeois qui sont parvenus à s'infiltrer dans le Parti communiste et brandissent le drapeau rouge pour s'opposer au drapeau rouge, dans tous ces problèmes fondamentaux ?

Les vieux sociaux-démocrates, qui ont quelques dizaines d'années d'existence, et les révisionnistes modernes, apparus il y a une bonne dizaine d'années, n'ont jamais admis d'égalité entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Ils nient catégoriquement que l'histoire millénaire de l'humanité soit l'histoire de la lutte des classes; ils nient catégoriquement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, la révolution du prolétariat contre la bourgeoisie et la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

Ils sont donc de fidèles laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme, et de concert avec eux, ils s'en tiennent obstinément au système idéologique où la bourgeoisie opprime et exploite le prolétariat, ils s'en tiennent obstinément au régime capitaliste, ils s'opposent à l'idéologie marxiste-léniniste et au régime socialiste.

Ils sont une bande de contre-révolutionnaires anticommunistes et antipeuple ; la lutte qu'ils mènent contre nous est une lutte à mort dans laquelle il n'y a pas la moindre

ombre d'égalité.

La lutte que nous menons contre eux ne peut donc être qu'une lutte à mort, nos rapports avec eux ne sont nullement des rapports d'égalité, mais des rapports d'oppression d'une classe par une autre, c'est-à-dire des rapports de dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, et où il n'y a rien d'autre, ni égalité, ni coexistence pacifique entre classes exploiteuses et classes exploitées, ni rien de tout ce qui se nomme humanité, justice, vertu, etc. »

« Il n'y a pas de construction sans destruction. La destruction, c'est la critique, la révolution. Pour la destruction, il faut le raisonnement, et celui-ci signifie la construction. La destruction vient en premier lieu, elle porte naturellement en elle la construction. »

« En réalité, ces responsables qui, bien que du Parti, se sont engagés dans la voie capitaliste, qui soutiennent les savants despotes bourgeois, ces représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, qui protègent les savants despotes bourgeois, ne sont, les uns et les autres, que de grands despotes du Parti qui ne lisent ni livres ni journaux, qui n'ont aucun contact avec les masses, et sont dépourvus de toute connaissance, mais usurant le nom du Parti, usent d'arbitraire et s'imposent aux autres. »

« En revanche, ils laissent le champ libre à tous les génies malfaisants qui, depuis de nombreuses années, se manifestent abondamment dans nos journaux, émissions, publications, livres, manuels, conférences, œuvres littéraires, cinéma, théâtre, quyi (narrations artistiques), beaux-arts, musique, danse, etc.

Jamais ils n'ont préconisé la nécessité de se soumettre à la direction du prolétariat; jamais ils n'ont demandé une approbation. »

« Porter haut levé le grand drapeau de la révolution culturelle prolétarienne, dénoncer à fond la position réactionnaire bourgeoise de ce groupe de « sommités académiques » antiparti et antisocialistes, critiquer totalement toutes les idées réactionnaires bourgeoises des milieux académiques, pédagogiques, journalistiques, littéraires, artistiques et de l'édition, ainsi que s'assurer la direction dans tous les domaines de la culture.

Et, à cette fin, il faut en même temps critiquer les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, le gouvernement, l'armée et les milieux culturels.

Ces gens doivent être écartés, et certains doivent être affectés à d'autres fonctions. Il ne faut surtout pas se fier à eux en les plaçant à des postes de direction dans la révolution culturelle. Nombre d'entre eux ont été à ces postes de direction et le sont encore, et cela comporte le plus grand danger. »

« Les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti, dans le gouvernement, dans l'armée et dans les différents milieux culturels constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires

Si l'occasion s'en présentait, ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie.

Certains de ces gens-là ont été découverts par nous; d'autres ne le sont pas encore ; certains autres encore, par exemple les individus du genre Khrouchtchev, bénéficient maintenant de notre confiance, ils sont formés pour être nos successeurs et se trouvent à présent au milieu de nous.

Les comités du Parti à tous les échelons doivent prêter une attention suffisante à ce point. »

Ceci dit, le Président Mao a aussi établi :

« La Grande Révolution culturelle n'est que la première du genre. Dans l'avenir de telles révolutions auront lieu nécessairement à plusieurs reprises. La question de l'issue de la révolution - qui l'emportera finalement - demande une très longue période historique pour être résolue.

Si les choses ne sont pas bien menées, la restauration du capitalisme sera à tout moment possible.

Tous les membres du Parti et le peuple de tout le pays doivent se garder de croire qu'ils pourront dormir tranquillement et que tout ira bien après une, deux, trois ou quatre grandes révolutions culturelles.

Il nous faut maintenir une attention toute particulière et ne relâcher en rien notre vigilance. »

Et définissant les objectifs et l'essence politique de cette révolution grandiose, jalon transcendant de la révolution prolétarienne mondiale :

« La Grande Révolution culturelle prolétarienne en cours est tout à fait indispensable et on ne peut plus opportune pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme. »

« La Grande Révolution culturelle prolétarienne est, au fond, une grande révolution politique que le prolétariat mène, dans les conditions du socialisme, contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses ; elle est le prolongement de la lutte qui oppose, depuis de longues années, le Parti Communiste Chinois et les larges masses populaires révolutionnaires qu'il dirige aux réactionnaires du Kuomintang; elle est le prolongement de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. »

Et soulignant sa fonction au niveau économique :

« La Grande Révolution culturelle prolétarienne constitue une puissante force motrice dans le développement des forces productives sociales de notre pays. »

Et au niveau idéologique son problème fondamental guidé par le principe de « combattre le concept du privé, et critiquer et répudier le révisionnisme », car :

« la Grande Révolution culturelle prolétarienne est une grande révolution qui touche l'homme dans ce qu'il a de plus profond et vise à résoudre le problème de sa conception du monde. »

Insistant sur ce point, le Président, en 1967, face à la délégation militaire d'Albanie déclara :

« Maintenant j'aimerais vous poser une question: quel est le but de la grande révolution culturelle ?

Quelqu'un a répondu sur-le-champ: 'C'est la lutte contre les gens qui détiennent le pouvoir à l'intérieur du Parti et qui suivent la voie capitaliste'.

Lutter contre ceux qui détiennent le pouvoir et qui suivent la voie capitaliste est la tâche principale, mais ça n'est pas le but.

Le but est de résoudre le problème de la conception du monde; le problème est d'extirper les racines du révisionnisme.

Le Comité Central a insisté maintes fois sur le fait que les masses doivent s'éduquer et se libérer elles-mêmes parce qu'on ne peut pas leur imposer la conception du monde. Pour transformer l'idéologie, les causes externes doivent agir à travers les causes internes, bien que ces dernières soient les principales.

Si la conception du monde n'est pas transformée, comment la grande révolution culturelle pourrait-elle s'appeler une victoire?

Si la conception du monde n'est pas transformée, alors qu'il y a en ce moment 2 000 dirigeants qui suivent la voie capitaliste dans cette grande révolution culturelle, il y en aura 4 000 la prochaine fois. »

Grande Révolution Culturelle Proletarienne dans laquelle :

« On a raison de se révolter contre les réactionnaires »; « la classe ouvrière doit exercer sa direction en tout. »

et

« Le prolétariat doit exercer dans tous les domaines sa dictature sur la bourgeoisie au niveau de la superstructure, y compris les divers secteurs de la culture. »

Révolution dont la complexité et les conditions difficiles s'expriment magistralement ainsi :

« Dans le passé nous avons livré bataille au nord comme au sud. Cette guerre était facile, car l'ennemi était apparent. La Grande Révolution culturelle prolétarienne en cours est beaucoup plus difficile. »

« La question, c'est que les cas qui révèlent d'erreurs idéologiques et ceux qui révèlent des contradictions entre l'ennemi et nous se trouvent confondus et que, pendant un temps, on ne parvient pas à y voir clair. »

Grande Révolution qui dans la tempête révolutionnaire de Shanghai, en janvier 1967, arborait l'appel du Président Mao :

« Révolutionnaires prolétariens, unissez-vous pour arracher le pouvoir aux dirigeants engagés dans la voie capitaliste ! »

Et son important enseignement :

« L'Armée populaire de Libération doit soutenir activement les larges masses de la gauche. »

Les comités révolutionnaires étant formés pour exercer la direction unifiée de la révolution, forme de Pouvoir concrétisée dans :

« L'expérience fondamentale en ce qui concerne le comité révolutionnaire, c'est qu'il est formé premièrement de représentants de cadres révolutionnaires, deuxièmement de ceux de l'armée, et troisièmement de ceux des masses révolutionnaires, incarnant ainsi la triple union révolutionnaire. Ce comité doit exercer une direction unique, en finir avec les structures administratives superposées, avoir un personnel réduit mais meilleur et une administration simplifiée, et se constituer en une équipe dirigeante révolutionnarisée liée aux masses. »

Grande Révolution qui se développa tout en suivant le principe de « faire la révolution et stimuler la production, le travail et les préparatifs en prévision d'une guerre », inscrit dans le concept stratégique de « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles et tout faire dans l'intérêt du peuple ».

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, prolongement de la révolution sous la dictature du prolétariat, marque donc la voie de la révolution prolétarienne mondiale dans sa marche héroïque et inéluctable vers le communisme ; et dans l'épopée révolutionnaire la plus gigantesque de l'humanité elle a conquis des victoires impérissables pour le prolétariat international.

Malgré tout, en 1968, avec une compréhension profonde de l'histoire et de l'internationalisme prolétarien, le Président Mao nous a enseigné :

« Nous avons déjà remporté de grandes victoires, mais la classe vaincue se débattrait encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas parler de victoire finale, même pour les prochaines décennies.

Il ne faut pas relâcher notre vigilance.

Selon le point de vue léniniste, la victoire finale d'un pays socialiste réclame non seulement les efforts du prolétariat et des larges masses populaires de ce pays, elle dépend encore de la victoire de la révolution mondiale, de l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme, qui apportera l'émancipation de toute l'humanité.

Par conséquent, parler à la légère des victoires finales de notre révolution est erroné, anti-léniniste. De plus, cela ne correspond pas à la réalité. »

En avril 1969, le Président Mao a dit :

« A ce qu'il semble, si l'on ne fait pas la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, ça n'ira pas, car notre base n'est pas solide.

A en juger par ce que j'ai pu observer, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante

majorité, mais je le crains, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas entre les mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières.

Non pas qu'il n'y ait pas de bons éléments parmi ceux qui dirigeaient les usines.

Il y en a, il y en a parmi les secrétaires, les secrétaires adjoints et les membres des comités du Parti. Il y en a parmi les secrétaires de cellule.

Mais ils suivent la ligne autrefois mise en avant par Liu Chao-Chi, ce qui se ramène simplement de leur part à des pratiques du genre stimulants matériels, profit au poste de commandement, pas de politique prolétarienne mise à l'honneur, distribution de primes, et ainsi de suite. »

« Toutefois, il se trouve effectivement de mauvais éléments dans les usines. »

« Cela montre que la révolution n'est pas terminée. »

Et visant le droit bourgeois :

« Lénine a parlé de l'établissement d'un État bourgeois sans capitalistes chargés de protéger le droit bourgeois.

Nous-mêmes, nous avons précisément édifié un État de ce genre, qui ne diffère guère de l'ancienne société: on y trouve hiérarchie, salaires à huit échelons, répartition selon le travail, échanges à valeur égale. »

Combattant le révisionnisme du vent révocatoire anti-révolution culturelle de Deng et ses laquais, le Président Mao affirma :

« Après la révolution démocratique, les ouvriers, les paysans, pauvres et moyens-pauvres ne se sont pas arrêtés; ils veulent, continuer la révolution.

Mais les membres du Parti ne veulent plus, avancer, certains ont même fait marche arrière et s'opposent à la révolution.

Pourquoi cela ? Devenus de grands dignitaires, ils tiennent à protéger les intérêts de leur caste. »

« Les voilà eux-mêmes sous le feu de la révolution socialiste. Lors du mouvement de coopération, il y avait au sein du Parti des gens qui s'y opposaient.

La critique du droit bourgeois les rebute.

On mène la révolution socialiste, et on ne sait même pas où est la bourgeoisie; or elle est dans le Parti Communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie. »

« La remise en cause des conclusions justes va à l'encontre de la volonté du peuple. »

« Sans lutte, pas de progrès. »

« Avec une population de 800 millions d'hommes, pouvons-nous nous passer de lutter ? »

« Que signifie 'prendre les trois directives comme axe' ? Stabilité et unité ne veulent pas dire suppression de la lutte des classes ; la lutte des classes c'est l'axe qui entraîne tout le reste. »

« Cette personne n'attache aucune importance à la lutte des classes, jamais elle n'a mentionné cet axe. Et c'est toujours sa formule 'Chat blanc, chat noir', sans distinction entre impérialisme et marxisme. »

Et pour synthétiser la lutte de classes en Chine et le PCC :

« Nous chantons l'Internationale depuis 50 ans, pourtant à dix reprises on a essayé de scinder le Parti. Cela ne m'étonnerait pas qu'on essaye encore dix fois, vingt fois ou trente fois. Vous ne le croyez pas ?

Peut-être bien, mais moi je le crois. Quand nous parviendrons au communisme, n'y aura-t-il plus de luttes ?

Je ne le crois pas non plus. Quand nous parviendrons au communisme, il y aura encore des luttes, mais elles mettront aux prises le neuf et le vieux, le correct et l'incorrect, c'est tout.

Après que des dizaines de millénaires se soient écoulés, l'incorrect sera toujours aussi mauvais et il échouera. »

« Depuis que l'empire a été renversé en Chine, en 1911, la réaction n'a pu rester bien longtemps au pouvoir.

La plus longue période de domination de la réaction (Tchiang Kaï-chek) n'a duré que 20 ans, mais dès que le peuple s'est révolté, il a été renversé. Tchiang Kaï-chek parvint au pouvoir profitant de la confiance que lui accordait Sun Yat-sen, de l'académie militaire Whampoa qu'il avait à sa charge, et réunit autour de lui toute une foule de réactionnaires.

Dès qu'il se montra opposé au PCC pratiquement toute la classe des propriétaires fonciers et toute la bourgeoisie l'appuyèrent. Du reste, le Parti Communiste manquait alors d'expérience dans ce domaine.

C'est ainsi que Tchiang Kaï-chek a pu se maintenir tranquillement au pouvoir pendant un certain temps. Durant ces 20 ans, il n'a cependant jamais réussi à unifier le pays.

Il y eut la guerre entre le Parti Communiste Chinois et le Kuomintang, les guerres entre le Kuomintang et les seigneurs de la guerre de toutes tendances, la guerre sino-japonaise et, pour finir, la monstrueuse guerre civile qui dura quatre ans et entraîna la fuite de Tchiang Kaï-chek vers un archipel.

Si la droite déclenche un coup d'État anticommuniste en Chine, je puis affirmer qu'elle ne connaîtra pas non plus la tranquillité; il est même fort probable que son régime sera

de courte durée, car les révolutionnaires, représentant les intérêts du peuple qui constitue plus de 90 pour cent de la population, ne les laisseront pas faire. »

« Conclusion: les perspectives sont brillantes mais le chemin renferme des tours et des détours, ces phrases sont déjà bien connues. »

En 1975, [les quotidiens] « Renmin Ribao » et « Hongqi » publièrent la note suivante à propos de la publication « Marx, Engels et Lénine, sur la dictature du prolétariat » :

« Notre grand dirigeant, le Président Mao, a récemment donné une importante directive sur une question de théorie.

Le Président Mao a déclaré :

« POURQUOI LÉNINE A-T-IL DIT QU'IL FAUT EXERCER LA DICTATURE SUR LA BOURGEOISIE ?

CETTE QUESTION DOIT ÊTRE BIEN COMPRISE.

SI ELLE NE L'ÉTAIT PAS, ON TOMBERAIT DANS LE RÉVISIONNISME.

CELA DOIT ÊTRE PORTE A LA CONNAISSANCE DU PAYS TOUT ENTIER ».

À propos du régime socialiste, le Président Mao a dit :

« EN UN MOT, LA CHINE EST UN PAYS SOCIALISTE. AVANT LA LIBÉRATION, C'ÉTAIT A PEU PRES COMME LE CAPITALISME.

MAINTENANT ENCORE, ON PRATIQUE LE SYSTÈME DES SALAIRES A HUIT ÉCHELONS, LA RÉPARTITION SELON LE TRAVAIL, L'ÉCHANGE PAR L'INTERMÉDIAIRE DE LA MONNAIE, ET TOUT CELA NE DIFFÈRE GUÈRE DE L'ANCIENNE SOCIÉTÉ.

LA DIFFÉRENCE, C'EST QUE LE SYSTÈME DE PROPRIÉTÉ A CHANGÉ ».

Et il a indiqué : « NOTRE PAYS PRATIQUE A L'HEURE ACTUELLE LE SYSTÈME MARCHAND, ET LE SYSTÈME DES SALAIRES EST INÉGAL, IL Y A DES SALAIRES A HUIT ÉCHELONS, ETC.

TOUT CELA, ON NE PEUT QUE LE RESTREINDRE SOUS LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT.

C'EST POUR-QUOI, SI DES GENS COMME LIN PIAO ACCÈDENT AU POUVOIR, IL LEUR EST TRÈS FACILE D'INSTAURER LE RÉGIME CAPITALISTE. NOUS DEVONS DONC LIRE D'AVANTAGE LES ŒUVRES MARXISTES-LÉNINISTES".

Le Président Mao a encore indiqué : "LÉNINE A DIT QUE « LA PETITE PRODUCTION ENGENDRE LE CAPITALISME ET LA BOURGEOISIE CONSTAMMENT, CHAQUE JOUR, A CHAQUE HEURE, D'UNE MANIÈRE

SPONTANÉE ET DANS DE VASTES PROPORTIONS ».

DE MÊME, ILS APPARAISSENT CHEZ UNE PARTIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE, UNE PARTIE DES COMMUNISTES.

LE STYLE DE VIE. BOURGEOIS SE MANIFESTE AU SEIN DU PROLÉTARIAT COMME PARMI LE PERSONNEL DES ORGANISMES D'ÉTAT ET AUTRES".

La directive du Président Mao, en mettant pleinement en lumière la théorie marxiste sur la dictature du prolétariat, souligne l'extrême importance qu'en revêt l'étude aujourd'hui. Les camarades de tout le Parti et le peuple tout entier lui doivent la grande attention qu'elle requiert. »

SUR LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME

Enfin, la lutte contre le révisionnisme est une autre question fondamentale du marxisme-léninisme-maoïsme ; lutte nécessaire, constante et impitoyable pour défendre l'idéologie du prolétariat et indispensable pour développer la révolution, conquérir le Pouvoir et poursuivre l'émancipation de l'humanité au moyen de la dictature du prolétariat et la direction des partis communistes.

À leur époque Marx et Engels, en septembre 1879, démasquèrent l'essence réformiste et bourgeoise du programme soutenu dans le soi-disant « Examen rétrospectif du mouvement socialiste », article écrit entre autres par E. Bernstein, le plus attardé des pontifes du vieux révisionnisme :

« Le reproche essentiel qu'on a adressé là à Schweitzer consiste en ce qu'il a abaissé le lassallianisme -qu'on représente ici comme un mouvement philanthropique bourgeois et démocratique- au niveau d'une lutte exclusive d'intérêts des ouvriers industriels, et cela par le fait qu'il a approfondi le sens de ce mouvement en y soulignant la lutte de classe des ouvriers industriels contre les bourgeois. Ensuite, on lui reproche « d'avoir repoussé la démocratie bourgeoise ».

Mais qu'est-ce que la démocratie bourgeoise vient faire dans la Social-Démocratie? (lire Parti Communiste). Si elle est composée « d'hommes honnêtes », elle peut ne pas vouloir entrer dans le mouvement et si elle le veut tout de même c'est seulement pour y semer la discorde.

Donc, de l'avis de ces messieurs, le parti social-démocrate ne doit pas être un parti exclusivement ouvrier, mais un parti large, groupant 'tous les hommes pénétrés d'« un véritable sentiment d'humanité ». Il devrait avant tout le prouver en faisant fi des grossières passions prolétariennes, et en se mettant sous la férule des bourgeois-philanthropes instruits, en vue de 'se former un bon goût' et d'apprendre le 'bon ton' (p.85).

La 'conduite abominable' de certains leaders devra alors, elle aussi, céder le pas à la 'conduite bourgeoise' bienséante (comme si la conduite en apparence abominable des personnes auxquelles on fait allusion ici n'était pas la moindre chose qu'on puisse leur reprocher).

Alors, de 'nombreux adhérents, issus du milieu des classes instruites et possédantes, y entreraient volontiers. Mais ceux-ci ne pourront être acquis à la cause que... quand

l'agitation aura donné des résultats sensibles'. Le socialisme allemand 'a fait trop de cas de la nécessité de gagner les masses et a, partant, négligé celle de gagner les couches dites supérieures par une propagande énergique(!)'. Encore manque-t-il au parti des hommes capables de le représenter au Reichstag'. Et cependant 'il est désirable et nécessaire de confier les mandats aux gens qui ont eu assez de possibilité et de temps pour se familiariser à fond avec les matières correspondantes.

Les simples ouvriers et artisans... n'ont pour cela -sauf quelques rares exceptions- aucun loisir'. Faites donc élire des bourgeois!

Bref: la classe ouvrière est incapable de s'affranchir par ses propres forces. Pour pouvoir le faire, elle doit se mettre sous la férule des bourgeois 'instruits et possédants' qui, seuls, 'ont la possibilité et le temps' d'apprendre à fond ce qui peut profiter aux ouvriers. Et, en second lieu, la bourgeoisie ne peut aucunement être vaincue, elle peut seulement être gagnée à la cause par une propagande énergique.

Toutefois, si l'on veut gagner à la cause les couches supérieures de la société, ou au moins ses éléments le mieux inspirés, on ne doit à aucun prix les effrayer. Les Trois de Zurich croient avoir fait ainsi une découverte tranquillissante :

'Justement de nos jours, sous la pression de la loi contre les socialistes le parti montre qu'il n'est pas disposé à entrer dans la voie de la révolution sanglante et violente, mais qu'il est décidé... à prendre la voie de la légalité, c'est-à-dire des réformes'.

Donc, si les 5 à 600 000 électeurs social-démocrates, c'est-à-dire le dixième ou le huitième du nombre total des électeurs qui, de plus, sont éparpillés dans tout le vaste pays, sont à tel point sages qu'ils ne veulent pas enfoncer les murs avec leurs têtes en essayant une 'révolution sanglante', se trouvant à un contre dix, cela prouve qu'ils font vœu de ne jamais profiter d'un événement violent de politique étrangère, d'une subite poussée révolutionnaire consécutive et même de la victoire du peuple gagnée dans la collision ainsi survenue.

Si un jour Berlin se montre de nouveau si mal élevé pour faire un 18 mars [il s'agit des combats qui se déroulèrent le 18 mars sur les barricades à Berlin et qui marquèrent le début de la révolution de 1848-1849], les social-démocrates, au lieu de prendre part à la lutte en qualité de 'canailles brûlant de monter sur les barricades' (p. 88), devront alors plutôt 'prendre la voie de la légalité', enlever les barricades et, si besoin est, marcher au pas avec les troupes glorieuses contre les masses, bornées, brutales et illettrées. Si ces messieurs viennent affirmer qu'ils entendent par là autre chose, qu'est-ce donc qu'ils entendent alors ?

Mais il y a mieux encore.

'Plus le parti mettra de calme, de fond et de raison dans la critique des événements contemporains et dans ses propositions pour y parer, et moins il sera possible de répéter l'opération, réussie actuellement (sous la loi contre les socialistes), par laquelle la réaction consciente a pu plier la bourgeoisie en quatre en jouant sur sa terreur devant le spectre rouge' (p.88).

Pour que dorénavant la bourgeoisie n'ait même pas une ombre de crainte, il faut lui

assurer d'une façon claire et probante que le spectre rouge n'est en fait pas autre chose qu'un fantôme, qui n'existe pas dans la réalité.

Mais en quoi consiste donc le mystère du spectre rouge sinon dans la frousse de la bourgeoisie devant la lutte inévitable et impitoyable entre elle et le prolétariat ? La frousse devant l'issue inéluctable de la lutte de classe contemporaine ?

Qu'on supprime la lutte de classes et alors la bourgeoisie et 'tous les hommes indépendants' n'auront pas peur de 'marcher la main dans la main avec les prolétaires'. Or, ce sont justement les prolétaires qui seront alors dupés.

Que le parti démontre, donc, par sa conduite humble et soumise, qu'il en a fini une fois pour toutes avec 'les inconvenances et les extravagances' qui ont servi de prétexte à la promulgation de la loi contre les socialistes. S'il promet de bon gré de ne pas sortir des cadres de cette loi, Bismarck et les bourgeois auront bien la complaisance de l'abroger vu son inutilité dans ces conditions.

'Qu'on nous comprenne bien', nous ne voulons pas 'renoncer à notre parti ni à notre programme, mais nous pensons que nous avons assez de travail pour bien des années si nous employons toute notre force, toute notre énergie pour arriver à certains objectifs plus rapprochés de nous, que nous devons atteindre coûte que coûte avant de pouvoir penser à la réalisation des fins plus éloignées'.

Alors viendront aussi en masses se joindre à nous les gros et petits bourgeois, ainsi que les ouvriers qui, 'à l'heure qu'il est, sont effarouchés par nos revendications extrêmes'.

Le programme ne doit pas être rejeté, mais seulement remis... aux calendes grecques.

On l'accepte non pour soi-même et non pour la durée de sa vie, mais comme un programme posthume pour le laisser en héritage à ses enfants et aux enfants de ses enfants. Entre-temps, on applique 'toute sa force et toute son énergie' à toutes sortes de bagatelles et au raccommodage du régime capitaliste, pour avoir l'air de faire quelque chose sans effrayer, chemin faisant, la bourgeoisie (...).

C'est là le programme des trois censeurs de Zurich. Il ne laisse plus rien à désirer au moins pour nous qui connaissons très bien cette phraséologie depuis 1848. Nous avons devant nous des représentants de la petite bourgeoisie affirmant, pris de terreur, que le prolétariat peut 'aller trop loin', poussé qu'il est par sa situation révolutionnaire.

Au lieu de l'opposition politique résolue esprit général de conciliation; au lieu de lutte contre le gouvernement et les bourgeois, tentatives de les convaincre et les gagner à la cause; au lieu de la résistance opiniâtre aux persécutions d'en haut humble soumission et aveu que le châtiment est bien mérité.

Tous les conflits historiquement inévitables sont présentés comme des malentendus et toute discussion se termine par cette formule : au fond, nous sommes tous d'accord. Les gens qui, en 1848, se déclaraient démocrates bourgeois, peuvent avec autant de raison s'appeler maintenant social-démocrates.

Pour ceux-là l'avènement de la république démocratique était un fait d'un avenir très

lointain ; il en est de même pour ceux-ci en ce qui concerne le renversement du régime capitaliste : cette question n'a donc aucune valeur pour la pratique politique journalière ; on peut concilier, entrer en compromis et faire de la philosophie tant qu'on veut. Il en est de même de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.

On la reconnaît sur le papier, car on ne peut faire autrement, mais en pratique on fait tout pour la voiler, l'effacer, l'émousser.

Le parti social-démocrate ne doit pas être un Parti ouvrier, il ne doit pas provoquer la haine de la bourgeoisie, ni aucune autre, il doit avant tout faire une propagande énergique parmi la bourgeoisie ; au lieu de poursuivre en premier lieu des fins éloignées terribles aux bourgeois et irréalisables par notre génération, il doit plutôt appliquer toute sa force et toute son énergie aux réformes petites-bourgeoises de rapiècement qui vont consolider le régime social actuel et peut-être transformer ainsi la catastrophe finale en un processus de désagrégation progressif et autant que possible paisible.

Ce sont les mêmes gens qui, sous prétexte d'une activité sans répit, non seulement ne font rien eux-mêmes, mais cherchent encore à empêcher que quelque chose soit fait en général, sauf le verbiage ; les mêmes gens qui, en 1848 et 1849, par leur crainte d'accomplir un acte quelconque entravaient le mouvement à chaque pas et l'ont amené à la fin à la défaite : les mêmes gens qui ne voient pas bien la réaction et s'étonnent énormément de s'apercevoir qu'ils sont dans une impasse où ni la résistance ni la fuite ne sont guère possibles ; les mêmes gens qui veulent faire entrer de force l'histoire dans leur horizon étroit de petits bourgeois, tandis que l'histoire s'y refuse et passe outre.

Pour ce qui est de leurs convictions socialistes, elles ont été suffisamment soumises à la critique dans le Manifeste du parti communiste, au chapitre intitulé « Le socialisme allemand ou socialisme vrai » [Voir le Manifeste, chapitre III, point c].

Là où la lutte de classe est rejetée comme une chose 'brutale', repoussante, il ne reste, en fait de base du socialisme, que le 'véritable sentiment d'humanité' et les paroles en l'air sur la 'justice'.

En ce qui nous concerne, nous avons devant nous, vu tout notre passé, une seule voie à suivre. Depuis près de quarante ans, nous avons fait ressortir au premier plan la lutte de classes comme la force motrice directe de l'histoire, et en particulier, la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le plus puissant levier de la révolution sociale.

Il nous est par conséquent impossible de marcher de concert avec des gens qui tendent à rayer du mouvement cette lutte de classes. En fondant l'Internationale, nous avons lancé en termes clairs son cri de guerre : L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

Nous ne pouvons donc pas marcher avec des gens déclarant à cor et à cri que les ouvriers sont trop peu instruits pour pouvoir s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent être affranchis par en haut, par les philanthropes bourgeois et petits-bourgeois. »

Lénine développa une lutte extraordinaire contre le vieux révisionnisme qui connut sa faillite au cours de la Première Guerre Mondiale ; il en dit :

« Le révisionnisme ou 'révision' du marxisme est à l'heure actuelle l'une des principales manifestations, sinon la principale, de l'influence bourgeoise sur le prolétariat et de la corruption des prolétaires par la bourgeoisie. »

Signalant en 1899 et 1902, respectivement :

« La social-démocratie internationale traverse à l'heure actuelle une période de flottement de la pensée.

Jusqu'à présent, les doctrines de Marx et Engels étaient considérées comme le fondement solide de la théorie révolutionnaire; maintenant, des voix s'élèvent de toutes parts pour proclamer ces doctrines insuffisantes et périmées.

Quiconque se déclare social-démocrate et se propose de publier un organe social-démocrate doit définir nettement son attitude envers une question qui est loin de préoccuper uniquement les social-démocrates allemands.

Nous nous plaçons entièrement sur le terrain de la théorie de Marx: elle a été la première à faire du socialisme, d'utopie qu'il était, une science, à en poser les fondements inébranlables, à tracer le chemin à suivre en la développant plus avant et en l'élaborant dans tous ses détails.

Elle a mis à nu la nature de l'économie capitaliste moderne en expliquant comment le salariat, l'achat de la force de travail, dissimule l'asservissement de millions de non-possédants par une poignée de capitalistes, de propriétaires de terres, de fabriques, de mines, etc.

Elle a montré comment toute l'évolution du capitalisme moderne tend à évincer la petite production par la grande et crée les conditions qui rendent possible et nécessaire l'organisation socialiste de la société.

Elle nous a appris à discerner, derrière le voile des coutumes enracinées, des intrigues politiques, des lois subtiles et des doctrines astucieuses, la lutte de classes, la lutte qui oppose les diverses classes possédantes à la masse des non-possédants, au prolétariat, qui est à la tête de tous les non-possédants.

Elle a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société, ou de prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, ou de tramer des complots, mais d'organiser la lutte de classe du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste. » (Notre programme)

« La social-démocratie doit se transformer de parti de révolution sociale en parti démocratique de réformes sociales. Cette revendication politique, Bernstein l'a entourée de toute une batterie de 'nouveaux' arguments et considérations assez harmonieusement orchestrés.

Il nie la possibilité de donner un fondement scientifique au socialisme et de prouver, du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire, sa nécessité et son inévitabilité ;

il nie la misère croissante, la prolétarianisation et l'aggravation des contradictions capitalistes ; il déclare inconsistante la conception même du 'but final' et repousse catégoriquement l'idée de la dictature du prolétariat ; il nie l'opposition de principe entre le libéralisme et le socialisme ; il nie la théorie de la lutte de classe, soi-disant inapplicable à une société strictement démocratique, administrée selon la volonté de la majorité, etc. » (Que faire?)

Et soulignant sa caractéristique rampante :

« Lorsqu'on parle de la lutte contre l'opportunisme, il ne faut jamais oublier le trait caractéristique de tout l'opportunisme moderne dans tous les domaines: ce qu'il a de vague, d'indécis et d'insaisissable.

De par sa nature, l'opportuniste évite toujours de poser les questions d'une manière claire et décisive ; il recherche toujours la résultante, il a des louvoiements de couleuvre entre deux points de vue qui s'excluent, cherchant à 'se mettre d'accord' avec l'un et avec l'autre, et réduisant ses divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents, etc, etc. » (Un pas en avant, deux pas en arrière)

De même combattant la négation de la lutte de classes et démasquant la collaboration de classe du révisionnisme :

« En matière politique, le révisionnisme a tenté de réviser en fait le principe fondamental du marxisme: la théorie de la lutte des classes.

La liberté politique, la démocratie, le suffrage universel, privent de tout terrain la lutte de classe, nous a-t-on affirmé, et démentent le vieux principe du Manifeste du Parti communiste: les ouvriers n'ont pas de patrie.

Dès l'instant où, dans la démocratie, c'est la 'volonté de la majorité' qui prévaut, on ne saurait, paraît-il, ni envisager l'État comme un organisme de domination de classe, ni refuser les alliances avec la bourgeoisie progressive, social-réformatrice, contre les réactionnaires.

Il est incontestable que ces objections des révisionnistes se résument en un système de conceptions assez cohérent, à savoir : de conceptions bourgeoises libérales connues de longue date.

Les libéraux ont toujours prétendu que le parlementarisme bourgeois supprimait les classes et les divisions en classes, puisque tous les citoyens sans distinction bénéficiaient du droit de vote, du droit de participation à la chose publique.

Toute l'histoire européenne de la seconde moitié du XIXe siècle, toute l'histoire de la révolution russe du début du XXe siècle, montrent à l'évidence l'absurdité de ces conceptions.

Avec la liberté du capitalisme 'démocratique', les distinctions économiques, loin de se relâcher, s'intensifient et s'aggravent. Le parlementarisme n'empêche pas les républiques bourgeoises les plus démocratiques d'être des organes d'oppression de classe, il le fait apparaître avec plus d'évidence.

Aidant à éclairer et organiser des masses de la population infiniment plus grandes que celles qui, autrefois, participaient activement aux événements politiques, le parlementarisme prépare ainsi non la suppression des crises et des révolutions politiques mais une aggravation maximum de la guerre civile pendant ces révolutions.

Les événements du printemps de 1871 à Paris et ceux de l'hiver 1905 en Russie ont montré, de toute évidence, que cette aggravation se produit inévitablement.

La bourgeoisie française, pour écraser le mouvement prolétarien, n'a pas hésité une seconde à passer un marché avec l'ennemi national, avec l'armée étrangère qui venait de ruiner sa patrie.

Quiconque ne comprend pas l'inéluctable dialectique interne du parlementarisme et du démocratisme bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit encore plus brutale qu'autrefois, faisant davantage intervenir la violence de masse, ne saura jamais mener sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces 'conflits'.

L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en Occident, avec le réformisme libéral (les cadets) dans la révolution russe, a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer, ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison. » (Marxisme et révisionnisme).

Et démantelant sa trahison au socialisme et sa défense de la démocratie bourgeoise :

« L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais ac-cédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploiters ont toujours opposée.

La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre la 'dictature en général' et qui portent aux nues la 'démocratie en général', a conquis le pouvoir dans les pays évolués, au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leur tentatives de restauration.

Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple des milliers et des millions de fois le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie.

C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise sous le couvert de discours sur la 'démocratie en général', les cris et les vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de s'élever contre la 'dictature en général', tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois précisément à l'heure où il a fait

faillite dans le monde entier et quand la guerre a créé une situation révolutionnaire. »
(Premier Congrès de l'Internationale Communiste).

D'autre part, analysant l'aristocratie ouvrière en tant que bastion social du révisionnisme; au cours du IIe Congrès de l'Internationale Communiste :

« Une des principales causes qui freine le mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes évolués, c'est que, étant donné les possessions coloniales et les superprofits du capital financier, etc..., le capital est parvenu, dans ces pays, à former une couche relativement plus large et plus stable, une petite minorité, une aristocratie ouvrière. Cette dernière jouit de meilleurs salaires et est très imbue d'un étroit esprit de corps et de préjugés petits-bourgeois et impérialistes.

C'est là le vrai 'appui' social de la IIe Internationale, des réformistes et des 'centristes' et, à l'heure actuelle, c'est pour ainsi dire le principal appui social de la bourgeoisie. »

« Ici, nous devons nous demander ce qui explique la persistance de ces tendances en Europe et pourquoi cet opportunisme est plus fort en Europe occidentale que chez nous. Mais parce que les pays avancés ont bâti et bâtissent leur culture grâce à la possibilité qu'ils ont de vivre aux dépens d'un milliard d'opprimés.

Parce que les capitalistes de ces pays ont des profits bien supérieurs à ceux qu'ils pourraient tirer de la spoliation des ouvriers de leur pays.

On estimait avant la guerre que les trois pays les plus riches, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, tiraient de la seule exportation de leurs capitaux à l'étranger un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs sans compter les autres revenus.

On comprend qu'il soit possible de prélever sur cette jolie somme au moins un demi-milliard à distribuer en aumône aux dirigeants ouvriers, à l'aristocratie ouvrière, comme dessous-de-table de toute espèce.

En effet, tout est dans la corruption.

On s'y prend de mille façons : en élevant le niveau de culture des grands centres, en créant des établissements éducatifs, des milliers de sinécures à l'intention des dirigeants des coopératives, des trade-unions, des leaders parlementaires. Cela se fait dans tous les pays de civilisation capitaliste.

Et ces milliards de super-bénéfice constituent la base économique de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. »

Et sur le révisionnisme, produit de la conception bourgeoise et de son influence sur le prolétariat :

« Qu'est-ce qui le rend inévitable' (le révisionnisme) dans la société capitaliste ? Pourquoi est-il plus profond que' là Particularités nationales et les degrés de développement du Capitalisme ?

Mais parce que, dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouvent toujours

les larges couches de la petite-bourgeoisie, des petits patrons. La petite production a engendré et continue d'engendrer constamment le capitalisme.

Celui-ci crée inéluctablement de nouvelles 'couches moyennes' (appendice de la fabrique, travail à domicile, petits ateliers disséminés dans tout le pays, en raison des nécessités de la grosse industrie, par exemple celle du cycle et de l'automobile, etc.).

Ces nouveaux petits producteurs sont inéluctablement rejetés à leur tour dans les rangs du prolétariat. Dès lors il est parfaitement naturel que des conceptions petites-bourgeoises ne cessent de surgir dans les rangs des grands partis ouvriers. » (Marxisme et révisionnisme)

Et :

« Ainsi, la revendication d'un coup de barre décisif de la social-démocratie révolutionnaire vers le social-réformisme bourgeois était accompagnée d'un revirement non moins décisif vers la critique bourgeoise de toutes les idées fondamentales du marxisme.

Et comme cette critique était depuis longtemps menée contre le marxisme du haut de la tribune politique et de la chaire universitaire, en une quantité de brochures et dans une série de savants traités, comme, depuis des dizaines d'années, elle était inculquée systématiquement à la jeune génération des classes instruites, il n'est pas étonnant que la 'nouvelle' tendance « critique » dans la social-démocratie ait surgi du premier coup sous sa forme définitive, telle Minerve du cerveau de Jupiter.

Dans son contenu, cette tendance n'a pas eu à se développer et à se former ; elle a été transposée directement de la littérature bourgeoise dans la littérature socialiste. » (Que faire ?)

Lénine qualifia les révisionnistes de « meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que la bourgeoisie elle-même », lors du II^e Congrès où, y faisant allusion, il dit :

« Je ne m'arrêterai pas sur la façon concrète dont nous devons le faire. Il en est question dans mes thèses, qui ont été publiées.

Ma tâche consiste à indiquer les causes économiques profondes de ce phénomène.

Cette maladie est devenue chronique; sa guérison se fait plus attendre que les optimistes ne pouvaient l'espérer. L'opportunisme, voilà notre ennemi principal.

L'opportunisme des couches supérieures du mouvement ouvrier, c'est un socialisme non prolétarien, mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes.

S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir.

Ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kerenski en Russie qui le prouve ; la

République démocratique d'Allemagne, avec à sa tête un gouvernement social-démocrate, le prouve aussi de même que le comportement d'Albert Thomas à l'égard de son gouvernement bourgeois.

La preuve est faite enfin par l'expérience analogue de la Grande-Bretagne et des États-Unis. L'opportunisme est notre ennemi principal et nous devons en venir à bout.

Nous devons quitter ce congrès avec la ferme résolution de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis. C'est là notre tâche essentielle. »

Et sur « l'unique ligne marxiste » :

« Engels distingue entre le 'parti ouvrier bourgeois' des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la 'masse inférieure', la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui s'est pas contaminée par la 'respectabilité bourgeoise'.

Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons -et personne ne peut- prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement.

Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les 'défenseurs de la patrie' dans la guerre impérialiste ne représentent qu'une minorité.

Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte.

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre, ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler: telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. » (L'impérialisme et la scission du socialisme).

De la même façon il appela à défendre le marxisme et à le développer malgré les cris des révisionnistes :

« Et maintenant, nous demandons : qu'ont donc apporté de nouveau à cette théorie ces tonitruants 'rénovateurs' qui font tant de tapage à l'heure actuelle et qui se groupent autour du socialiste allemand Bernstein ?

Absolument rien : ils n'ont pas fait avancer d'un pas la science que Marx et Engels nous

ont recommandé de développer; ils n'ont enseigné au prolétariat aucun nouveau procédé de lutte; ils n'ont fait que reculer en empruntant des bribes de théories arriérées et en prêchant au prolétariat non pas la théorie de la lutte, mais celle des concessions - des concessions aux pires ennemis du prolétariat, aux gouvernements et aux partis bourgeois, qui cherchent inlassablement de nouveaux moyens de traquer les socialistes.

Plekhanov, l'un des fondateurs et des chefs de la social-démocratie russe, a eu tout à fait raison de critiquer impitoyablement la récente 'critique' de Bernstein, dont les conceptions viennent également d'être répudiées par les représentants des ouvriers allemands (au congrès de Hanovre).

Nous savons que ces mots nous vaudront une avalanche d'accusations: on criera que nous voulons faire du parti socialiste un ordre d'"orthodoxes", persécutant les 'hérétiques' qui s'écartent du 'dogme', qui ont une opinion indépendante, etc. Nous les connaissons, toutes ces phrases cinglantes à la mode.

Mais elles ne contiennent pas un grain de sens ni de vérité. Il ne saurait exister de parti socialiste fort sans une théorie révolutionnaire qui unisse tous les socialistes, d'où ils tirent toutes leurs convictions et qu'ils appliquent à leurs méthodes de lutte et à leurs moyens d'action.

Défendre une telle théorie que l'on considère comme profondément vraie, contre les attaques injustifiées et les tentatives de l'altérer ne signifie nullement qu'on soit l'ennemi de toute critique.

Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seule-ment posé les pierres angulaires de la science que les socialistes doivent faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie.

Nous pensons que les socialistes russes doivent absolument développer par eux-mêmes la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que les principes directeurs généraux, qui s'appliquent dans chaque cas particulier, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie. » (Notre Programme)

Et analysant l'effondrement du vieux révisionnisme, dans son œuvre très importante « La faillite de la IIe Internationale » de 1915, Lénine nous enseigna :

« Pour les ouvriers conscients, le socialisme est une conviction sérieuse, et non un masque commode servant à camoufler des opinions conciliatrices petites-bourgeoises et des tendances d'opposition nationaliste.

La faillite de l'Internationale, pour eux, c'est le reniement révoltant par la plupart des partis social-démocrates officiels de leurs convictions, des déclarations les plus solennelles faites dans les discours aux congrès internationaux de Stuttgart et de Bâle, dans les résolutions de ces congrès, etc.

Il est reconnu de longue date que les guerres, malgré toutes les horreurs et les calamités qu'elles entraînent, sont utiles dans une mesure plus ou moins grande en ce sens

qu'elles dévoilent, dénoncent et détruisent implacablement, dans les institutions humaines, bien des éléments pourris, périmés et nécrosés. »

« L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. La guerre rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée.

L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les 'embourgeoisait', leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. »

« Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mûri, devenu à tel point vigoureux et impudent pendant la longue époque du capitalisme relativement 'pacifique', à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on ne saurait tolérer l'existence d'un pareil courant au sein des partis ouvriers social-démocrates. »

« L'opportunisme, pour parler à l'échelle européenne, était pour ainsi dire à l'état juvénile avant la guerre. La guerre une fois déclenchée, il est devenu complètement adulte et on ne peut plus lui rendre son 'innocence' et sa jeunesse.

On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui s'est intégrée à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et 'adapter' à ses vues.

Impossible de faire tourner à rebours ni d'arrêter la roue de l'histoire: on peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire, légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnière de l'opportunisme, à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament 'la lutte pour le pouvoir', la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. »

Et dans « L'opportunisme et la faillite de la IIe » Internationale" de 1916 :

« Le caractère relativement 'pacifique' de la période 1871-1914 a nourri l'opportunisme, état d'esprit d'abord, tendance ensuite, et enfin groupe ou couche comprenant la bureaucratie ouvrière et les compagnons de route petits-bourgeois.

Ces éléments ne pouvaient se soumettre le mouvement ouvrier qu'en reconnaissant en paroles les objectifs révolutionnaires et la tactique révolutionnaire. Ils ne pouvaient gagner la confiance des masses qu'en jurant que tout le travail 'pacifique' n'était qu'une préparation à la révolution prolétarienne. Cette contradiction était un abcès qui devait percer à jour, et qui a percé.

Le tout est de savoir s'il faut essayer, comme le font Kautsky et Cie, de refouler à nouveau ce pus dans l'organisme au nom de l'« unité » (avec le pus), ou bien, s'il faut,

pour aider à la guérison complète de l'organisme du mouvement ouvrier, le débarrasser de ce pus aussi vite et aussi soigneusement que possible, malgré la douleur aiguë, mais passagère, que cause cette opération. »

Le Président Mao Zedong développa une grandiose lutte contre le révisionnisme contemporain de Khrouchtchev et ses laquais au niveau mondial, visant la sinistre restauration du capitalisme en Union soviétique, le démasquant pleinement et complètement comme le montre la « Polémique autour de la ligne générale du Mouvement Communiste International », document rédigé sous sa propre direction.

Cependant sa lutte la plus transcendante contre le révisionnisme il la livra en Chine même à travers la Grande Révolution. Culturelle Prolétarienne.

Dans son « Discours à la deuxième session plénière du VIII^e Comité Central », en 1956, il dit:

« Je voudrais dire quelques mots à propos du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. A mon avis, il y a deux 'épées': l'une est Lénine et l'autre, Staline. L'épée qu'est Staline, les Russes l'ont maintenant rejetée.

Gomulka et certains Hongrois l'ont ramassée pour frapper l'Union soviétique, pour combattre ce qu'on appelle stalinisme.

Dans beaucoup de pays d'Europe, les partis communistes critiquent aussi l'Union soviétique ; leur leader, c'est Togliatti.

Les impérialistes se servent aussi de cette épée pour tuer les gens ; Dulles par exemple l'a brandie un moment. Cette arme n'a pas été prêtée, elle a été jetée. Nous autres Chinois, nous ne l'avons pas rejetée.

Premièrement, nous défendons Staline et deuxièmement, nous critiquons aussi ses erreurs ; et pour cela, nous avons écrit l'article 'À propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat'.

Ainsi, au lieu de le diffamer et de l'anéantir comme font certains, nous agissons en partant de la réalité.

Quant à l'épée qu'est Lénine, n'a-t-elle pas été aussi rejetée quelque peu par des dirigeants soviétiques ? A mon avis, elle l'a été dans une assez large mesure.

La Révolution d'Octobre est-elle toujours valable ? Peut-elle encore servir d'exemple aux différents pays ?

Le rapport de Khrouchtchev au XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique dit qu'il est possible de parvenir au pouvoir par la voie parlementaire ; cela signifie que les autres pays n'auraient plus besoin de suivre l'exemple de la Révolution d'Octobre.

Une fois cette porte grande ouverte, le léninisme est pratiquement rejeté.

La doctrine léniniste a développé le marxisme.

Dans quels domaines l'a-t-elle développé ?

1) Dans celui de la conception du monde, c'est-à-dire du matérialisme et de la dialectique ;

2) dans celui de la théorie et de la tactique révolutionnaires, surtout en ce qui concerne la lutte de classes, la dictature du prolétariat et le parti prolétarien.

Par ailleurs, la doctrine de Lénine porte sur l'édification socialiste.

A partir de la Révolution d'Octobre en 1917, Lénine a entrepris l'édification tout en poursuivant la révolution ; ainsi, il a accumulé dans ce domaine sept années d'expérience pratique, expérience que Marx n'avait pas.

Ce que nous apprenons, ce sont précisément ces principes fondamentaux du marxisme-léninisme. »

Et insistant sur ce même thème et sur les instables dans les tourmentes, l'abandon du marxisme et l'attaque contre les choses avancées, dans « Discours prononcés à la conférence des secrétaires », de l'année 1957 :

« Au cours de l'année écoulée, plusieurs grands orages ont éclaté sur la scène du monde.

Le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique a lancé une violente attaque contre Staline; puis, les impérialistes ont mené deux vastes campagnes anticomunistes, et deux débats orageux ont eu lieu au sein du mouvement communiste international.

Certains partis d'Europe et d'Amérique ont été beaucoup affectés par ces événements et ont subi des pertes assez considérables ; les partis des pays d'Orient ont été moins touchés et leurs pertes ne sont pas aussi graves.

Depuis le XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, certains qui avaient soutenu très activement Staline sont maintenant non moins actifs dans leurs attaques contre lui.

A mon avis, ils laissent de côté le marxisme-léninisme, ils n'ont pas fait l'analyse du problème et ignorent la morale révolutionnaire. Le marxisme-léninisme implique aussi la morale révolutionnaire du prolétariat.

Naguère, vous déployiez tant de zèle pour soutenir Staline qu'il faudrait tout de même, à présent, avancer quelques raisons pour justifier votre revirement !

Mais, sans donner la moindre explication, vous prenez tout à coup un virage de 180 degrés, comme si vous n'aviez jamais soutenu Staline, et pourtant, vous étiez bien ses partisans fervents. La question de Staline concerne l'ensemble du mouvement communiste international et les partis de tous les pays.

Pour ce qui est du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, l'écrasante

majorité des cadres de notre Parti en sont mécontents. Ils estiment qu'on est allé trop loin dans la critique de Staline. C'est là un sentiment naturel, une réaction normale. Néanmoins, une minorité s'est mise à vaciller. Chaque fois qu'un typhon s'annonce, avant l'arrivée de la pluie, les fourmis sortent de leurs nids, elles ont le 'nez' fin et connaissent la météorologie.

Lorsque la tempête s'est déchaînée au XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique, il y a eu aussi, en Chine, des fourmis qui ont quitté leurs nids. Ce sont des éléments instables au sein du Parti, ils chancellent à la moindre occasion.

Apprenant qu'on avait assommé Staline d'un coup de massue, ils se sentaient très à l'aise et se sont rangés de l'autre côté. Ils ont crié des vivats et dit que Khrouchtchev avait raison sur toute la ligne et qu'ils avaient toujours été de cet avis.

Puis, lorsqu'ils ont vu s'abattre les coups de bâton des impérialistes et aussi ceux provenant du mouvement communiste international, et que. Khrouchtchev lui-même a été obligé de changer quelque peu de ton, ils sont revenus à nous.

Par la force des choses, ils sont repassés de notre côté, et ils ne pouvaient agir autrement. C'est comme une touffe d'herbe sur un mur, qui oscille au passage du vent. Mais leur désir sincère n'était pas de revenir à nous, c'était d'aller vers l'autre bord.

Ces gens, au sein comme en dehors du Parti, ont bien fait de glorifier les événements de Pologne et de Hongrie ! Ils n'avaient à la bouche que Poznan et la Hongrie, de sorte qu'ils se sont révélés eux-mêmes.

Les fourmis étaient hors de leurs galeries, toutes les canailles, toutes les crapules ont fait leur apparition. Ces individus tournaient au rythme de la baguette de Gomulka ; lorsque celui-ci parlait de la grande démocratie, ils reprenaient le même refrain.

Maintenant que la situation a changé, ils ne soufflent plus mot. S'ils gardent le silence, c'est à contrecœur; ce qu'ils voudraient, c'est toujours se faire entendre. »

« La délégation que nous avons envoyée récemment en Union soviétique leur a dit leurs quatre vérités sur certaines questions.

J'ai dit par téléphone au camarade Chou En-lai que ces gens-là se sont laissés griser par le succès et que la meilleure méthode pour traiter avec eux, c'est de leur passer un bon savon.

Qu'entendons chez eux par 'succès' ? Rien d'autre que leurs 50 millions de tonnes d'acier, 400 millions de tonnes de charbon et 80 millions de tonnes de pétrole. Est-ce que cela compte pour beaucoup ?

Mais non. Et les voilà pris de vertige pour si peu, et ça, c'est des communistes, des marxistes ! J'estime que, même multiplié par dix, par cent, cela ne comptera toujours pas.

Vous n'avez fait qu'extraire du sous-sol de quoi produire de l'acier et fabriquer des automobiles et des avions, qu'y a-t-il là de formidable ?

Mais vous en avez fait un lourd fardeau qui pèse sur vous, et vous passez outre à tous les principes révolutionnaires ; n'est-ce pas là vous laisser griser par le succès ? »

« Depuis la Seconde Guerre Mondiale, le Parti Communiste de l'Union soviétique et les Partis de certains pays d'Europe Orientale ne parlent guère des principes fondamentaux du marxisme.

Ils n'insistent plus sur la lutte de classes, la dictature du prolétariat, la direction exercée par le Parti, le centralisme démocratique et l'union du Parti avec les masses : tout cela ne les intéresse plus.

Les événements de Hongrie en ont été la conséquence. Nous devons maintenir fermement la théorie fondamentale du marxisme. »

« Nul ne sait combien d'injures ont été déversées sur le Parti Communiste. Le Kuomintang nous taxait de 'bandits communistes', et les gens qui entraient en rapports avec nous étaient considérés comme étant 'de mèche avec les bandits'. Mais finalement, les 'bandits' se sont avérés meilleurs que les 'non-bandits', les gens du Kuomintang.

Depuis l'antiquité, ce qui est avancé n'a jamais fait l'objet, au début, d'un accueil favorable; on l'a toujours reçu par un flot d'injures.

Dès leur naissance, le marxisme et le Parti Communiste ont été couverts d'invectives. Dans dix mille ans, les choses d'avant-garde feront toujours l'objet d'injures à leurs débuts. »

Dans sa grande œuvre « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », de février 1957, le Président Mao nous a dit :

« C'est dans la lutte seulement que le marxisme peut se développer: il en a été ainsi dans le passé, il en est ainsi dans le présent, et il en sera nécessairement ainsi à l'avenir.

Ce qui est juste se développe toujours dans un processus de lutte contre ce qui est erroné.

Le vrai, le bon et le beau n'existent jamais qu'au regard du faux, du mauvais et du laid, et se développent dans la lutte contre eux.

Au moment même où l'humanité rejette quelque chose de faux et accepte une vérité, une nouvelle vérité entre à son tour en lutte contre de nouvelles opinions erronées. Cette lutte ne cessera jamais.

C'est la loi du développement de la vérité, et c'est évidemment aussi la loi du développement du marxisme. »

Et sur le fait de ne pas avoir peur de la critique mais au contraire de se développer dans la critique :

« Étant donné que dans notre pays le marxisme est déjà reconnu comme idéologie directrice par la majorité des gens, peut-on le critiquer ? Bien sûr que oui. Le marxisme est une vérité scientifique, il ne craint pas la critique. Si le marxisme craignait la

critique, s'il pouvait être battu en brèche par la critique, il ne serait bon à rien.

De fait, les idéalistes ne critiquent-ils pas le marxisme tous les jours et de toutes les façons possibles?

Les gens qui s'en tiennent à des points de vue bourgeois et petits-bourgeois sans vouloir en démordre ne critiquent-ils pas le marxisme de toutes les façons possibles ?

Les marxistes ne doivent pas craindre la critique, d'où qu'elle vienne.

Au contraire, ils doivent s'aguerrir, progresser et gagner de nouvelles positions dans le feu de la critique, dans la tempête de la lutte. Lutter contre les idées erronées, c'est en quelque sorte se faire vacciner; grâce à l'action du vaccin, l'immunité de l'organisme se trouve renforcée. Les plantes élevées en serre ne sauraient être robustes. »

Ainsi qu'en ce qui concerne le dogmatisme et le révisionnisme :

« Tout en réfutant le dogmatisme, nous devons veiller à réfuter le révisionnisme. Le révisionnisme ou opportunisme de droite est un courant idéologique bourgeois; il est encore plus dangereux que le dogmatisme.

Les révisionnistes ou opportunistes de droite approuvent le marxisme du bout des lèvres et attaquent eux aussi le 'dogmatisme'.

Mais leurs attaques visent en fait la substance même du marxisme. Ils combattent ou dénaturent le matérialisme et la dialectique. ils combattent ou tentent d'affaiblir la dictature démocratique populaire et le rôle dirigeant du Parti Communiste, ainsi que la transformation et l'édification socialistes.

Lors même que la révolution socialiste a remporté pratiquement la victoire dans notre pays, il y a encore un certain nombre de gens qui rêvent de restaurer le régime capitaliste ; ils mènent la lutte contre la classe ouvrière sur tous les fronts, y compris celui de l'idéologie. Dans cette lutte, les révisionnistes sont leurs meilleurs adjoints. »

Et soulignant le caractère plus pernicieux du révisionnisme :

« Depuis longtemps, beaucoup de critiques ont été portées contre le dogmatisme. C'est ce qu'il fallait faire. Mais on a souvent négligé de critiquer le révisionnisme. Le dogmatisme et le révisionnisme vont tous deux à l'encontre du marxisme.

Le marxisme doit nécessairement avancer, se développer au fur et à mesure que la pratique se développe, et il ne saurait rester sur place. S'il demeurerait stagnant et stéréotypé, il n'aurait plus de vie.

Toutefois, on ne doit pas en enfreindre les principes fondamentaux; ce serait tomber dans l'erreur. Considérer le marxisme d'un point de vue métaphysique et comme quelque chose de figé, c'est du dogmatisme.

Nier les principes fondamentaux du marxisme et nier sa vérité universelle, c'est du révisionnisme. Le révisionnisme est une forme de l'idéologie bourgeoise.

Les révisionnistes effacent la différence entre le socialisme et le capitalisme, entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Ce qu'ils préconisent est en fait non pas la ligne socialiste, mais la ligne capitaliste.

Dans les circonstances présentes, le révisionnisme est encore plus nuisible que le dogmatisme. Une tâche importante nous incombe sur le front idéologique, celle de développer la critique contre le révisionnisme. » (Intervention à la Conférence Nationale du Parti Communiste de Chine sur le travail de propagande)

Dans les « Notes de lecture sur le 'Manuel d'économie politique' de l'Union soviétique » auxquelles nous nous sommes déjà référés, on prend fermement position sur l'apparition des relations socialistes de production et la nécessité de combattre le révisionnisme :

« Le prolétariat doit 'unir autour de lui tous les travailleurs afin d'éliminer le capitalisme' (p. 327). Cette formulation est correcte. Mais, ici, il faut parler également de la prise du pouvoir politique.

'Le prolétariat ne trouvera jamais une économie socialiste toute faite' et 'les éléments de l'économie socialiste ne peuvent pas se développer dans une société bourgeoise fondée sur le système de la propriété privée' (p. 328).

En réalité, non seulement ces éléments 'ne peuvent pas se développer' mais ils ne peuvent même pas exister.

Dans une société capitaliste, les secteurs socialistes de l'économie coopérative et de l'économie d'État ne sont même pas en mesure de naître. Il est évident qu'on ne peut pas parler de leur développement.

C'est là la différence principale entre nous et les révisionnistes. Ces derniers disent que dans une société capitaliste, certaines entreprises, telles que les services publics urbains, ont un caractère socialiste.

Ils affirment que le passage au socialisme peut s'effectuer pacifiquement par le prolongement du capitalisme.

Il s'agit là d'une déformation grave du marxisme. »

Et :

« Sur les plans idéologique, politique et organisationnel, la scission entre les bolcheviks et les mencheviks en Russie a ouvert la voie à la victoire de la Révolution d'Octobre.

S'il n'y avait pas eu de lutte entre les bolcheviks et les mencheviks, s'il n'y avait pas eu de lutte contre le révisionnisme de la IIe Internationale, il aurait été impossible à la Révolution d'Octobre de triompher.

C'est en luttant contre tous les révisionnismes et tous les opportunismes que le léninisme a pris naissance et s'est développé. Sans le léninisme, il n'y aurait pas eu de victoire de la révolution russe. »

Le Président Mao Zedong dans les années 60 tira ces conclusions essentielles et transcendantes :

« Dans la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, on ne sait pas encore qui vaincra qui, car il est fort probable que le révisionnisme triomphe et que nous fassions faillite.

Nous nous sommes appuyés sur cette possibilité pour avertir le peuple et cette attitude fut précieuse pour rester en alerte contre le révisionnisme, le prévenir et nous y opposer. »

Et sur ses sources :

« L'influence bourgeoise est la cause intérieure du révisionnisme, la capitulation devant la pression de l'impérialisme en est la cause extérieure ».

Ainsi que la clef :

« la question de savoir qui, des marxistes ou des révisionnistes, détiendra la direction du Parti et de l'État ».

La nécessité de mettre en relief son centre « le problème de se prévenir de l'apparition du révisionnisme », ce qui exige d'« être d'authentiques marxistes-léninistes et non, comme Khrouchtchev, des révisionnistes se parant du marxisme-léninisme ».

Et plus encore il nous enjoint :

« Il faut se mettre en garde contre l'apparition du révisionnisme, notamment dans le Comité central du Parti. »

Et visant la racine même du problème, les deux grandes orientations stratégiques : « Il faut combattre l'égoïsme et critiquer le révisionnisme » et « combattre le concept du privé et répudier le révisionnisme. »

De la même façon, les conclusions suivantes méritent d'être soulignées tout spécialement pour leur immense répercussion au sein de la lutte de classes internationale :

« Le révisionnisme au Pouvoir, c'est la bourgeoisie au Pouvoir. »

« En Union soviétique, à l'heure actuelle, c'est la dictature de la bourgeoisie, celle de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand, une dictature du type hitlérien. »

« L'Union soviétique, la Yougoslavie, et les autres pays où le Pouvoir est entre les mains des cliques révisionnistes modernes ont changé ou changent de nature, restaurant le capitalisme et passant de la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie. »

Et :

« Si les révisionnistes venaient à usurper la direction en Chine, les marxistes-léninistes de tous les pays devraient aussi les dénoncer et les combattre avec fermeté, aider la

classe ouvrière et les masses populaires chinoises à s'opposer à ces révisionnistes. »

De plus, comparant les communistes et les révisionnistes :

« La clique dirigeante révisionniste de l'Union soviétique, la clique titiste de Yougoslavie et toutes les autres cliques de renégats et de "jaunes" de tout acabit ne sont que taupinières à côté de vous qui êtes une montagne dont le front se perd dans les nuages.

Elles sont des valets et des hommes de paille prosternés devant les impérialistes et vous êtes des révolutionnaires prolétariens intrépides osant combattre l'impérialisme et ses laquais, ainsi que tous les ennemis dans le monde, si féroces soient-ils. »

Et insistant sur le fait que le peuple veut la révolution, soutient le marxisme et refuse le révisionnisme :

« Les peuples de tous les pays, les masses qui représentent plus de 90 % de la population, en viendront tôt ou tard à faire la révolution et à soutenir le marxisme-léninisme.

Ils ne sauraient soutenir le révisionnisme. Certains, qui le soutiennent momentanément finiront par le rejeter. Ils prendront graduellement conscience, s'opposeront à l'impérialisme et à la réaction de tous les pays ainsi qu'au révisionnisme. »

Le Président Mao établit la perspective inexorable :

« En un mot, que ce soit en Chine ou dans les autres pays du monde, plus de 90 % de la population en viendront à soutenir le marxisme-léninisme.

Dans le monde, il y a maintenant encore un grand nombre de gens qui, trompés par la social-démocratie, le révisionnisme, l'impérialisme et toute la réaction, n'ont toujours pas pris conscience.

Mais, en fin de compte, ils prendront graduellement conscience et soutiendront le marxisme-léninisme.

Cette vérité qu'est le marxisme-léninisme est irrésistible ; les masses populaires, en viendront tôt ou tard à faire la révolution. La révolution mondiale finira par triompher. »

Il en sera ainsi ! Le marxisme-léninisme-maoïsme vaincra inéluctablement !

Nous avons considéré largement et minutieusement quatre questions fondamentales du marxisme-léninisme-maoïsme :

- 1) la violence révolutionnaire,
- 2) la lutte de classes,
- 3) le socialisme et la dictature du prolétariat,
- et 4) la lutte contre le révisionnisme ;

quatre questions fondamentales pour réaliser notre tâche, conquérir le Pouvoir dans tout le pays et, adhérant fermement à l'internationalisme prolétarien, servir la révolution mondiale.

Questions fondamentales qui, face à la nouvelle offensive contre-révolutionnaire révisionniste, chapeautée par Gorbatchev et Deng, et l'attaque impérialiste convergente, acquièrent une importance et une portée chaque jour plus grande.

Quatre questions fondamentales qui, hormis le fait d'être des problèmes brûlants actuellement, sont la colonne vertébrale du marxisme-léninisme-maoïsme ; surtout s'il s'agit du socialisme et de la dictature du prolétariat qui posent non seulement la question très importante de la construction de la première phase du communisme mais aussi du caractère de classe de l'État dans toute la période de transition, la dictature du prolétariat qui est l'essence du socialisme et l'axe historique qui mène au communisme.

Donc, arborer ces quatre questions fondamentales aujourd'hui est inéluctablement inséparable d'arborer, de défendre et d'appliquer le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme, l'invincible et toute puissante idéologie du prolétariat; assimilant chaque fois plus le grand appel du Président Mao Zedong : « Marxistes-léninistes de tous les pays, unissez-vous ; peuples révolutionnaires du monde entier, unissez-vous; renversez l'impérialisme, le révisionnisme contemporain et tous les réactionnaires de quelque pays que ce soit ! Un monde nouveau libre de tout impérialisme, du capitalisme et de tout système d'exploitation s'édifiera sans aucun doute ! ».

Et, en nous réaffirmant donc une fois de plus dans la victoire inéluctable du marxisme-léninisme-maoïsme et du communisme sur la face de la Terre, nous réalisons avec la plus grande fermeté et la plus grande décision les accords pris lors de la récente dernière session du Comité Central ; principalement ce qu'il a sanctionné dans la troisième partie, « Développons la guerre populaire et construisons la conquête du Pouvoir ! ».

« 1. Faire un grand bond dans l'incorporation des masses à la guerre populaire.

La vieille société péruvienne et son évolution n'offrent et n'offriront au peuple que davantage de famine, d'exploitation, d'oppression et de génocide, tout en refusant un avenir aux jeunes.

Le problème de la terre, la nouvelle accumulation, et la domination impérialiste amplifiée.

Le soi-disant enrayement de l'inflation et de la crise frappera le peuple plus brutalement que jamais.

Le peuple n'a qu'une seule voie : développer la guerre populaire et conquérir le Pouvoir dans tout le pays. Combattre et résister avec la guerre populaire !

2. Développer la guerre de mouvement : perspective nécessaire.

La guerre de mouvement et la guerre de guérillas. La théorie et la ligne militaire du Parti.

La guerre de mouvement, un pas nécessaire de la guerre populaire. Étudier la guerre de mouvement dans le maoïsme et l'appliquer chaque fois plus à nos conditions concrètes.

3. Mener la conquête du Pouvoir ! Construire ! et Conquérir le Pouvoir dans tout le pays ! et, Développer la guerre populaire!, trois questions indéniablement unies.

Développer la construction de l'État nouveau, question fondamentale et centrale de la construction : forger un gouvernement et développer l'organisation de l'État.

Construction du Parti et de l'APG.

Trois bases et trois guides : « Fortifier la consolidation et forger des cadres » ; « Renforcer l'Armée Populaire de Guérilla et surtout impulser les forces principales » ; « Développer le Pouvoir Nouveau et construire des Comités Populaires Ouverts ».

Campagne d'« Appuyer le Pouvoir Nouveau ».

Campagne de Rectification, lutte de deux lignes et combattre le révisionnisme comme danger principal.

4. Servir la révolution prolétarienne mondiale. Internationalisme prolétarien. Mouvement prolétarien international et mouvement de libération nationale. Mouvement Révolutionnaire Internationaliste. Mouvement Communiste International.

« Prolétaires et nations opprimées du monde, unissez-vous ! », « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

5. CAMPAGNE. Avoir pour cible les élections générales en appliquant le boycott ; continuer d'ouvrir des comités populaires ouverts en développant la guerre populaire et impulser la guerre de mouvement ; tout pour accomplir les tâches politiques établies par le Parti.

6. Le Parti guidé par le marxisme-léninisme-maoïsme pensée Gonzalo garantit la voie de la révolution !

C'est dans ce contexte et cette perspective que nous considérons le deuxième tour des élections générales qui s'effectuera en juin ; et tout en tenant compte de l'expérience de la décennie écoulée et surtout, des brillants résultats obtenus récemment avec la politique de boycott, concrétisés dans la forge et l'accroissement du torrent anti-électoral massif lié au développement de la guerre populaire, la nécessité politique de continuer d'appliquer le boycott de façon plus ferme et plus décidée s'impose aujourd'hui.

Le mot d'ordre est simple et concret : Ne pas voter ! Et la consigne claire et résolue : Élections, non ! Guerre populaire, oui !

VIVE LE Xe ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE POPULAIRE !
A BAS L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE, PRINCIPALEMENT YANKEE !
CONQUÉRIR LE POUVOIR DANS TOUT LE PAYS !
VIVE LE PARTI COMMUNISTE DU PÉROU !
VIVE LE PRÉSIDENT GONZALO !
GLOIRE AU MARXISME-LENINISME-MAOÏSME !

COMITE CENTRAL PARTI COMMUNISTE DU PÉROU
Mai 1990